lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 288 — SEMAINE DU 5 AU 11 MARS 1974 — PRIX : 2 F

Puig Antich exécuté

FRANCO ASSASSIN

courrier

Les prisonniers politiques en Irlande

Chers camarades,

J'entretiens des rapports réguliers avec des camarades d'Irlande. Je lis de nombreux journaux provenant de ce pays et je vous écris pour vous faire part de faits que je trouve scandaleux et révoltants, c'est-à-dire les conditions d'internement dans lesquelles vivent les prisonniers politiques irlandais.

Le gouvernement britannique, fort de son « droit » à coloniser l'Irlande, a fait de cette partie du monde le règne de la violence, de l'emprisonnement. Les prisons pullulent, les camps de concentration regorgent de prisonniers détenus dans des conditions épouvantables.

Au camp d'internement de Long Kesh, un seul médecin est autorisé à visiter les prisonniers une fois toutes les trois semaines. Ceci pour un total de quatre cents détenus environ. Certains de ces derniers, entrés depuis deux ans gravement malades, n'ont encore pas reçu de soins médicaux. De nombreux suicides ont eu lieu dernièrement ; l'armée britannique, par sa provocation, crée ou plutôt essaye de créer la division entre les internés des différentes fractions. C'est ainsi que les militants des deux IRA ont du mal à ne pas tomber dans ce piège. Mais par contre, les soldats anglais s'entendent très bien par des moyens sectaires à faire s'entre-tuer républicains et royalistes entre eux. Tout ceci bien sûr se fait dans l'ombre des murs, froidement et en toute impunité. Lors de l'accord de Sunningale, l'exécutif avait décidé de libérer de nombreux prisonniers politiques et d'améliorer les conditions de détention. En fait, le nombre de prisonniers libérés est ridicule et a été savamment choisi.

D'autre part les conditions sont toujours les mêmes et les suicides et les bagarres meurtrières continuent, la nourriture est exécrable et les visites (une fois par semaine) sont d'une durée de un quart d'heure. Comme celles-ci se font dans la plus grande pagail'e, certains prisonniers attendent des heures souvent pour rien, les tortures sont fréquentes et de nombreux cas de folie sont à dénombrer.

Tout ceci n'est pas spécial à Long Kesh. Car les prisons telles Erundin, Armargh et autres, n'ont rien à envier à ce dernier.

Quant aux quatre de l'IRA, enfermés à la prison de Winchester (G-B) : Doulour Price, Marion Price, Hugh Ferney, Gerald Kelly, ils sont toujours en grève de la faim depuis trois mois, pour leur statut de prisonniers politiques et pour qu'ils soient internés en Irlande du Nord. I's subissent une nutrition de force qui d'après certains médecins peut s'avérer très dangereuse pour leurs vies. Je pense que Lutte Ouvrière doit s'associer à leur combat et à celui de tous les prisonniers irlandais catholiques et protestants. Car, contre l'impérialisme anglais qui préfère laisser les ouvriers anglais et irlandais sans ressources pour s'assurer une armée coloniale, les révolutionnaires ne peuvent être neutres.

Amicalement.

P. B. (Savoie)

Il va sans dire que nous affirmons toute notre solidarité avec les prisonniers politiques d'Irlande, en butte à la répression de l'impérialisme anglais, et que nous soutenons leur lutte pour l'amélioration de leur régime de détention.

Klapperstei 68 condamné

Nous recevons la circulaire suivante de Klapperstei 68 **(courrier à : Klapperstei 68, 68055 Mulhouse Cédex), à propos de sa condamnation par le tribunal de Mulhouse. (Nous avons rendu compte du procès dans notre numéro 283 du 29 janvier.)**

CIRCULAIRE A LA PRESSE

Pour information et diffusion :

Nous vous communiquons le verdict du procès Marcellin-Macé contre *Klapperstei 68* qui s'était déroulé à Mulhouse le 24 janvier 1974.

Le verdict a été rendu le 21 février 1974 au tribunal de grande instance de Mulhouse, et la peine infligée se décompose comme suit :

— amende : 1.500 F ;
— dommages et intérêts : 5.000 F.

K 68

A propos de Soljenitsyne

Camarades,

Cette lettre pour vous exprimer mon désaccord (partiel) avec votre article **« La liberté indésirable en URSS ».** Je ne peux penser qu'il soit juste d'écrire que **« le socialisme est trahi et bafoué en Union Soviétique »,** même si près de soixante ans après la Révolution le communisme démocratique n'y est pas encore réalisé, ce qui est certes décevant. Je pense néanmoins que les bases sont justes et que l'essentiel existe. De plus, Soljenitsyne, dont vous ne niez pas l'anticommunisme foncier, était incontestab'ement coupable de trahison en temps de paix. Peut-être une peine de cinq années de prison eût-elle été plus juste, mais ceci est relatif.

Veuillez, camarades, accepter mes salutations révolutionnaires.

R.D. (Paris)

Membre du PCF - Membre honoraire des Amis de la Commune - Membre de l'AMI - Membre de la « Libre Pensée ».

Libre à toi d'avoir des yeux pour ne point voir et de ne pas admettre l'évidence, c'est-à-dire le fait que les dirigeants de l'URSS bafouent chaque jour le socialisme. Et libre à nous de penser que si les Brejnev et consorts peuvent ainsi impunément salir chaque jour le socialisme et le communisme au nom desquels ils osent parler, les gens comme toi en portent une part de responsabilité, puisqu'ils sont à la fois capables de regretter que « soixante ans après la Révolution, le communisme démocratique ne soit pas encore réalisé » **pour estimer quelques lignes plus loin que Soljenitsyne méritait cinq années de prison ! Avec une telle conception du « communisme démocratique », celui-ci n'est, en effet, pas pour demain !**

Car qu'est-ce que ce socialisme où « les bases sont justes et où l'essentiel existe », **mais où la critique d'un homme seul est si dangereuse qu'elle nécessite son emprisonnement ou son exil, et où le seul fait d'élever la voix constitue — selon toi — une « trahison en temps de paix » ?**

Alors, entre un Soljenitsyne et les bureaucrates du Kremlin qui ne reconnaissent la liberté d'expression... qu'à ceux qui sont d'accord avec eux, nous soutenons Soljenitsyne. Non pas que nous approuvions ses conceptions politiques, qui sont à bien des égards réactionnaires. Mais nous sommes partisans de la liberté d'expression en URSS, non seulement pour un Soljenitsyne, mais pour toute la classe ouvrière soviétique, actuellement privée de tous droits politiques et de tous droits d'expression.

Centre du Bouchet (Ballancourt - Essonne) :

L'armée, ça tue, ça pollue...

Mardi 22 janvier dans l'après-midi, dans le quartier de la gare de Ballancourt, un grave accident s'est produit.

Dans un parc à ferraille, un ouvrier découpe au chalumeau des morceaux de fer. Une étincelle ou la chaleur fait exploser un très vieux fût métallique. Aussitôt une épaisse fumée jaune s'en dégage et se répand en direction des habitations.

Quelques minutes plus tard, de nombreux habitants du quartier sont atteints de toux et de brûlures d'estomac. Vingt-deux personnes, qui ont été les plus atteintes, vont être hospitalisées. A deux cents mètres du lieu de l'explosion se trouvent un CES, deux écoles primaires et maternelles, des HLM et des entreprises.

Ce fût, parmi d'autres, provenait d'un stock de gaz lacrymogènes et incapacitants pouvant provoquer des lésions importantes. Ces fûts très anciens provenaient d'une entreprise installée au Centre du Bouchet, la SEBC (Section d'Etudes Bactériologiques et Chimiques), qui dépend du Laboratoire Central de l'Armement.

Cette entreprise fait des recherches sur les armes bactériologiques, les gaz lacrymogènes, incapacitants, etc., tout cela sous le secret militaire, bien sûr. Ces recherches constituent une menace pour les travailleurs et la population avoisinante, puisque la sécurité n'est pas respectée. Pour les fûts, personne ne savait ce qu'ils contenaient et les demandes d'analyses faites par le ferrailleur n'ont pas été satisfaites. Si demain la plus stricte sécurité n'était toujours pas respectée, ce pourrait être des milliers de personnes qui seraient intoxiquées par les gaz ou les virus produits par ces laboratoires.

Au Centre, après l'accident, les travailleurs discutaient ferme de tout cela : l'existence de tels travaux dans de telles conditions est dangereuse mais, quoi que fasse l'Etat dans ce domaine, l'emploi doit être maintenu.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement et les ministres nous parlent de lutte contre la pollution, de défense de l'environnement ; pourtant l'armée entretient des centres où l'on fabrique des produits, dont on ne connaît pas très bien les effets, qui peuvent causer d'énormes dommages à la population. Voilà l'envers de la médaille.

R.P.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à **LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75 263 PARIS CEDEX 06**

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

MEETING LUTTE OUVRIÈRE

LYON

LE VENDREDI 8 MARS, à 20 h 30

Palais du Travail — VILLEURBANNE

Bus n° 7 - Arrêt H.-Barbusse

Cinquantième anniversaire de la mort de Lénine : le combat pour le socialisme continue

EDITORIAL

FRANCO ASSASSIN !

SAMEDI matin, Salvador Puig Antich, militant du Mouvement Ibérique de Libération, a été légalement assassiné dans la prison de Barcelone. Et comme pour en rajouter en fait d'infâmie, c'est par le garrot que Franco l'a fait tuer. Par ce procédé barbare entre tous, qui veut que les dernières souffrances du condamné soient réglées par « l'habileté » du bourreau à broyer d'un seul coup la nuque de sa victime, ou au contraire à l'étrangler lentement.

Salvador Puig Antich avait vingt-six ans. Il était accusé d'avoir tué un policier lors d'une arrestation mouvementée où lui-même avait été grièvement blessé. Mais la justice espagnole ne s'était même pas souciée de rechercher l'origine des balles qui avaient tué ce policier. Elle n'avait même pas essayé de prouver le bien fondé de l'accusation. La police accusait Salvador Puig Antich d'avoir tué l'un des siens : cela devait suffire. Franco ne pouvait refuser de donner satisfaction à cette police qui constitue son principal rempart devant la colère grandissante des masses opprimées d'Espagne. Salvador Puig Antich était déjà condamné à mort avant son procès. Et toutes les protestations, toutes les interventions ont été impuissantes à faire revenir sur sa décision le vieillard sénile qui tient l'Espagne sous sa botte depuis trente-cinq ans. Le bourreau Franco a donné l'ordre au bourreau de Barcelone d'assassiner Salvador Puig Antich en son nom.

Mais les assassins n'ont tout de même pas osé revendiquer cet assassinat politique à la face du monde. Ils ont essayé de présenter les militants du Mouvement Ibérique de Libération comme des bandits de droit commun. Et c'est par le moyen réservé aux criminels de droit commun qu'ils ont fait mettre à mort Salvador Puig Antich.

Mais cela ne peut tromper personne. Salvador Puig Antich a été garrotté parce qu'il luttait pour renverser la dictature franquiste, parce qu'il avait choisi de combattre dans le camp des opprimés, comme il y a onze ans Franco avait fait fusiller Julian Grimau, dont le seul « crime » était d'être l'un des dirigeants du Parti Communiste Espagnol.

C'est que le régime franquiste est fidèle à ses origines. Il est né dans un bain de sang, en assassinant, non seulement sur les champs de bataille de la guerre civile, mais aussi dans les cours des casernes et des prisons, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans pauvres, coupables d'avoir aspiré à une vie meilleure, plus libre et plus digne. Il a détruit toutes les organisations que la classe ouvrière espagnole s'était données au cours de dizaines d'années de luttes. Il a mis en place un « ordre » où revendiquer est un délit, et où la grève est un crime. Et cette œuvre sanglante, il l'a accomplie avec la complicité active de Hitler et de Mussolini et avec la complicité passive des prétendues démocraties, et en particulier de la France du Front Populaire.

Et c'est cet attentat perpétuel contre les travailleurs espagnols, dans l'intérêt de leurs exploiteurs, qu'il poursuit aujourd'hui en jetant en prison pour des années et des années des militants ouvriers dont le seul crime est de s'être réunis et d'avoir essayé de s'organiser, en faisant tirer sur des manifestants ou des grévistes désarmés, en assassinant ceux qui tentent de s'opposer à sa toute-puissance.

Et comme au temps de la guerre civile, Franco bénéficie de la complicité des pays prétendus démocratiques, des Pompidou et des Nixon, parce que le rôle de tous ces gens-là, comme le sien, est de maintenir le système d'exploitation, de veiller à la sauvegarde de la sacro-sainte propriété privée des bourgeois. Pacifiquement quand c'est possible. Par la violence quand c'est nécessaire.

Mais aucune force de répression au monde ne saurait museler éternellement un peuple qui lutte pour sa liberté. La classe ouvrière ne saurait être vaincue définitivement. Elle se relève toujours de ses défaites. Une nouvelle génération de travailleurs espagnols est née, qui n'a pas été démoralisée par la défaite de 1939 et qui, de grève en grève, de lutte en lutte, trempe ses forces et forge de nouvelles organisations.

Et elle vengera Salvador Puig Antich.

Le troisième gouvernement Messmer ou les tergiversations de Pompidou

ON prend les mêmes et on recommence ; c'est le petit jeu auquel Pompidou semble se livrer avec son changement de gouvernement : même Premier ministre, quelques éliminations mais pas un homme nouveau, quelques permutations et le tour est joué. C'est bien avec du vieux qu'il tente de faire du neuf.

Evidemment cela ne trompe personne et ce n'est certes pas pour faire illusion auprès de la population que Pompidou a décidé ce « chambardement ». D'ailleurs, les justifications de Messmer vendredi dernier touchaient au gâtisme tant il est vrai qu'il n'avait strictement rien à dire aux téléspectateurs : **« Mercredi dernier, avant-hier, autour de la table du Conseil des ministres, présidé par le président de la République, il y avait trente-huit personnes. Mercredi prochain, autour de la même table, ou plus exactement d'une table qui sera plus petite, il y aura seize personnes. Cela change tout... »**

En fait, c'est au sein même de la majorité et dans ses relations avec le président qu'il faut chercher les raisons du remaniement gouvernemental.

Messmer a insisté sur la nécessité **« de prendre un nouveau départ grâce à une plus grande cohérence des volontés au sein du gouvernement, de la majorité, et entre le gouvernement et la majorité ».**

Car Messmer était effectivement contesté et par la majorité et même par certains de ses ministres. Petites piques, peaux de bananes et polémiques plus ou moins aigres n'ont guère manqué ces derniers mois entre messieurs les ministres.

Non que les uns ou les autres aient une autre politique à lui opposer, mais il s'agit simplement pour tout un chacun de jouer sa petite carte personnelle. Avec l'échéance de 1976 la majorité apparaît plus que jamais comme un vrai panier de crabes.

En fait la « majorité » n'a jamais constitué une force homogène. Au départ, c'est autour de la personne de De Gaulle qu'elle s'est rassemblée et lui seul a pu lui imposer silence. Mais en l'absence de celui-ci les antagonismes de cliques et les rivalités personnelles se font jour à nouveau.

Et, à la différence de De Gaulle, Pompidou, lui, dépend beaucoup plus étroitement de cette majorité. C'est De Gaulle qui avait fait la majorité mais Pompidou, lui, dépend de cette majorité. C'est là toute la différence. Pompidou est obligé de composer avec elle et le dernier remaniement gouvernemental est une illustration de cette marge de manœuvre extrêmement étroite dont dispose Pompidou.

Incapable de faire taire les frondeurs, il s'avère tout aussi incapable de choisir parmi ceux qui se pressent aux portes ; car choisir l'un, n'est-ce pas aviver la rancœur de tous les autres ? Pompidou n'a pas le prestige suffisant pour passer outre à la grogne de la majorité et imposer, que cela plaise ou non, comme De Gaulle aurait pu le faire, un Premier ministre de son choix. Et c'est pour ne pas en choisir un nouveau qu'il fait démissionner Messmer et le rappelle aussitôt.

Tout en faisant ainsi la preuve de sa faiblesse il lance un appel à la majorité et aux ministres eux-mêmes : **« Il est nécessaire aujourd'hui d'augmenter la cohésion, la solidarité et la concentration autour de l'action autour du Premier ministre. »** La réduction du nombre de membres du gouvernement va effectivement dans ce sens : il s'agit d'un gouvernement plus « concentré », c'est-à-dire sous le contrôle plus direct encore du président. Pompidou utilise ainsi son autorité pour renforcer celle, quelque peu défaillante, de son Premier ministre.

Mais il est probable que cela ne suffira pas à calmer les esprits et surtout les appétits. La grogne risque tout simplement d'être dirigée plus ouvertement contre Pompidou lui-même.

Ainsi non seulement le troisième gouvernement Messmer ne changera en rien la politique du précédent, ce dont tout le monde est bien persuadé, mais il ne saurait régler en rien non plus les rapports du président et de sa majorité. Il est simplement le produit des difficultés croissantes de Pompidou et le reflet de ses hésitations et de son impuissance.

Dominique CHABLIS.

Lire en pages 11, 12 et 13, la Grande-Bretagne des élections.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société...

Page 4
— Les prisons tuent !
— L'incendie de l'usine Sonolor : la presse a déjà désigné les coupables.

Page 5
— L'indice INSEE : un indice truqué.
— ORTF : à programmes insipides, redevances salées.

Page 20
— La formation professionnelle continue : pas de miracle !
— Dunkerque : un foyer caserne.

● Dans les entreprises

Page 16
— Echos des entreprises.

Page 18
— Groupe Fortune Assurance : lutte pour l'amélioration des conditions de travail.
— Unelec (Vierzon) : gains de la CFDT aux élections de délégués du personnel.
— Empalot (Toulouse) : la Sécurité sociale ferme un guichet.

Page 19
— Citroën veut faire payer la « crise » aux travailleurs.
— Renault : la Régie fait chômer Sandouville, mais... les cadences augmentent à Billancourt.
— Rhône-Progil : la direction appelle la police contre 17 grévistes !

● Les travailleurs en lutte

Page 17
— Rateau-solidarité : la CGT calcule mais ne se donne guère.
— Usine Vachette (Troyes) : grève contre un licenciement.

LA LUTTE DANS LES BANQUES

Pages 14 et 15
— Crédit Lyonnais (Paris) : les Comités de grève élargissent le mouvement aux agences.
— Crédit Lyonnais (Lyon) : les grévistes tiennent bon.
— Ceux de la Banque de France à leur tour en grève.

Page 17
— La BNP à son tour dans l'action.

DANS LE MONDE

Page 7
— Le mouvement ouvrier et le mouvement révolutionnaire en Espagne.

Page 8
— Revue de la presse d'extrême-gauche : l'expulsion de Soljenitsyne d'URSS.

Page 9
— A propos de Soljenitsyne : liberté d'expression et anticommunisme.
— La répression franquiste frappe les médecins progressistes.

Page 10
— Chili, six mois de dictature sanglante.
— En France comme au Chili, les dirigeants réformistes bernent la classe ouvrière.

Page 11
— Italie : un régime parlementaire malade.

Pages 11, 12 et 13

LA GRANDE-BRETAGNE DES ELECTIONS

— Les élections ont ouvert la voie à une crise politique.
— L'amère victoire du Labour Party.
— Les révolutionnaires à la traîne des travaillistes.
— Un capitalisme sénile.

Page 24
— Ethiopie : la monarchie ébranlée par son principal soutien.
— Argentine : à Cordoba, l'épreuve de force est engagée.

DIVERS

Page 6
— Les socialistes face aux sentiments autonomistes.

PARIS

VENDREDI 15 MARS
à 20 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - PARI-5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

MEETING

lutte ouvrière

Participation aux frais : 2 F

Agression de l'OCI-AJS contre des militants de la LIRQI

Dimanche 3 mars, à l'issue d'une vente dans le marché de la rue des Martyrs, six militants de la LIRQI, groupe dissident de l'OCI, ont été agressés et roués de coups, près du métro Pigalle, par une trentaine de membres de l'AJS-OCI. Auparavant, ces derniers avaient tout fait pour empêcher les militants de la LIRQI de vendre leurs journaux en les entourant à cinq ou six contre un. Des vendeurs de Rouge **étaient présents et ont assisté à toute la scène. Deux camarades de Lutte Ouvrière étaient également venus pour prendre acte, suite à l'agression subie la semaine précédente par la LIRQI. Ils sont intervenus pour essayer d'empêcher la bagarre, d'abord auprès du responsable AJS, puis au moment où les coups ont été portés. Ils ont été eux aussi agressés et frappés.**

Ces méthodes fascistes discréditent leurs auteurs, mais leurs conséquences retombent sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Toutes les organisations révolutionnaires doivent protester et faire savoir à l'AJS-OCI qu'elles ne tolèreront pas ces méthodes.

Les prisons tuent !

PATRICK MIRVAL, un jeune Martiniquais de 21 ans, détenu à la prison de Fleury-Mérogis, est mort alors que ses gardiens le conduisaient au mitard de la prison.

Le « mitard » de Fleury-Mérogis se trouve en haut du bâtiment D3, pour y aller on prend l'ascenseur. Patrick y est entré vivant avec ses gardiens, il en est sorti mort. Entre-temps, une « panne » de plusieurs minutes avait immobilisé l'ascenseur entre deux étages.

Se on leur version, les gardiens se seraient subitement aperçus dans l'ascenseur que Patrick présentait des troubles : yeux injectés de sang, urine rouge, et qu'ensuite il se serait évanoui. Mais la deuxième autopsie a montré que Patrick portait des traces de coups. Lorsqu'on connait les mœurs des gardiens de prison, on se dit que Patrick Mirval a bien pu succomber à la « cogne » que les matons pratiquent systématiquement sur les détenus, spécialement ceux qui vont au mitard, et le fait que Patrick ait été Martiniquais a dû encourager ces brutes racistes à y aller de toutes leurs forces.

Fleury-Mérogis est soi-disant une prison modèle, mais en réalité l'administration pénitentiaire y fait régner la loi de la jungle comme dans toutes les prisons.

Le mitard, c'est pire encore.

Dans une enquête sur Fleury-Mérogis, faite par le GIP (Groupe d'Information sur les Prisons), un ancien détenu raconte ainsi ce que subit un détenu condamné à une peine de mitard : **« les matons font sortir les punis un par un, ils les font mettre à poil, ils les fouillent partout, ils les font se pencher et regardent pour voir s'il n'y a pas de tabac caché. On reçoit des floppées d'injures. Quand tu es puni de mitard, tu n'es même plus un numéro, tu n'es plus rien du tout, une chose, un sac qu'on pousse, qu'on jette et qu'on met dans un trou ».**

La prison-modèle de Fleury-Mérogis. A l'intérieur, c'est la barbarie. (Ph. UPI)

C'est sans doute ce qu'a subi Patrick mais il est probable que pour lui la sauvagerie ne faisait que commencer.

Et dans son cas l'absurde le dispute à l'ignoble. Car Patrick n'avait pas été condamné. Comme la moitié des 38.000 prisonniers actuellement détenus, il était en « provisoire », pour des vols, depuis trois mois. Et c'est parce que sa demande de mise en liberté provisoire avait été rejetée que Patrick avait piqué une colère, et que ses gardiens l'ont maté, avec zèle, jusqu'à la mort.

Si Patrick avait escroqué des dizaines de millions dans l'immobilier, gageons qu'il n'aurait même pas été question de le mettre en prison, il se serait présenté à son procès en costume de ville, le sourire aux lèvres et le gratin de la bonne société serait venu témoigner de sa respectabilité. Mais Patrick était un jeune Martiniquais inculpé simplement de quelques petits vols. C'est pourquoi son procès n'aura pas lieu. L'action de la justice est éteinte comme disent les juristes.

Isabelle DUBOIS.

Trafic sur les vins corses :

LES PETITES MIXTURES FONT LES GROS BÉNÉFICES

Le scandale qui vient d'éclater en Corse n'est pas sans rappeler celui qui, il y a quelques mois, a éclaté dans la région de Bordeaux. La cause en est grosso-modo la même : on transforme un vin médiocre, de très bas degré alcoolique, en une « appellation contrôlée » vendue de 10 à 15 F la bouteille, par l'adjonction d'un certain nombre d'ingrédients : sucre pour augmenter le degré alcoolique (c'est la chaptalisation du vin), glycérine pour donner du « moëlleux » et enfin de l'acide sulfurique ! pour rendre le breuvage âpre et piquant afin de satisfaire le palais des connaisseurs.

Les super-bénéfices ainsi réalisés sont colossaux ; alors que les petits vignerons traditionnels essaient tant bien que mal de survivre en fabriquant un vin de qualité, quelques grosses sociétés telles « Infantes-Europe » actuellement impliquée dans le trafic, se répartissent deux milliards et demi de francs par an.

Il est vrai que parmi ceux qui mènent aujourd'hui l'assaut contre les trafiquants, il en est un certain nombre pour qui la défense du consommateur n'est qu'un prétexte et qui voient dans l'éviction du marché des concurrents mieux placés qu'eux une possibilité d'accroître leurs propres bénéfices...

Alain LEMART.

Quand les évêques doivent s'occuper de leurs oignons

Après la grève générale des travailleurs de la Réunion, l'évêque de l'île, Mgr Guibert, a eu l'audace de dénoncer « une économie désaxée qui ne permet pas à une partie de la population de subvenir à ses besoins essentiels ». **Monseigneur !**

Devant des attaques aussi basses, le gouvernement n'a pas tardé à réagir. Le préfet Vié, secrétaire général des DOM, a déclaré — notez bien l'ironie particulièrement mordante de son propos ! — qu'il « fallait de longues études pour interpréter les évangiles » **mais qu'il souhaitait que les évêques ne se mêlent pas de politique, ces** « problèmes qui demandent une tout aussi longue formation qu'ils ne possèdent généralement pas ».

Mais quand on voit le résultat de leur politique, particulièrement à la Réunion, on se dit que tout bien pesé nos préfets et nos gouvernants seraient quand même nettement moins nuisibles dans un couvent à « interpréter les évangiles » qu'au pouvoir...

Jean HAINAUT.

L'incendie de l'usine Sonolor :

La presse a déjà désigné les coupables

DANS la nuit de jeudi à vendredi dernier un violent incendie a ravagé l'usine Sonolor à La Courneuve. La presse et la radio ont immédiatement attribué le sinistre à l'attentat d'un mystérieux groupe gauchiste qui s'appellerait « Il y a toujours quelque chose à faire ! ».

En effet, deux heures et demie après le début de l'incendie, l'Agence France Presse recevait un coup de téléphone anonyme revendiquant la responsabilité de l'affaire au nom de ce groupe pour protester contre l'attitude du trust ITT (dont Sonolor est une filiale) à l'égard du Chili. On sait qu'ITT a tout fait pour renverser le régime de Allende.

Aujourd'hui pourtant les autorités se montrent plus prudentes. Le 1er mars au soir, le chef de la brigade criminelle, Poiblanc, a déclaré : « Rien encore ne peut nous permettre de pencher pour la thèse criminelle plutôt que pour l'accident », *le coup de téléphone peut fort bien être l'œuvre d'un déséquilibré ou d'un mauvais plaisant.*

Mais comme d'habitude dans ce genre d'affaire, la presse, qui avait mis en évidence la première information, celle qui attribuait l'incendie à des gauchistes, a relaté la seconde en quelques lignes. Ainsi le mal est fait, combien de gens resteront-ils persuadés que ce sont des « gauchistes qui ont fait le coup » ?

Mais quels pourraient être ces gauchistes éventuels qui auraient fait preuve d'une irresponsabilité aussi consternante ?

Certes, les dégâts s'élèvent à cinquante millions de nouveaux francs. Mais une telle somme n'est rien par rapport à la richesse du trust ITT. Et de toute façon, le plus probable, c'est encore que l'assurance paye au patron une usine toute neuve. Ce n'est donc pas un tel incendie qui pourra gêner ni ITT en particulier, ni le capitalisme en général.

Par contre ce sont les ouvriers de la firme qui vont faire les frais de l'incendie, puisque deux cents d'entre eux risquent de se retrouver au chômage. Et pour eux il n'y a rien de prévu. Si l'usine et les machines sont assurées, comme d'habitude la sécurité d'emploi des travailleurs ne l'est pas.

André VICTOR.

Ce qui reste de l'usine après l'incendie. (Ph. L.O.)

L'indice INSEE : un indice truqué

PARCE qu'il sert à indexer divers contrats ou décisions judiciaires, comme les pensions alimentaires des femmes divorcées, par exemple, parce qu'il sert aussi dans les négociations entre les syndicats et le patronat et qu'il est présenté comme la mesure officielle des augmentations de prix, l'indice de l'INSEE (Institut National de Statistique et d'Etudes Economiques) est un instrument important dans les mains du gouvernement.

Celui-ci refuse en tout cas que l'on puisse le contester, « comme si les patients pouvaient négocier avec le médecin le choix du thermomètre », **a déclaré le grand argentier, Giscard d'Estaing. Ce n'est pas l'avis de l'intersyndicale de l'INSEE, qui vient de publier un dossier dénonçant l'arbitraire des graduations dudit « thermomètre ».**

On savait déjà que les dépenses de logement prises en compte par l'indice étaient ridiculement faibles : 7,2 % ! alors qu'en réalité la part du loyer dans un budget de travailleur représente le plus souvent 20 ou même 25 % de ses dépenses. Non content de cela, le gouvernement exclut carrément du calcul de l'indice toute une série de dépenses sujettes elles aussi aux augmentations :

— les impôts directs ;

— la vignette auto, les primes d'assurance ;

— les intérêts pour achat à crédit, tous les achats d'occasion ;

— les frais de garde des enfants, etc.

Quant aux augmentations des produits pris en compte pour le calcul de cet indice, il suffit qu'il y ait une petite amélioration technique pour qu'intervienne un « effet-qualité », **dont le principal effet est de dissimuler la hausse. Ainsi, par exemple, on peut trouver un réfrigérateur de cent litres pour 500 F à un moment donné. Quelques mois plus tard, ce modèle est abandonné par les fabricants au profit d'un « nouveau » de cent litres à 600 F. Parce que le nouveau modèle est équipé d'un dégivrage automatique et bien que, de construction plus légère, il consomme plus d'énergie et dure moins longtemps, l'** « effet-qualité » **permet de dire qu'il n'y a pas eu hausse sur les réfrigérateurs de cent litres.**

D'autres procédés arbitraires sont dénoncés par l'intersyndicale de l'INSEE, comme celui qui consiste à étaler sur douze mois les variations de prix enregistrées par les légumes frais, comme si la ménagère achetait ses légumes frais avec un crédit étalé sur un an !

Ainsi, en fait de prétendu thermomètre scientifique, l'indice de l'INSEE donne plutôt la mesure de l'hypocrisie du gouvernement. La seule chose qui pourra le ramener à un sens plus aigu des réalités, c'est l'intervention des travailleurs eux-mêmes dans l'établissement de leurs revendications et des moyens à mettre en œuvre pour exiger l'application d'une échelle mobile contrôlée par eux-mêmes. Ce n'est pas un hasard si, en Angleterre, une commission vient de s'apercevoir que l'indice du calcul des salaires des mineurs était faux depuis vingt ans. C'est parce que les mineurs sont en grève. Et, en France, c'est dans des moments semblables que l'indice de l'INSEE sera « révisé ». Entre autres choses, les travailleurs devront y veiller.

Stéphane LAROCHE.

Le seul indice qui ne soit pas truqué. (Ph. L.O.)

Ils s'arrangent toujours pour avoir les mains blanches. (Ph. L.O.)

La loi des rues

Dans l'affaire de la rue Mademoiselle, où des policiers avaient exercé des violences contre de jeunes lycéens, les condamnations ont été plus que symboliques : amende de 500 F pour le brigadier, trois mois de prison avec sursis, pour trois gardiens de la paix, avec versement de dommages-intérêts aux familles des jeunes gens.

C'est certes mieux que rien, mais, après un procès où, de bout en bout, les pratiques brutales de la police ont été approuvées par la « justice », où les accusés faisaient figure d'anges, tandis que les agressés avaient tous les torts, après la glorification des méthodes policières telles que mensonge, faux témoignage, chantage, menaces..., le verdict n'a qu'une chose d'étonnant : c'est d'être allé si loin.

Il est vrai qu'on ne peut étouffer toutes les « bavures ».

Au lycée de Magny-Cours (Nièvre)

Les lycéens imposent la liberté d'expression

Il existe, au lycée agricole de Magny-Cours (près de Nevers), un club UNESCO qui a eu ces derniers temps la possibilité de projeter un film documentaire à propos de l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima.

Les membres du club UNESCO, ainsi que les responsables du foyer, se sont alors mis d'accord pour que la projection soit faite à l'ensemble des élèves et non pas à la vingtaine de membres du club. Mais le directeur du lycée décida que seuls les membres de ce club auraient la possibilité de voir ce film, parce qu'il ne tenait pas à ce qu'un débat s'organise sur la bombe atomique, l'armée et l'armement en général, fidèle en cela à ses pratiques de militaire en retraite.

Le vendredi 8, jour de la projection, les élèves décidèrent d'ignorer la décision du directeur et se rendirent tous à 21 heures à la salle de projection. Et, malgré les interventions successives du professeur responsable du club, des surveillants et enfin du directeur, ordonnant aux élèves non membres du club de quitter immédiatement la salle, nous restâmes tous assis, indifférents à leurs discours. Le directeur décida alors de confisquer la bobine du film contre la volonté des élèves qui étaient venus le voir massivement. Le directeur ne cédant pas, tous les élèves quittèrent la salle, le laissant seul avec sa bobine sous le bras...

Le lundi suivant, le club UNESCO ayant repris le film, les délégués de classe allèrent en commun demander au directeur l'autorisation de projeter le film le soir même pour tout le monde.

Et c'est seulement après plusieurs heures d'attente que nous eûmes une réponse positive. Le film fut projeté à 21 heures et un débat suivit, où la politique criminelle des gouvernants en matière de production et d'utilisation des bombes atomiques fut largement critiquée.

La preuve est faite, encore une fois, que la liberté d'expression s'impose.

Théorie et pratique

L'autogestion, serpent de mer de la CFDT, a de nouveau été à la mode ces temps derniers.

Un colloque réunissant ceux qui se veulent les têtes pensantes de la « gauche » (CFDT, PSU, PS, mais surtout pas le PC, qui n'avait pas été invité) a longuement discuté de l'avenir et du gadget qu'ils entendaient laisser à la classe ouvrière, l'autogestion (tandis qu'eux s'occuperaient sans doute des choses sérieuses !).

Mais, derrière ces préoccupations « théoriques », qui ne débouchent pas sur grand-chose, se dessine en réalité l'une des nombreuses combinaisons préélectorales de la gauche.

Et voir la CFDT et le PSU rejoignant l'Union de la gauche, version améliorée, et surtout renforçant son aile non communiste, voilà qui ne peut que plaire à la bourgeoisie... et au PS qui, lui, cependant, fait mine de ménager encore la chèvre et le chou. Pas question de prendre position dans un sens où dans l'autre : jusqu'aux élections, le PC peut encore servir...

Jean DUGAY.

ORTF : à programmes insipides, redevances salées

M. Marceau Long, P-DG de l'ORTF, a annoncé qu'il demanderait au gouvernement une augmentation de la redevance télé. Celle-ci passerait de 130 à 150 F pour les postes « noir et blanc ».

L'annonce de cette augmentation possible intervient juste après l'attentat de Roc-Trédudon qui a détruit un pylône de l'ORTF en Bretagne. Ce qui ne gêne pas du tout M. Marceau Long, qui y trouverait même un argument pour l'augmentation.

Car, pour justifier une hausse de la redevance, ce n'est sûrement pas la qualité des programmes qui peut servir d'argument. A part quelques émissions réussies et quelques bons films, l'ordinaire du téléspectateur se compose le plus souvent d'émissions insipides, d'interminables feuilletons, niais, conformistes et mal joués.

On pourrait même dire que les spots publicitaires sont d'une qualité qui n'a rien à envier au reste des programmes.

Alors, puisqu'il y a déficit, nous suggérons à Marceau Long de rendre payante toute apparition d'un ministre ou d'un député de la majorité sur le petit écran. Au tarif de la minute « RFP », il ne faudrait pas longtemps pour remplir les caisses de l'Office. Et peut-être que ces messieurs, par souci d'économie, viendraient moins souvent essayer de nous vendre leurs salades.

Tête de Long. (Ph. UPI)

LES SOCIALISTES FACE AUX SENTIMENTS AUTONOMISTES

A la mesure d'interdiction prise par Marcellin à l'encontre des organisations autonomistes bretonnes, corses, basques et occitanes, certaines d'entre elles n'ont pas attendu longtemps pour démontrer au premier flic de France la vanité de ses prétentions. En particulier, plusieurs attentats viennent encore d'avoir lieu en Corse et le FLB-ARB se distinguait dernièrement en faisant sauter l'antenne de télévision de Roc-Trédudon.

C'est qu'en effet, si les mesures policières sont la seule réponse et la ressource suprême des gouvenements capitalistes face à tout ce qui peut — d'une manière ou d'une autre — les gêner, elles n'ont jamais réussi à faire taire les mécontents et à étouffer leurs manifestations. Et aujourd'hui, en cherchant une solution dans son arsenal de mesures répressives, la bourgeoisie n'arrivera pas plus à se débarrasser de ces groupes trop turbulents à son goût.

Quant à nous, socialistes, révolutionnaires, si nous dénonçons comme réactionnaire la politique étroitement nationaliste de ces groupes, si nous combattons comme étrangère à la classe ouvrière cette idéologie d'un autre âge, non seulement nous ne reconnaissons absolument pas le droit au gouvernement de mener à l'égard de ces groupes une politique répressive, mais encore nous n'avons absolument rien contre le fait qu'ils existent. Le chauvinisme provincial, le régionalisme et le séparatisme des groupes autonomistes, qui voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, expriment, à leur façon d'ailleurs — et d'une façon que nous condamnons — une certaine révolte contre la situation économique et politique des régions, contre les ravages qu'y opère le capitalisme. Et les exemples ne manquent pas, depuis l'urbanisme aberrant du Languedoc-Roussillon jusqu'à la pollution industrielle de la Laïta en Bretagne, pour témoigner des dégâts causés par le capitalisme.

Certes, le canal par lequel s'exprime cette révolte reste celui du vocabulaire ronflant, des coups de main ou des plasticages, de quelques jeunes et intellectuels petits-bourgeois, qui ne représentent qu'eux-mêmes, la population ouvrière et paysanne de Bretagne ou d'Occitanie se sentant, à juste titre, fort peu concernée par les revendications séparatistes. Mais ce ne peut être là ni une justification ni même une raison d'approuver ou de tolérer la répression dont ces groupes font l'objet.

Car tous ceux qui se placent sur le terrain du socialisme combattent pour une société dans laquelle règnerait la plus large liberté, la plus grande démocratie. Et cette démocratie, que seule la classe ouvrière est capable de mettre en œuvre, implique fondamentalement le droit pour toute minorité, y compris la plus petite, de s'exprimer et de bénéficier des moyens lui permettant d'user de ce droit. Et c'est là ce que le capitalisme est incapable de satisfaire, lui qui met la société en coupe réglée et passe au rouleau compresseur tout ce qui n'entre pas dans le cadre de sa course au profit. Pour les socialistes, s'il ne s'agit pas, comme le font certains groupes autonomistes, d'encenser les patrons bretons ou occitans et de dénoncer comme le seul ennemi le patron français, il s'agit bien, par contre, de reconnaître les particularismes locaux, les cultures régionales, les langues, traditions, etc., et, par conséquent, le droit à qui veut apprendre et parler le breton, l'occitan, le basque, etc., de pouvoir le faire en toute liberté. Il est parfaitement légitime et positif de défendre, face à l'Etat bourgeois, l'originalité, la personnalité de cultures, de traditions qui sont celles de groupes humains. La société humaine possède mille facettes et une immense richesse de cultures diverses. C'est la société bourgeoise qui ne voit dans les individus que des producteurs dont on peut passer au laminoir les traditions, les langues, etc. Pour les socialistes, au contraire, cette uniformation n'a jamais été un but. Bien au contraire. Et s'il fallait en donner des preuves, les efforts faits dans ce sens par les bolcheviks, au lendemain d'Octobre 1917, seraient là pour nous les donner.

A Bayonne, le 20 janvier, meeting des « minorités nationales d'Europe » en soutien à la lutte des Basques. Ces drapeaux ne sont pas ceux du prolétariat. (Ph. Nieto-Fotolib)

Particulièrement soucieux et attentifs aux particularités et susceptibilités régionales et nationales, ils ont essayé de permettre la résurrection de langues et de cultures interdites et pourchassées par le tsarisme.

Et, aujourd'hui encore, ce que pourrait apporter le socialisme ne serait pas une uniformisation banalisée, universelle, des peuples et de leurs cultures. En France, à l'heure actuelle, la disparition des cultures bretonne, basque, corse, etc., n'a rien d'un progrès. Le droit minimum d'apprendre sa langue, de parler, de travailler, d'écrire, de participer même aux affaires gouvernementales dans sa propre langue, ne paraît absurde qu'aux hommes d'Etat de la bourgeoisie, pour qui la centralisation du pouvoir ne peut pas permettre cette liberté, pour qui l'Etat n'est qu'un appareil destiné à servir leurs seuls intérêts. Et cela est particulièrement vrai en France, où les besoins de la grande industrie et les traditions centralisatrices de l'Etat ont ratissé les provinces et drainé vers de monstrueux centres industriels toute la vie politique, sociale et culturelle du pays. Les révolutionnaires ne peuvent donc qu'affirmer leur soutien à tous ceux qui se rebiffent face aux gros sabots de l'appareil d'Etat, face à la répression politique et administrative dont ils sont victimes, face aussi aux intrusions nocives du capitalisme dans toutes les traditions. Par contre, si les groupes autonomistes récusent à bon droit les tendances centralisatrices et contraignantes — et si nous le faisons dans le même temps qu'eux —, nous ne pouvons les suivre dans le repli sur eux-mêmes qu'ils opèrent, dans ce développement d'organisations étroitement nationalistes, tournant délibérément le dos à la classe ouvrière, désignant l'ennemi dans le « Français » et non dans le bourgeois.

Car il n'y a pas d'autre chemin conduisant aux libertés qu'ils revendiquent que celui de la révolution prolétarienne et du socialisme. Alors seulement les minorités pourront librement s'exprimer, alors seulement les particularités, les cultures les plus locales trouveront leur place à tous les échelons de la vie sociale. La société socialiste sera le lieu d'élaboration, à partir de chaque originalité régionale ou nationale actuelle, d'une culture universelle, fondée d'abord et avant tout sur le développement considérable des rapports et échanges humains. Kaléidoscope de cultures, de langues, de traditions les plus diverses, la société permettra à ses membres de bénéficier des mêmes droits, de parler non plus seulement une langue mais plusieurs, de connaître et d'apprécier non plus une culture mais de nombreuses autres. Ce n'est que dans ces conditions, dans la liberté et la démocratie la plus large, que pourra s'élaborer une véritable culture universelle, non pas terne et uniforme, mais immensément riche, variée et vivante parce qu'aussi riche et variée que les possibilités humaines. Alors tomberont dans l'oubli les grands et petits sentiments nationalistes, chauvins, étriqués, dans lesquels s'enferment aujourd'hui les groupes autonomistes.

Lucienne PLAIN.

Devant l'église Saint-Roch à Ajaccio. Et les patrons, faut-il qu'ils soient Corses également ? (Ph. Bajan-Fotolib)

Le mouvement ouvrier et le mouvement révolutionnaire en Espagne

(Ph. Fotolib)
Manifestation à Barcelone.

L'article que nous publions ci-dessous est extrait d'un texte rédigé par des militants du groupe révolutionnaire espagnol **Accion comunista** et exprime donc un point de vue qui est celui de ces militants, et qui n'est pas nécessairement partagé en totalité par Lutte Ouvrière. Les titres et les sous-titres sont de la rédaction de **Lutte Ouvrière.**

QUAND la presse révolutionnaire hors d'Espagne parle du mouvement ouvrier espagnol, elle le fait en termes d'admiration. Certains pensent peut-être : « Ah si notre classe ouvrière était comme la classe ouvrière espagnole ! ». La réalité est quelque peu différente. Outre le fait que la classe ouvrière, comme classe, ne s'intègre ni ne s'embourgeoise (au contraire de ce que disent certains néo-marxistes) et qu'au maximum s'intègrent ou s'embourgeoisent des individus — dans ce cas des ouvriers — qui peuvent être espagnols, anglais, français ou allemands, il est indispensable de constater que des classes ouvrières aussi « intégrées » et aussi « embourgeoisées » que les classes ouvrières suédoise, danoise, française et allemande ont causé à leurs bourgeoisies respectives, dans les cinq dernières années, des désagréments qui ont coupé la digestion à plus d'un capitaliste : mai 1968 en France, les grèves des mineurs suédois, des ports danois, les grèves « illégales » de 1969 en Allemagne de l'Ouest et celles des mineurs de charbon en Grande-Bretagne.

Il est certain que les risques de la lutte sont plus grands en Espagne, où il n'existe aucune sorte de libertés démocratiques bourgeoises. Il est certain aussi que malgré cela le nombre de grèves y est très élevé, grèves qui souvent se terminent avec des sanctions graves comme la prison, presque toujours avec le licenciement des plus combatifs, et quelquefois par des morts.

Mais, dans une certaine mesure, on se trouve aujourd'hui en Espagne à une étape de reconstruction du mouvement ouvrier, une étape dans laquelle il est nécessaire de payer un prix très élevé pour obtenir les revendications les plus élémentaires. Cette étape avait déjà été parcourue par la classe ouvrière espagnole il y a presque un siècle, mais tout ce qu'elle avait conquis, elle le perdit par la défaite dans la guerre de classes de 1936-1939 dans laquelle la bourgeoisie victorieuse lui arracha toutes ses conquêtes antérieures...

Le difficile est de passer à des luttes de qualité supérieure, luttes qui exigent une plus grande conscience de classe et un niveau d'organisation plus élevé. Ces luttes ne sont pas celles que le prolétariat espagnol livre actuellement. Le niveau qualitatif des grèves en Espagne est comparable à celui des grèves en Italie, par exemple, dire le contraire est idéaliser le prolétariat espagnol.

Le mouvement ouvrier espagnol pose actuellement des revendications économiques de sécurité d'emploi, de garanties en cas de maladie et (dans une moindre mesure) des revendications portant sur les conditions de travail. L'obtention de libertés démocratiques comme les libertés syndicales, la liberté de réunion, la liberté pour la presse ouvrière et révolutionnaire, etc., n'est pas revendiquée directement, mais est sous-jacente à de nombreuses luttes. Obtenir que ces revendications, et d'autres de transition, soient défendues conséquemment par la majorité de la classe ouvrière espagnole dépend de la coordination des luttes à l'échelle nationale pour leur donner un contenu et une perspective.

Pour comprendre un peu la manière dont se posent actuellement les problèmes du mouvement ouvrier sur le plan organisationnel, il est intéressant d'analyser les Commissions Ouvrières (CO).

La naissance des Commissions Ouvrières

Les CO naquirent au début des années 1960. A cette époque, l'économie espagnole commençait son décollage économique. La situation du marché du travail était très favorable, en partie parce que depuis plusieurs années avait commencé l'émigration en France, en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en Hollande. Les capitalistes, devant cette perspective de développement économique, avaient besoin de planifier leur action, avaient besoin de pouvoir arriver à des accords avec les travailleurs. Mais en Espagne, personne ne pouvait négocier au nom des ouvriers, personne ne pouvait se considérer comme le porte-parole des travailleurs en étant sûr que ses actions seraient acceptées par la classe ouvrière. Dans cette situation surgirent les premières commissions d'ouvriers qui discutèrent, au nom de leurs camarades d'entreprise, les premiers accords collectifs depuis la guerre espagnole. Les Commissions Ouvrières étaient nées.

Dans un premier temps, le Parti Communiste Espagnol (PCE) lutta pour étouffer les CO naissantes. Les staliniens ne pouvaient permettre que se développent ces organisations authentiquement ouvrières échappant à leur contrôle. Dans ces années, le PCE animait un « syndicat » clandestin, l'Opposition Syndicale Ouvrière (OSO), qu'ils considéraient comme l'embryon du futur syndicat-« courroie de transmission » contrôlé par eux. Mais les CO répondaient à une nécessité réelle et se développaient. Le PCE n'eut plus d'autre solution que de s'incorporer au mouvement des CO. Comme le PCE est le groupe qui a le plus de moyens matériels et militants de tous les partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière, il ne lui fut pas difficile de contrôler, presque totalement, les CO. Comment le fit-il ? En créant des superstructures organisationnelles : comités locaux, régionaux et nationaux, dans lesquels ses militants (dont de nombreux étaient des permanents de son organisation) étaient majoritaires. En peu d'années, les superstructures des CO défendirent dans leurs documents la même politique que le PCE. Pourtant, les commissions d'usines méconnurent souvent ces déclarations, les ignorèrent ou s'y opposèrent. Mais comme dans les conditions de clandestinité il est bien plus difficile de lutter contre les structures bureaucratiques, ceux qui étaient en désaccord ne pouvaient rien faire. Peu à peu se produisit une séparation entre les CO réelles et les superstructures bureaucratiques et cela, ajouté à la répression policière, fit perdre une grande partie de sa vitalité au mouvement des CO.

Les différents groupes et partis et les Commissions Ouvrières

Quelques organisations révolutionnaires avaient vu dans les CO le germe des futurs soviets. Quand elles virent que le PCE contrôlait les organismes centraux, qu'il n'y avait pas de démocratie interne, que les commissions d'usines continuaient leur vie quotidienne comme s'il ne se passait rien, et apparemment en acceptant les manœuvres du PCE ou en s'en désintéressant, ces organisations décidèrent de créer d'autres commissions : les Commissions Ouvrières Révolutionnaires, les Commissions Anti-impérialistes, etc. Ces tentatives furent des échecs.

Les commissions s'étaient étendues à tout le pays, et, durant un court laps de temps, constituèrent un mouvement pratiquement toléré par le gouvernement. Le PCE voulut utiliser les CO comme tremplin pour arriver à contrôler le « syndicat » d'Etat ; il voulait que les membres des CO participent aux élections (1) de délégués et au comité d'entreprise pour, ainsi, contrôler partiellement le « syndicat » avec des visées pour le futur. Il pensait déjà à l'après-franquisme et voyait l'instrument bureaucratique créé par le franquisme pour bâillonner la classe ouvrière comme sa courroie de « transmission », son syndicat. Le résultat de cette politique fut désastreux. Comme la police était au courant des manœuvres du PCE, le fait de se présenter aux élections (et plus, d'être élu) aboutit à faire découvrir de nombreux militants. Le procès 1001 qui se tenait le jour de la mort de Carrero Blanco est une de ses conséquences.

Les manipulations du PCE et sa politique ont causé un grand dommage au mouvement des CO. Actuellement existent, d'un côté, des commissions dans quelques usines — moins qu'avant — qui sont, pour beaucoup, isolées des structures bureaucratiques de coordination ou simplement coordonnées avec les usines voisines. D'un autre côté, il existe aujourd'hui des superstructures de coordination variées. Par exemple, à Barcelone il y a la coordination « locale » des CO contrôlée par le PCE et à laquelle participent, comme « caution de gauche », les militants de la tendance mandéliste, celle des « secteurs des CO » qui coordonne les commissions contrôlées ou influencées par un groupe maoïste appelé « Bandera Roja » (Drapeau Rouge), celle de la « Plate-forme des CO » qui coordonne les commissions contrôlées ou influencées par plusieurs organisations marxistes révolutionnaires, dont Accion Comunista.

Les grèves qui, actuellement, se réalisent pour des mobiles politiques, qui reflètent un haut niveau de conscience de classe, sont pratiquement inexistantes. Dans les dernières années, elles ont été très peu nombreuses. Les mobilisations qu'il y eut dans toute l'Espagne au moment du procès de Burgos ont été une des exceptions.

Les problèmes de l'organisation de l'avant-garde

En tenant compte du nombre, de la dispersion et de l'isolement de la majorité des luttes ouvrières en Espagne, on voit que, s'il y a un pays où se posent de manière aiguë les problèmes de l'organisation de l'avant-garde, c'est le nôtre.

Les grèves de ces dernières années — certaines exemplaires — montrent les limites de la lutte inorganisée. Si la spontanéité est un élément fondamental de la lutte de classe, l'histoire du mouvement ouvrier a amplement démontré que, sans un parti capable de coordonner les luttes, d'élaborer une tactique et une stratégie qui répondent aux intérêts historiques du prolétariat, cette spontanéité, les luttes isolées, sont parfaitement assimilables par le système bourgeois. C'est autre chose quand les luttes se coordonnent, car alors, bien que le niveau de ces luttes soit le même, son importance qualitative est différente, la quantité est devenue qualité.

En Espagne, l'unique « parti ouvrier » ayant une implantation dans tout le pays est le PCE. Sa position centrale est la « politique de réconciliation nationale », ce qui veut dire faire la paix entre les vainqueurs et les vaincus de la guerre de 1936-1939. Comme, dans cette guerre, les deux camps étaient la bourgeoisie et le prolétariat, il faut comprendre que le PCE veut la réconciliation entre ces deux classes antagonistes. Les autres mots d'ordre du PCE sont le « pacte pour la liberté », « l'Alliance entre le peuple et l'armée », « pour la démocratie politique et sociale », etc. Il est évident qu'avec de telles positions on ne peut pas élever le niveau de conscience du prolétariat espagnol et encore moins ouvrir la voie au socialisme.

En dehors du PCE, il existe d'autres groupes qui se réclament de la classe ouvrière. Plusieurs groupes maoïstes, depuis les super-staliniens jusqu'aux maospontanéistes. Plusieurs groupes qui se réclament de la Quatrième Internationale : deux groupes mandélistes, un posadiste, un lambertiste et un autre qui suit la dernière scission lambertiste, le groupe hongrois de Varga. Plusieurs groupes marxistes révolutionnaires qui croient que la Quatrième Internationale est à construire. Et encore...des groupes anarchistes, chrétiens-révolutionnaires, nationalistes basques et catalans, etc.

Dans les dernières « élections syndicales » (pour élire les délégués et le comité d'entreprise du « syndicat » d'Etat), le PCE, Bandera Roja, les groupes ouvriers chrétiens, etc., les autorités préconisaient la participation. Plusieurs groupes marxistes révolutionnaires, dont Accion Comunista, appelaient les travailleurs à boycotter les élections. Malgré l'inégalité des forces, le boycott des élections fut un fait dans les grands centres industriels : Barcelone, les Asturies, le Pays Basque et en partie à Madrid.

Il y a une série de cas concrets dans lesquels la coordination a réussi des mobilisations de grande importance, comme celles de Pampelune et Vigo, où l'on arriva à la grève générale de la ville à partir de grèves d'usines. Dans les deux cas, cela a été le travail de petites organisations qui sont inconnues de la plus grande partie du pays et qui, sans être les promoteurs de la grève, surent être le moteur pour étendre la lutte et lui donner une perspective. Dans la situation espagnole actuelle cela est possible. La construction de l'organisation d'avant-garde est la tâche fondamentale, dans le moment présent, des révolutionnaires espagnols.

A. Moreno
(Accion Comunista).

---

(1) La Confédération Nationale des Syndicats (CNS), comme s'appelle le « syndicat » d'Etat espagnol, est composée de deux parties : la sociale, formée par les travailleurs, et l'économique, formée par les patrons. Dans chaque branche d'industrie sont organisés ensemble patrons et ouvriers et c'est pour cela qu'on les appelle « syndicats verticaux ». Tous ceux qui occupent un poste bureaucratique sont désignés par les autorités. Mais, pour intéresser les travailleurs, les postes dans l'entreprise (délégués syndicaux et membres du Comité d'entreprise) sont élus par les ouvriers. (Note de l'auteur.)

L'expulsion de Soljenitsyne d'U.R.S.S.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

(N° 645 du 20 février 1974)

La bureaucratie du Kremlin a donné à des millions de travailleurs manuels et intellectuels soviétiques une image hideuse du « socialisme » : l'image de ses camps de concentration, des déportations massives de peuples entiers, des prisons, et des hôpitaux psychiatriques pour opposants ; tout cet arsenal visant à défendre ses privilèges exorbitants.

Le livre de Soljenitsyne, **l'Archipel du Goulag,** quelles que soient ses ambiguïtés sur lesquelles nous reviendrons dans les colonnes de **Informations Ouvrières,** dénonce ce passé sanglant de la bureaucratie du Kremlin. C'est pourquoi cette dernière a jugé cet ouvrage insupportable. Elle a décidé de priver Soljenitsyne de la citoyenneté soviétique et de l'expulser d'URSS... Violation grossière des libertés démocratiques élémentaires. Les mêmes bureaucrates avaient décoré de l'ordre de Lénine, Gamal Abdel Nasser qui mettait en camp de concentration les militants communistes égyptiens. Voilà la décision inique d'une couche de bureaucrates qui ont peur de voir leur passé soumis à la discussion...

Citant un appel signé par un certain nombre d'intellectuels soviétiques, dont André Sakharov, Vladimir Maximov, Pavel Litvinov, Anatoli Martchenko, exigeant la publication en URSS de l'Archipel du Goulag **et se terminant par l'affirmation que** « la vérité sur ce qui s'est passé en URSS est nécessaire aux hommes du monde entier », Informations Ouvrières **conclut ainsi :**

Il est vrai que cette vérité est nécessaire aux travailleurs du monde entier. La bureaucratie veut empêcher que cette vérité puisse apparaître. Et **l'Humanité** est bien imprudente de déclarer : **« Le PCUS a dit ce qu'il fallait dire : le 20e Congrès a révélé la vérité ».**

Bien qu'il n'ait pas dit toute la vérité, loin de là, jamais le rapport Khrouchtchev présenté au 20e Congrès n'a été publié en URSS ni, dans son entier, par aucun parti communiste du monde. Les dirigeants du PCF en avaient longtemps parlé comme du **« rapport attribué à N. Khrouchtchev »,** et l'ont, à l'époque, dénoncé comme un faux fabriqué par les services secrets américains...

La bureaucratie ne peut supporter que le moindre voile soit levé sur son passé. C'est pourquoi elle frappe. C'est pourquoi — malgré leurs divergences d'opinion — elle monte un procès truqué contre Iakir, elle interne et assassine Pliouchtch en hôpital psychiatrique spécial et elle expulse Soljenitsyne.

telles phrases qui constituent pour une gauche socialiste et communiste un véritable **« breuvage empoisonné » ?** Ne comprenez-vous pas qu'il serait dérisoire de se féliciter du ton diplomatique et modéré du Parti socialiste et des radicaux de gauche sur le problème, alors qu'il s'agit de comprendre que, jamais la gauche ne gagnera dans ce pays si au-delà de ses paroles, ses actes n'annoncent pas un socialisme de la liberté ?

Une liberté pour laquelle nous ne cesserons d'affirmer qu'elle est encore infiniment plus bafouée par le capitalisme, comme en témoigne symboliquement l'arrestation du grand écrivain uruguayen Onetti, passée pratiquement inaperçue.

Mais pour le coup, et nous citerons cette fois-ci, ce dont nous n'avons guère l'habitude, François Mitterrand : **« La liberté est indivisible. On ne gagnera rien à opposer Prague à Santiago du Chili ».** Car l'espérance du socialisme ne se nourrit pas seulement des crimes du capitalisme, mais de sa propre capacité à transformer des esclaves en hommes libres.

tribune socialiste

Sous le titre « le droit à l'opposition », Tribune Socialiste **(du 20 février 1974) se livre à une discussion du problème Soljenitsyne qui a au moins le mérite de la franchise : c'est, en effet, en fonction des chances de succès de la gauche française que le rédacteur du PSU reproche au PCF de ne pas critiquer plus ouvertement la politique de l'URSS en ce domaine. Significative aussi est la référence à Mitterrand, qui n'est peut-être pas dans les habitudes de** Tribune Socialiste... **Mais chacun sait que ce sont les mauvaises habitudes que l'on prend le plus facilement.**

Soljenitsyne est gênant. A gauche comme à droite, on aimerait bien pouvoir étiqueter l'écrivain, afin d'en faire, suivant les besoins de la cause, **« un slavophile réactionnaire »,** un symbole du combat pour le **« socialisme à visage humain »,** ou un grand libéral prônant les vertus du **« monde libre ».**

Seulement voilà : l'homme, son œuvre, présentent des aspects complexes et contradictoires.

Veut-on en faire un **« oppositionnel de gauche »** du stalinisme et l'on découvre qu'emporté dans sa critique, c'est le projet socialiste même qui se trouve attaqué.

Veut-on le réduire par contre à un réactionnaire nostalgique de la Russie pré-révolutionnaire, et l'on sent dans ses livres une compréhension profonde de ce que vivent aujourd'hui les travailleurs, le peuple soviétique.

Oui, il est difficile de récupérer Soljenitsyne. Car ses propres contradictions ne sont pas sans rapport avec celles du système soviétique lui-même.

POURQUOI ?

Il s'agit en effet de comprendre pourquoi lorsque des oppositions s'expriment en URSS ou dans d'autres pays socialistes, elles finissent par remettre en cause le socialisme lui-même. Qui n'a pas été surpris en voyageant en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, du type d'idéalisation incroyable du système capitaliste occidental par une bonne partie de la jeunesse de ces pays ? Et c'est bien là le problème : en cherchant à vouloir faire entrer le monde socialiste dans une concurrence qui se situe sur le même terrain que le capitalisme, l'URSS a pris l'énorme risque de provoquer des oppositions qui ne voient comme seule alternative au stalinisme qu'un prétendu **« monde libre »,** autrement expert en matière de répression policière et d'exploitation des travailleurs...

DANS LA CLARTE

C'est parce que ce problème de la liberté d'expression, d'opposition, est fondamental pour toutes les forces socialistes, que nous disons aujourd'hui à nos camarades communistes que la seule vraie façon de s'opposer à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme consiste à combattre dans la clarté tout ce qui défigure le visage du socialisme. Comment peut-on accepter cette phrase du ministre Gromyko concernant Soljenitsyne : **« L'URSS n'a pas besoin de son breuvage empoisonné ».** Ne voyez-vous pas que ce sont de

front rouge

Sous le titre « Soljenitsyne, un « opposant » bien utile aux révisionnistes soviétiques », Front Rouge **(n° 104 -21 février 1974) nous livre une version de l'histoire de l'URSS depuis 1953 qui fait honneur à l'imagination romanesque de son auteur, mais qui oublie simplement de nous expliquer comment, après quarante années de « socialisme » stalinien, les « révisionnistes » ont pu si facilement mener leur tâche à bien. A moins, précisément, que sous Staline, comme sous Khrouchtchev et Brejnev, les masses n'aient pas plus eu le droit à la parole que les écrivains non conformistes.**

L'expulsion de Soljenitsyne d'URSS met provisoirement un terme à plus de vingt années d'agissements largement publics de cet individu en territoire soviétique. Au moment où toute la presse réactionnaire en France le présente comme la victime des dirigeants soviétiques, il faut aussitôt poser la question : comment se fait-il que Soljenitsyne ait pu si longtemps sévir en URSS ? Qui avant tout (hormis lui-même) a tiré le plus grand profit de son activité ? Bref à qui sert l'affaire Soljenitsyne ?

SOLJENITSYNE : UN REJETON DU XXe CONGRES

Cet écrivain n'est pas parvenu tout seul à la notoriété publique en Europe occidentale. En 1956 au XXe congrès du P «C» US Khrouchtchev lance une attaque en règle contre Staline, contre la ferme direction que celui-ci a exercée dans le Parti pendant près de trente ans, contre tous les acquis du peuple russe en quarante années d'édification du socialisme ; rejetant la dictature du prolétariat, aspirant à restaurer le capitalisme, la clique bourgeoise de Khrouchtchev (dans le sillage de laquelle était déjà bien sûr Brejnev) va s'appuyer pour réaliser son dessein sur tous les nostalgiques de l'ancienne société du tsar, sur ceux qui justement pendant des années, se sont opposés à l'édification socialiste... Il faut des écrivains pour attaquer Staline, pour calomnier les conquêtes du socialisme, Soljenitsyne sera un de ceux-là. En même temps que dans le Parti une répression féroce s'abat pour éliminer les vrais communistes qui, fidèles à leur passé rejettent le rapport Khrouchtchev, en même temps que les masses manifestent contre la « déstalination » et sont réprimées de manière sanglante (en Géorgie par exemple), la clique dirigeante du Kremlin donne la parole aux individus qui se sont illustrés par leurs activités contrerévolutionnaires du temps de Staline. Pendant toute la guerre antifasciste Soljenitsyne avait attaqué sournoisement la conduite de la guerre et celui qui la dirigeait de bout en bout : Staline (pour cette raison là il sera condamné à la fin de la guerre).

Brejnev sait bien le profond dégoût que suscite dans les larges masses les dernières attaques de Soljenitsyne. La Révolution en 1917, la guerre antifasciste, les acquis du socialisme ne sauraient être saisis aux yeux des masses soviétiques, qui savent ce que leur ont coûté ces victoires, et ce qu'elles leur ont apporté. Les dirigeants soviétiques qui se parent du nom de communistes pour restaurer le capitalisme se sont bien gardés de procéder à ces attaques : ils connaissent cet attachement des masses pour le socialisme et ils tentent d'en profiter. C'est ainsi que la clique de Brejnev s'appuie sur ce dégoût pour apparaître aux yeux des masses comme de véritables communistes, comme les continuateurs de Lénine. Tout en encourageant sous le manteau la diffusion des dernières œuvres de Soljenitsyne, tout en lui laissant depuis des années une totale liberté pour communiquer avec l'étranger, y faire imprimer ses livres, entre autres en russe, elle affecte de mener une lutte intransigeante contre lui, et le dénonce aux yeux des masses... qui l'ont déjà rejeté.

Toute la propagande impérialiste en France comme en Europe ou aux USA, cache évidemment comment Soljenitsyne a été l'instrument des révisionnistes Khrouchtchéviens pendant toute sa carrière. L'expulsion de Soljenitsyne est avant tout le prétexte dans les pays capitalistes occidentaux à une nouvelle campagne anticommuniste. Cette campagne repose sur deux falsifications : on présente l'URSS d'aujourd'hui comme le véritable pays socialiste, on amalgame crapuleusement, en s'appuyant sur Soljenitsyne, la ferme dictature du prolétariat qu'a exercée la classe ouvrière pendant près de trente-cinq ans, avec les crimes des nouveaux tsars. Les travailleurs démasqueront cette campagne anticommuniste : les plus âgés d'entre eux savent ce que représentait l'URSS de Lénine et de Staline, ils ne la confondent pas avec le nouvel état social-impérialiste mis sur pied par les nouveaux tsars du Kremlin, de Khrouchtchev à Brejnev. Soljenitsyne malgré le formidable soutien publicitaire dont il bénéficie, ne trompera pas les travailleurs.

A PROPOS DE L'AFFAIRE SOLJENITSYNE :

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET ANTICOMMUNISME

POUR répondre à la levée de boucliers suscitée par l'expulsion de Soljenitsyne d'Union Soviétique, le PCF a fini par trouver des arguments qui, à défaut d'être justes, ont au moins l'avantage d'avoir une certaine prise sur son auditoire.

« Soljenitsyne est contre le socialisme, c'est un antisoviétique », **expliquent les militants du PCF, en s'appuyant sur les manifestations de sympathie empressées de la presse occidentale et sur l'exil doré qu'on lui propose, comme autant de preuves d'une certaine collusion de l'écrivain avec les puissances capitalistes.**

« Et, puisqu'il était contre le régime », **continuent les mêmes,** « il était normal qu'il parte » **! Ils osent même avancer que l'écrivain n'a pas été mis en prison, mais qu'au contraire il n'a obtenu que ce qu'il voulait et que, par conséquent, il devrait s'estimer satisfait...**

Outre que Soljenitsyne n'a jamais émis le vœu de s'établir dans un autre pays (quand bien même cela aurait été le cas, est-ce normal que les dirigeants soviétiques recourent à une procédure d'expulsion pour répondre à une telle demande ?), voilà une façon bien expéditive de passer sur les centaines, voire les milliers de citoyens soviétiques emprisonnés, déportés de la façon la plus arbitraire ; c'est ignorer le sort réservé à tous les dissidents qu'on enferme dans un hôpital psychiatrique pour ne pas avoir à répondre à leurs accusations publiques contre les abus du régime.

Certes, Soljenitsyne a des convictions étrangères au socialisme. Certes, les puissances occidentales ont largement exploité ses écrits dénonçant l'arbitraire du régime et ont ainsi pu orchestrer une nouvelle campagne anticommuniste.

Et il est tout aussi vrai que Soljenitsyne, maintenant en exil, pourra connaître la gloire et la fortune, s'il le désire. Mais, en tout cas, il bénéficiera de ce qui lui a été refusé jusqu'à présent en URSS : la liberté de s'exprimer.

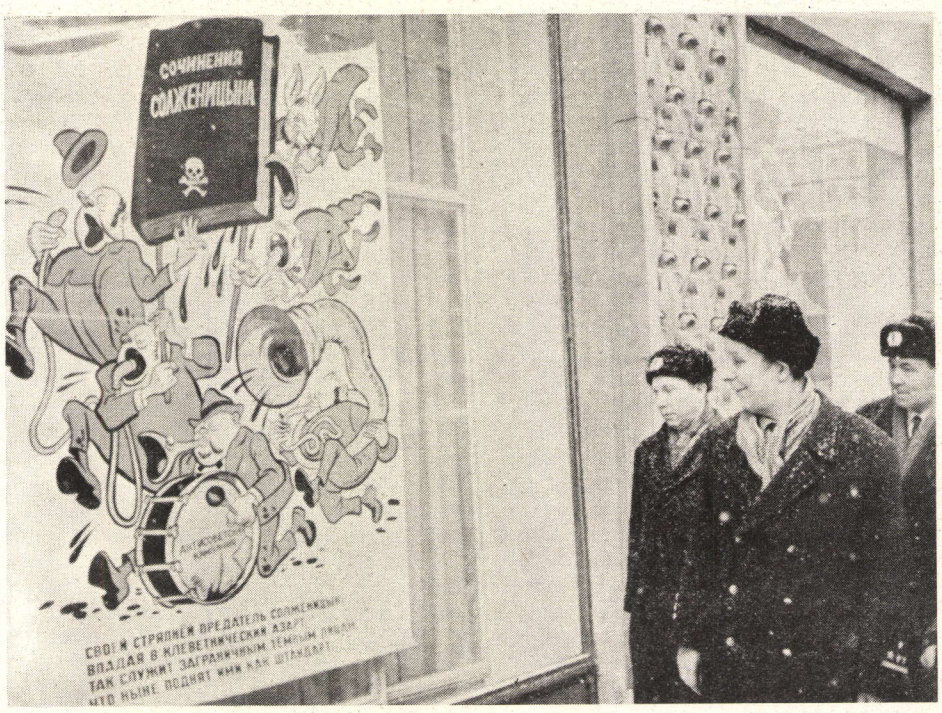
Pour toutes ces raisons, les explications données par le PCF trouvent finalement un certain écho.

Mais peut-on reprocher à Soljenitsyne d'utiliser les canaux bourgeois pour exprimer ce que les bureaucrates du Kremlin lui ont toujours interdit de dire ? S'il existait aujourd'hui en URSS ne serait-ce que la parodie de démocratie que tolèrent la plupart des pays capitalistes en leur sein, Soljenitsyne n'aurait pas eu besoin de recourir aux moyens de diffusion des pays de l'Ouest, tandis que ses œuvres continuent à circuler clandestinement en URSS. Et les pays capitalistes n'auraient pas eu l'occasion de lancer une nouvelle campagne anticommuniste.

Soljenitsyne s'est battu pour briser le mur du silence érigé autour du système de répression en URSS. S'il a échappé finalement à la prison et à la déportation, contrairement à de nombreux autres intellectuels qui critiquent le régime, il ne le doit qu'à la publicité organisée pour lui par les pays occidentaux, notamment depuis l'attribution du prix Nobel à l'écrivain soviétique.

Et, dans cette lutte, s'il a pu bénéficier des possibilités offertes par les pays occidentaux, ce n'est pas aux émules de Staline de lui en faire reproche.

D'ailleurs, s'il ne fallait pas que Soljenitsyne utilise les moyens offerts par les pays capitalistes, que devait-il faire ? La Pravda **lui a-t-elle jamais offert ses colonnes pour qu'il exprime librement ses idées ? Les citoyens soviétiques auraient pu juger alors de la valeur des accusations de Soljenitsyne.** L'Humanité, **qui crie à l'antisoviétisme, a-t-elle fait semblable proposition ? Non, bien sûr ; et les plumitifs du PCF préfèrent, selon leur habitude, manier la calomnie et l'insulte, plutôt que de répondre au vrai problème : pourquoi la liberté d'expression n'existe-t-elle pas en URSS ?**



Sur les murs de Moscou, une affiche montrant « la bande antisoviétique » brandissant les œuvres de Soljenitsyne. (Ph. UPI)

Sans doute faut-il croire que le PCF approuve une telle conception du « socialisme », où tous ceux qui critiquent le régime sont accusés immédiatement de collusion avec l'impérialisme. Et il faut que le PCF ait bien dénaturé, depuis des années, l'idée du socialisme, pour que de telles inepties puissent trouver aujourd'hui des auditeurs.

Le socialisme ne serait donc pas capable d'accorder à l'homme au moins autant de droits que ce que la société bourgeoise a été capable d'octroyer ?

Bien au contraire. Le socialisme, parce qu'il aura libéré la société de toutes ses contraintes, saura accorder à chacun une totale liberté de s'exprimer et d'agir comme bon lui semble. Le socialisme n'aura certainement pas convaincu du jour au lendemain toute la population de sa supériorité sur d'autres modes d'organisation sociale. Et chacun ne verra certainement pas de la même façon la construction d'une société nouvelle. Mais c'est justement en offrant à d'autres courants la plus large liberté d'expression que le socialisme fera la preuve de sa supériorité et de sa richesse. Car, une fois les inégalités sociales abolies, les hommes ne craindront plus la confrontation des idées, au contraire.

Hélène DURY.

En Belgique aussi, L'ENNEMI INTÉRIEUR MENACE

Galley et Debré semblent faire des adeptes. En Belgique, le colonel Weber, chef du service de renseignements de l'armée, dénonce à son tour l'ennemi intérieur. Il consacre dans un rapport qui, paraît-il, a semé le trouble dans les milieux politiques, onze pages aux gauchistes qui, d'après lui, se sont infiltrés dans les mass media *et en ont pris le contrôle.* « La subversion, *dit-il,* peut se définir comme une technique non violente d'affaiblissement de l'autorité et de démoralisation de la nation... C'est une tâche civique essentielle de la combattre. » *Les méthodes subversives sont abondamment décrites : insistance sur des éléments « démoralisants », comme la misère du tiers-monde, commentaires sur les brutalités policières... Le colonel en conclut que les cadres militaires doivent prendre la tête de la résistance à cette dangereuse activité subversive et organiser une information moralement « correcte ». En somme, contre les forces de la démoralisation, l'armée doit organiser les « forces de la joie », scrogneugneu, et pas de discussion ! Tout cela ne pourrait que prêter à rire si l'on ne savait, par les exemples du Chili ou de la Grèce, ou bien par les propos d'un Galley sur* « l'ultime rempart de la société libérale », *de quoi étaient capables les abrutis dans le genre de ce colonel belge. Et ces excités dangereux sont armés...*

Espagne : Un communiqué du "Frente Libertario"

La répression franquiste frappe les médecins progressistes

Le 15 janvier, quatre médecins de l'hôpital psychiatrique de Conjo, à Santiago de Compostelle, étaient arrêtés pour « propagande subversive ». Dénoncés par des médecins réactionnaires appartenant au même hôpital, les quatre psychiatres pratiquaient des méthodes thérapeutiques modernes. Ils furent longuement soumis aux interrogatoires de la police et furent transférés, par la suite, à La Coruna où la justice devait prendre l'affaire en main. Un des détenus fut victime de brutalités policières. Après dix jours de détention, le juge, faute d'un chef d'accusation valable, décida de remettre en liberté les détenus.

Cependant, cette scandaleuse répression provoqua, dans le corps médical, une série de manifestations de protestation. Soixante-trois membres du personnel médical de Conjo rédigèrent un manifeste s'élevant contre les mesures répressives dont étaient victimes les quatre psychiatres et se solidarisant avec eux. Quatre-vingts médecins de la résidence sanitaire Enrique Sotomayor, à Bilbao, agirent de même, ainsi que de nombreux médecins d'autres hôpitaux espagnols.

La répression du gouvernement dit « d'ouverture » ne s'est pas faite attendre. Cinquante médecins et internes de la résidence de Bilbao, signataires du manifeste de protestation, étaient licenciés au début de février. En réponse à cette mesure, quarante-trois membres de cette résidence occupaient l'hôpital. Ils durent finalement évacuer les locaux sous les menaces de forces de police extrêmement importantes qui s'apprêtaient à intervenir. Les médecins qui avaient participé à cette occupation furent également licenciés.

La politique répressive du gouvernement Arias Navarro vis-à-vis des médecins progressistes est absolument évidente. Les dirigeants franquistes ont encore à l'esprit les mouvements de grève qui eurent lieu il y a quatre ans et qui tendaient à la rénovation de la médecine en Espagne, en s'opposant à la politique du régime en la matière. Celle-ci n'a pas varié, puisqu'elle continue à maintenir la médecine dans un état arriéré et à considérer les médecins comme un corps dont la vertu essentielle doit être l'obéissance servile.

Grève de la faim des réfugiés basques

Le Comité de soutien des grévistes de la faim et de défense des réfugiés politiques basques nous informe que les grévistes chassés de la cathédrale de Bayonne se sont installés dans l'aumônerie du lycée de Marracq, où ils poursuivent leur mouvement. Leur état physique baisse considérablement mais face à une administration française qui reste sur ses positions, ils se montrent déterminés à revendiquer leurs droits.

NON AUX EXPULSIONS ARBITRAIRES !

DROIT DES BASQUES A VIVRE AU PAYS BASQUE !

CHILI

Six mois de dictature sanglante

IL y a six mois, le 11 septembre 1973, les forces armées chiliennes mettaient fin brutalement au régime de l'Unité Populaire et remettaient le pouvoir aux généraux Pinochet, Leigh, Mendoza et à l'amiral Merino.

On ne connaîtra sans doute jamais le nombre des victimes de la répression. Les chiffres avancés vont de dix à trente mille morts. Mais les témoignages des rescapés montrent que le second chiffre est sans doute, hélas, plus proche de la vérité.

Dans les jours qui suivirent le putsch, l'aviation, l'artillerie et les blindés sont intervenus massivement contre les usines, les quartiers populaires, les poblaciones. Trois à quatre cents militants sont massacrés au siège du Parti Socialiste ; un bombardement fait quatre cents morts dans la poblacion La Hemida, un autre cinq cents à l'université technique d'Etat...

Ainsi donc, cette armée chilienne aux traditions démocratiques et au loyalisme tant vantés avait « franchi le Rubicon ».

Mais en renversant Allende, en sortant de la légalité, l'armée administrait à la classe ouvrière une implacable leçon politique. En même temps que leurs espoirs, c'étaient les dernières illusions légalistes des travailleurs qui risquaient de s'écrouler. Pour la bourgeoisie et l'armée, il ne fallait surtout pas que les travailleurs puissent en tirer les conséquences. Et pour cela, il fallait écraser la classe ouvrière, la terroriser, quitte à noyer le Chili dans un bain de sang. C'est cela qui explique l'ampleur et la sauvagerie de la répression.

Six mois se sont écoulés depuis le coup d'Etat. Six mois de cauchemar pour tous les militants de gauche, pour tous les travailleurs chiliens.

Le putsch s'est heurté à un résistance de la classe ouvrière, une résistance parfois acharnée dans les premiers jours. La presse officielle chilienne, inféodée à la junte, reconnaissait elle-même, deux mois après le putsch, que le calme était loin de régner dans tout le pays. Le 25 septembre, plusieurs centaines de personnes, bravant les mitrailleuses de Pinochet, chantèrent l'Internationale aux obsèques de Pablo Neruda. Depuis, des grèves ont même eu lieu : grève dans les chantiers du métro de Santiago en novembre, grèves des ouvriers boulangers, du Bâtiment, de l'IRT et de la Sumar au début de l'année.

Mais dans l'ensemble, la classe ouvrière se tait, terrorisée et surtout profondément démoralisée. Et de cela, les organisations ouvrières chiliennes portent l'écrasante responsabilité. Ce sont elles qui se sont portées garantes, jusqu'au dernier moment, du loyalisme des forces armées. Pire même, alors que les travailleurs, dans un sûr réflexe de classe, commençaient à s'organiser (notamment dans les cordons industriels) contre l'éventualité d'un coup d'Etat, leurs organisations politiques et syndicales, elles, faisaient tout pour s'y opposer.

Plus que la terreur, c'est l'amertume, le sentiment confus d'avoir été livrés et trahis qui pèse actuellement sur les travailleurs chiliens. C'est pourquoi la véritable solidarité ne consiste pas à prétexter la situation actuelle pour passer un coup d'éponge sur le passé.

Les travailleurs les plus conscients doivent comprendre non seulement que la classe ouvrière n'a rien à attendre des généraux « loyalistes », mais également qu'elle ne doit accorder aucune confiance aux hommes et aux partis dont toute la politique consiste à servir la bourgeoisie sous couvert de proclamations « socialistes ». Et cela pas seulement au Chili. C'est la leçon des tragiques événements de septembre dernier.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

Le stade de Santiago : la barbarie au pouvoir. (Ph. Fotolib)

En France, comme au Chili, les dirigeants réformistes bernent la classe ouvrière

PENDANT trois ans, les dirigeants de la gauche française se sont évertués à présenter le Chili comme un modèle. Ainsi, par exemple, *La Vie Ouvrière* du 24 février 1971 écrivait : « *Comment ne pas voir dans les événements qui s'y déroulent* (au Chili) *une illustration des idées de la CGT sur la possibilité pour la gauche unie, avec le soutien de la classe ouvrière et du peuple, de remporter la victoire dans les conditions de la France ?* »

Aujourd'hui, les dirigeants du PCF et du PS nous chantent un autre air : Le Chili, voyez-vous, ce n'est pas la France. Et l'on assiste à un petit match sur ce sujet entre les deux partis.

C'est Mitterrand qui donne le coup d'envoi le 13 septembre : « *Il n'y a aucune comparaison possible entre le socialisme de la pénurie et le socialisme de l'abondance... Les maîtres du profit sont partout les mêmes. Ils sont capables de tous les crimes. Ils seront capables de recourir aux mêmes procédés, mais chez nous, ils ne pourront pas le faire de la même façon.* »

Le PCF, lui, va vite trouver des différences entre le Chili et la France, et des différences de taille. D'abord, l'armée chilienne est une armée de métier, alors qu'en France il y a le contingent qui est une garantie démocratique. L'ennui, c'est qu'au Chili, dans l'armée de terre et l'armée de mer, il y avait sous Allende 50 % d'appelés. Quant à la prétendue garantie démocratique, elle n'empêcha ni la sale guerre d'Indochine, ni la sale guerre d'Algérie, ni le coup d'Etat du 13 mai 1958, et elle n'empêche pas à l'heure actuelle la répression militaire à la Martinique.

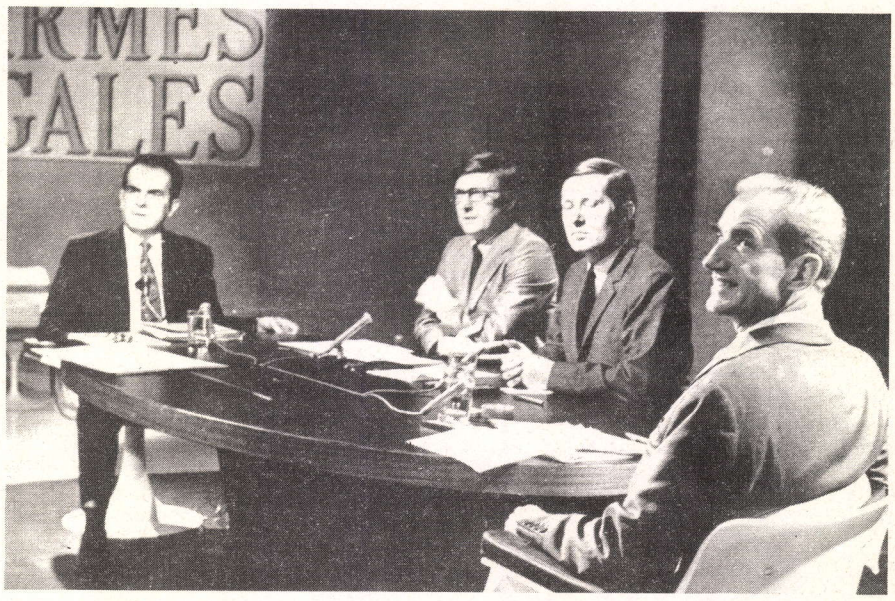
Mais qu'à cela ne tienne, il y a un argument indiscutable : l'Unité Populaire n'avait pas la majorité absolue sur le plan électoral. Allende n'a été élu qu'avec 36,3 % des voix en 1970, et aux élections de mars 1973 l'Unité Populaire n'a recueilli que 44 % des suffrages. Voilà qui explique tout : lorsqu'elle a moins de 50 % des voix, la droite respecte la légalité ; lorsqu'elle en a plus, elle appelle l'armée à la rescousse.

Sur ce terrain-là, Marchais a trouvé plus fort que lui, en la personne de son collègue Berlinguer, secrétaire général du Parti Communiste Italien. Berlinguer n'est pas tout à fait de l'avis de Marchais. Dans l'hebdomadaire de son parti, il écrit notamment : « *Il serait absolument illusoire de penser que, même si les partis et les forces de gauche parvenaient à atteindre 51 % des voix et de la représentation parlementaire, ce fait suffirait à garantir la survivance et l'œuvre d'un gouvernement qui serait l'expression de ces 51 % des voix.* » Après ces paroles audacieuses, la conclusion : « *Voilà pourquoi nous ne parlerons pas d'une « alternative de gauche » mais d'une « alternative démocratique ». Il est de plus urgent d'aboutir à ce qu'on peut définir comme le nouveau grand « compromis historique » entre les forces qui recueillent et qui représentent la grande majorité du peuple italien* » (c'est-à-dire le PCI et la Démocratie Chrétienne). Et voilà. Si Allende s'était uni avec Eduardo Frei ou avec Alwyn, le peuple chilien n'en serait pas là aujourd'hui. Berlinguer semble simplement oublier que précisément Allende a tout fait pour garder de bons rapports avec la Démocratie-Chrétienne et que c'est cette dernière qui a rompu le dialogue.

Le PCF, lui, ne va pas si loin. Il s'apprête seulement à mener, en France, la même politique que le PC chilien : Union de la Gauche, respect de la légalité. Certes, dit Marchais, « *Aujourd'hui les hommes du pouvoir avouent cyniquement qu'ils ne respecteront pas leur propre légalité si la situation leur devenait défavorable* ». Mais la gauche, elle, la respectera. Et, comme le dit le *Programme commun* : « *Le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers.* »

Décidément, le Chili, ce n'est pas la France ; mais la politique des dirigeants de la gauche est bien partout la même : endormir les travailleurs, gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie tant que celle-ci l'accepte, et préparer les pires défaites à la classe ouvrière dans la guerre civile que la bourgeoisie lui imposera de toute façon.

J.-L.C.



Marchais et Peyrefitte. La gauche française veut mettre au pouvoir Allende-Mitterrand sans armer le peuple. En face, les forces de l'ordre resteront au service de la bourgeoisie. Non, les armes, dans ce cas, ne sont pas égales. (Ph. AFP)

LA GRANDE-BRETAGNE DES ÉLECTIONS

LES ÉLECTIONS ONT OUVERT LA VOIE A UNE CRISE POLITIQUE

La consultation électorale en Grande-Bretagne vient de conduire à une impasse : Heath avait provoqué ces élections escomptant qu'une approbation de sa politique par les électeurs lui donnerait plus d'autorité dans le conflit avec les mineurs dans une situation sociale et économique difficile. Son parti, une fois de plus, contrairement aux prévisions des sondages (ou tout au moins à celles que la presse publiait), en sort vaincu. Mais l'autre grand parti, qui généralement alterne avec les conservateurs au pouvoir, le Parti Travailliste n'obtient pas de toute façon la majorité au Parlement.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore qui sera appelé à former le nouveau gouvernement : normalement ce devrait être le chef de file du Parti Travailliste, Wilson, à moins que, avec l'appui des députés libéraux, ce soit Heath qui soit provisoirement maintenu en place, comme il en a exprimé le désir.

Finalement le recours aux urnes a créé en Grande-Bretagne une crise politique ; quelle que soit la solution que la bourgeoisie choisira, le nouveau gouvernement sera, et dans des conditions encore plus défavorables que ne l'était le gouvernement Heath, confronté avec la crise véritable : celle qui a accéléré l'inflation, le chômage et la dépréciation de la livre sterling.

Certes, le conflit des mines a peut-être commencé à se débloquer avant même que les élections n'aient lieu, le gouvernement ayant découvert qu'il « reposait sur un malentendu » (les technocrates de service auraient surestimé le salaire moyen réel des mineurs). C'est une façon comme une autre de se préparer à céder aux mineurs, tout en affirmant que ce n'est là qu'un cas très particulier. Mais d'autres conflits ne peuvent manquer de surgir dans la situation que connaît aujourd'hui la Grande-Bretagne.

Face à ce conflit, un éventuel gouvernement Heath, cette fois minoritaire à la Chambre, aurait encore moins d'autorité que le précédent. Quant à Wilson, s'il peut espérer compter sur les syndicats pour lutter contre l'inflation, c'est-à-dire en fait pour essayer de faire acepter la hausse des prix et le blocage des salaires aux travailleurs anglais, ces derniers n'ont pas dit leur dernier mot : la grève des mineurs, la sympathie dont elle jouit dans la population (la défaite des conservateurs le montre) prouvent au contraire que la classe ouvrière n'est pas prête à accepter de faire les frais de la crise. Et cette combativité ouvrière pourrait bien transformer la crise gouvernementale en crise politique sérieuse pour la classe dirigeante.

Olivier BELIN.

L'amère victoire des travaillistes

EN gagnant 14 sièges (301 contre 287) alors que les conservateurs en perdaient 34 (296 contre 330), les travaillistes se sont assurés au Parlement une très courte avance de 5 sièges sur leurs adversaires traditionnels.

Mais pour Wilson, cette victoire ne peut qu'avoir un goût amer. Car, outre le fait que le Labour Party n'obtient pas la majorité absolue des sièges (318) pour former sans problème un nouveau gouvernement, il est devancé de près de 300.000 voix par les conservateurs et ne se voit donc attribuer un plus grand nombre de sièges qu'en fonction des particularités du système électoral britannique.

En ayant recueilli 37,2 % des suffrages exprimés, le parti de Wilson se trouve de ce point de vue à son niveau le plus bas depuis 1925. D'autre part, en nombre de voix absolu, le score réalisé par les travaillistes est le plus faible depuis 1945. Non seulement le Labour perd près de 500.000 voix par rapport à son score de juin 1970 (date à laquelle il avait été battu par les conservateurs), mais encore, en comparaison avec sa victoire de 1966, c'est 1.400.000 suffrages qu'il n'a pu retrouver.

Il est probable qu'une partie des voix perdues se sont portées sur les listes libérales ainsi d'ailleurs que les 1.300.000 voix qui ont abandonné les conservateurs. Et il y a fort à parier que ces électeurs constituent cette frange de 4 à 5 % des voix que se disputent traditionnellement conservateurs et travaillistes pour emporter la victoire, frange composée, la plupart du temps, par des votes de la petite-bourgeoisie urbaine ou rurale.

Heath a donc complètement échoué dans sa campagne visant à dresser la population contre les « rouges » en général et les mineurs en grève en particulier. Mais en même temps ces électeurs conservateurs mécontents, ainsi d'ailleurs qu'un certain nombre d'électeurs travaillistes traditionnels, ont voulu, en votant pour le Parti Libéral, démontrer qu'ils ne faisaient guère confiance au Labour Party pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée la Grande-Bretagne. C'est ce qui explique le bond en avant des libéraux (qui passent de 2 à 6 millions de voix) et en partie aussi des différents candidats nationalistes (écossais, irlandais et gallois) qui, ensemble, totalisent 1.700.000 suffrages au lieu de 900.000 en 1970.

C'est sans doute, depuis le début des années 1920, la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne qu'une telle méfiance se manifeste à l'égard des deux grands partis traditionnels.

Et cette méfiance des travailleurs vis-à-vis des dirigeants réformistes peut demain, en cas de crise politique grave, être un atout précieux pour les révolutionnaires. A condition toutefois que ces derniers soient capables d'offrir à la classe ouvrière britannique autre chose qu'un suivisme « critique » vis-à-vis du Labour et des Trade Unions.

Jean LIEVIN.

Voir nos articles pages 12 et 13.

ITALIE :

Un régime parlementaire malade

UNE nouvelle fois, l'Italie connaît une crise gouvernementale. Cette fois, c'est la démission du chef du Parti Républicain, Ugo La Malfa, ministre du Trésor, qui a ouvert la crise. Le Parti Républicain n'est qu'un petit groupe parlementaire, mais son départ suffit à rompre l'équilibre laborieusement obtenu de la coalition gouvernementale, qui groupe les démocrates-chrétiens, les républicains, les sociaux-démocrates et les socialistes.

Le prétexte de la démission de Ugo La Malfa est un conflit avec le ministre socialiste du Budget, Giolitti, sur les crédits ouverts par le Fonds Monétaire International. Mais en fait, de tels conflits au sein du gouvernement peuvent apparaître à tout moment. Et la décision de Ugo La Malfa de rompre la solidarité gouvernementale s'inspire sans doute plutôt d'un certain nombre de considérations sur les intérêts propres du Parti Républicain : par exemple prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement au moment où celui-ci se débat dans la crise politique ouverte par le « scandale pétrolier », qui a révélé que la plupart des partis italiens ont touché de l'argent des grandes compagnies pétrolières, pour accréditer la fable de la « punérie de pétrole » et faire monter les prix ou bien veut-il saisir l'occasion pour tenter d'imposer une répartition des portefeuilles ministériels qui lui soit plus favorable ? Quels que soient les calculs tactiques de Ugo La Malfa, il reste que ces petits calculs suffisent, dans le système parlementaire italien, pour provoquer une crise gouvernementale, et rien ne peut mieux souligner l'instabilité profonde de ce système qui mène l'Italie de crise gouvernementale en crise gouvernementale.

L'atmosphère de crise, alimentée par les révélations sur la corruption des partis, l'inflation, le flottement de la lire, le déficit accru de la balance des paiements, atteint aujourd'hui son paroxysme en Italie, en partie à cause de la volonté de la bourgeoisie de dramatiser la situation économique pour faire accepter des sacrifices à la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie ne dispose pas des moyens d'imposer une solution « musclée » permettant d'obtenir des gouvernements « forts et stables ». Et il est probable que la crise actuelle débouchera une fois de plus sur un replâtrage de la coalition précédente, assorti d'un dosage minutieux des différents partis... jusqu'à la prochaine crise.

L'Italie s'habitue ainsi à vivre dans l'atmosphère qui était celle de la IV^e^ République française avant sa fin, une IV^e^ République qui n'en finit pas de finir ; cette situation permettra quand même, tous comptes faits, à la bourgeoisie italienne de s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvrière ; à l'appareil d'Etat (gangrené par l'extrême-droite) de la réprimer avec l'aide de textes de lois hérités en droite ligne de Mussolini. Pendant ce temps, dans les coulisses, un certain nombre d'hommes politiques, de policiers et de militaires tentent ouvertement de préparer, pour le jour où ils estimeront l'occasion favorable, le recours à une solution « à la chilienne » ou « à la grecque » permettant d'en finir durablement avec les petits jeux parlementaires, et, surtout, avec les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

La classe ouvrière italienne se laissera-t-elle manœuvrer par les dirigeants syndicaux ? (Ph. UPI)

La classe ouvrière italienne, bien sûr, est forte, combative et consciente, et n'aurait pas à redouter l'affrontement avec ses ennemis de classe, si ses organisations l'y préparaient un tant soit peu. Elle vient encore une fois de démontrer sa force le 27 février, au cours d'une grève générale, organisée par les trois confédérations syndicales dans toute l'Italie. Mais loin de préparer la classe ouvrière à se battre pour ses propres intérêts, les dirigeants syndicaux ont bien précisé qu'il ne s'agissait pas d'une grève contre le gouvernement, mais bien d'une grève destinée à inciter celui-ci à mettre en œuvre un « développement économique et social fondé sur des réformes ». La grève revenait en fait à un soutien ouvert de la coalition de centre-gauche, face à ses détracteurs.

De crise en crise, le système politique actuel peut, sans doute, se survivre encore longtemps, tout comme une occasion politique imprévue peut rapidement lui mettre fin ; mais le plus grave est de voir les dirigeants syndicaux et politiques de la classe ouvrière n'offrir d'autre perspective à celle-ci que le soutien de ce système politique bourgeois qui n'en finit pas d'agonie et que la bourgeoisie elle-même méprise de plus en plus. Dans une telle voie, ils ne peuvent que mener la classe ouvrière à des défaites, dont ils porteront toute la responsabilité.

André FRYS.

LA GRANDE-BRETAGNE DES ÉLE

Les révolutionnaires à la traîne des trava

AU cours de ces élections, l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui se réclame du trotskysme ou qui en est proche a appelé à voter travailliste. Et, la plupart du temps, si ces appels contenaient bien des réserves ou des mises en garde quant à la politique de la direction travailliste, il n'en demeurait pas moins que tous entretenaient l'idée qu'une victoire des travaillistes serait, à un titre ou un autre, une victoire de la classe ouvrière, tandis qu'une victoire des conservateurs constituerait une défaite pour cette dernière.

Le vote en faveur du Parti Travailliste pouvait, pour les révolutionnaires, se justifier comme un geste de solidarité vis-à-vis de l'ensemble des militants ouvriers qui eux-mêmes votent travailliste. Mais un tel geste politique ne peut, en aucun cas, atténuer la critique révolutionnaire du Labour Party ou laisser planer le moindre doute sur la politique réactionnaire et anti-ouvrière que mèneraient les travaillistes au pouvoir. C'est-à-dire qu'une telle démarche ne doit être ni le prétexte ni la couverture d'une attitude opportuniste ou suiviste vis-à-vis du Labour.

Faire croire aux travailleurs qu'une victoire du Labour serait plus ou moins leur victoire (voir Red Weekly, hebdomadaire de l'International Marxist Group, 8 février) ou affirmer que, plus le succès des travaillistes serait massif, plus ces derniers auraient du mal à mener la même politique que les conservateurs (voir Socialist Worker, hebdomadaire des International Socialists, 16 février), c'est finalement entretenir et renforcer les illusions sur le Labour, même si on écrit par ailleurs qu'il faut avant tout se défier de telles illusions.

Car s'il est indéniable que, dans la situation actuelle, une victoire du Labour renforce le moral de la classe ouvrière britannique, tandis qu'une victoire des conservateurs l'aurait affaibli, cela n'est dû qu'aux illusions que les travailleurs peuvent avoir sur les Wilson et autres individus de même acabit qu'ils estiment être de leur côté.

Mais justement, en pareilles circonstances, la tâche des révolutionnaires est d'aller à contre-courant en combattant ces illusions. Il faut dire clairement et ouvertement qu'un gouvernement travailliste n'est pas plus favorable aux travailleurs qu'un gouvernement conservateur et que la gauche au pouvoir utilisera justement la confiance qu'elle conserve au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses pour mieux les livrer pieds et poings liés aux patrons et à leur Etat. De même il faut affirmer, et les mineurs l'ont montré, qu'un gouvernement conservateur ne pouvait rien et était littéralement désarmé face à des travailleurs qui se battaient avec courage et détermination et ne cédaient pas au chantage.

Combattre ou entretenir les illusions ?

Si, au lieu de mener une telle propagande, on feint de croire que Wilson, poussé par les masses, pourrait adopter un programme socialiste conséquent (voir Chartist, février 1974), si on affirme que le but des travailleurs est d'obliger le leader travailliste à faire plus de pas à gauche qu'il ne le souhaiterait, tout cela revient à abandonner politiquement la direction du mouvement ouvrier aux politiciens corrompus du Labour. Dans le meilleur des cas, la justification d'une telle politique réside dans l'espoir que les illusions électorales des masses pourraient se transformer en un puissant mouvement de grève, en un débordement des appareils réformistes de la classe ouvrière, comme cela fut le cas en France en juin 1936. Mais, outre qu'un tel phénomène n'est nullement mécanique ni donné d'avance, l'histoire a bien souvent montré qu'en entrant en lutte sur des illusions, les travailleurs sortaient vaincus de ce combat, victimes de ces mêmes illusions. Et ce fut justement le cas en juin 1936. Car il faut se rappeler que deux ans plus tard, en 1938, la bourgeoisie s'était ressaisie et avait repris l'essentiel de ce qu'elle avait été contrainte de céder pendant les grèves, grâce justement aux illusions que les travailleurs français avaient entretenues sur le gouvernement de Front Populaire et les organisations ouvrières qui le soutenaient.

En fait, les groupes révolutionnaires britanniques mènent, dans leur ensemble, à ce niveau une politique semblable à celle de l'OCI pendant les élections législatives de 1973, qui consistait à faire croire aux travailleurs qu'un gouvernement « Parti Socialiste - Parti Communiste » serait leur gouvernement (la formule devient en Grande-Bretagne : « gouvernement Labour - Trade Unions) ou à celle menée à la même époque par l'ex-Ligue Communiste qui souhaitait une victoire de l'Union de la Gauche qui aurait, paraît-il, permis un développement prodigieux des luttes.

Mais, en Grande-Bretagne comme en France, la plupart des raisons « théoriques » données par les groupes révolutionnaires pour justifier leur position cache mal un suivisme constant par rapport aux organisations réformistes.

Une absence regrettable

De plus, le refus des révolutionnaires de présenter des candidats sur une échelle assez large pour s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, grâce à la télévision et à la radio, est révélateur de la même attitude.

Car deux groupes au moins (les autres étant beaucoup trop faibles) avaient les forces de mener une telle campagne, c'est-à-dire de présenter une cinquantaine de candidats : le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (né de la fusion de la SLL-Young Socialists et All Trade Unions Alliance, équivalent britannique de l'OCI-AJS - Alliance Ouvrière) et les Socialistes Internationaux.

Or ni l'un ni l'autre ne l'ont fait. Si on écarte les raisons techniques et financières, qui, si elles existent, ne sont

LU DANS LA PRESSE D'EXTRÊME-GAUCHE

WORKERS FIGHT

« Mais, quelle que soit la ligne adoptée par le Labour dans ces élections, on doit le soutenir contre les conservateurs. C'est le parti des syndicats et c'est pourquoi, en dépit du fait que sa fonction est de servir le capitalisme, il est vulnérable à la pression de la classe ouvrière. »

Workers Fight 9-15 février 1974.

CHARTIST

« Finalement, il est absolument essentiel que nos dirigeants du Labour Party présentent un programme pour leur prochain gouvernement qui offre réellement à la société actuellement dans l'impasse la possibilité de faire un pas en avant... Pour un tel programme, il n'est pas nécessaire de chercher plus loin que notre Constitution, la Constitution du Labour Party, chapitre quatre, paragraphe quatre. »

Chartist 16 février 1974.

Red Weekly

« L'International Marxist Group est favorable aux gens qui votent Labour. Une victoire des conservateurs serait une défaite pour la classe ouvrière, alors qu'une victoire du Labour encouragerait l'esprit combatif du mouvement ouvrier et accroîtrait sa confiance en lui-même. »

Red Weekly 8 février 1974.

Socialist Worker

« Mais une chose peut contrarier les politiciens du Labour dans leur effort de copier les méthodes des conservateurs : un vote massif pour le Labour. Un tel vote signifierait un rejet de l'argument selon lequel les travailleurs sont à blâmer pour la crise. »

Socialist Worker 16 février 1974

Travaillistes, conservateurs, libéraux et

TRAVAILLISTES (625 candidats) et conservateurs (631 candidats), totalisent en général, à eux deux, 95 % des députés, les sièges restant étant occupés par quelques libéraux et quelques députés classés dans la catégorie « divers » et qui sont généralement des nationalistes écossais, irlandais ou gallois.

Un parti né des syndicats

Le Parti Travailliste (Labour Party) est né en 1906 de la volonté des syndicats (Trade Union Congress) d'avoir leur propre représentation parlementaire plutôt que d'appuyer les libéraux, politique qu'ils menaient jusqu'alors. Les syndicats (et partant les syndiqués) sont membres du Labour Party qu'ils appuient financièrement par une cotisation spéciale. Les liens du Labour Party avec les syndicats et l'imbrication de l'organisation politique et syndicale font qu'aux yeux de la classe ouvrière le Labour Party apparaît comme le parti des travailleurs face à un parti conservateur dont les liens avec la classe dirigeante, la haute bourgeoisie, la noblesse sont non seulement connus mais affichés et proclamés. Mais cela n'empêche nullement le Parti Travailliste, chaque fois qu'il est au pouvoir, de mener comme les conservateurs une politique dans le seul intérêt du Capital. Cela explique sans doute pourquoi, assez régulièrement, la reine anoblit tel ou tel leader du Labour et des syndicats pour service rendu au pays et à la couronne.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, les travaillistes alternent au pouvoir avec les conservateurs. Avant cette date le Parti Travailliste n'était, électoralement parlant, qu'un petit parti. Un autre parti bourgeois pratiquait alors l'alternance gouvernementale avec les conservateurs : les libéraux (516 candidats). Leur déclin au début des années 1920 les a, peu à peu, réduits à la portion congrue au Parlement, après une période de tripartisme de 1922 à 1935.

A l'extrême-droite s'est présenté le Front National (54 candidats) dont l'axe principal de campagne a été centré contre l'immigration des travailleurs indiens, pakistanais et antillais en Grande-Bretagne et qui préconise des mesures musclées contre les syndicats pour sortir de la crise.

Les nationalistes gallois (36 candidats), écossais (70 candidats) ou irlandais qui font acte de candidature représentent bien souvent un nombre de voix qui n'est pas négligeable. Ainsi, lors des élections de juin 1970, dans les circonscriptions ouvrières de Galles du Sud, les candidats nationalistes du Plaid Cymru arrivaient bien souvent en seconde position et en Ecosse les nationalistes furent loin d'être écrasés. En Irlande du Nord furent même élus ce que Le Times (du 20 juin 1970) appelait trois candidats de « l'extrémisme modéré » (sur douze) dont Bernadette Devlin.

Le PC refuse de se battre

Enfin il faut, pour conclure, dire quelques mots de l'extrême-gauche. Elle était, dans ces élections, principalement représentée par le PC qui mettait en avant 44 candidats.

Le PC britannique a toujours eu peu d'influence politique. Son meilleur score électoral est d'avoir obtenu un peu plus de cent mille voix en 1945 (soit moins de 1 % des voix des travaillistes et moins de 0,5 % des suffrages exprimés). En fait, l'essentiel de sa politique est de s'accrocher à l'aile gauche du Labour Party et des syndicats avec laquelle il veut s'identifier. C'est sans doute pour cela qu'il ne présentait que 44 candidats, nombre suffisant pour mobiliser ses propres militants dans la campagne sans apparaître pour autant à la télévision (il faut 50 candidats). Car une apparition nationale du PC aurait risqué de le faire apparaître comme un pôle d'attraction à la gauche du Labour Party, ce à quoi il ne tenait pas, non seulement pour ne pas se heurter aux bureaucrates de gauche du Labour (ses alliés privilégiés) mais aussi, en cette période de crise politique et économique, parce que la seule politique qu'il préconisait était de faire confiance aux travaillistes. Notons cependant qu'au sein de la classe ouvrière, notamment dans la métallurgie et les mines, le PC possède des

Heath va peut-être retourner à se

ECTIONS

illistes

pas déterminantes, il reste les raisons politiques pour expliquer cette absence de la campagne électorale.

En fait, ni le Parti Révolutionnaire des Travailleurs ni les Socialistes Internationaux n'ont voulu prendre le risque de paraître affronter les travaillistes à l'échelle nationale. Sans doute avant tout pour ne pas se couper d'une fraction de leur public, qui se considère comme partie intégrante du Labour ; mais une telle attitude prouve aussi que ces camarades ne semblent rien avoir à dire de très précis à l'ensemble de la population laborieuse dans la situation de crise politique et économique que traverse la Grande-Bretagne.

Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs n'a présenté que neuf candidats, ce qui réduit cette action à un geste purement symbolique. De plus, le fait qu'un de ses candidats soit en concurrence avec un des trois présenté par un autre groupe révolutionnaire, l'International Marxist Group, semble indiquer que les trotskystes britanniques sont plus préoccupés de leurs querelles groupusculaires que d'offrir des perspectives quelconques aux travailleurs.

Quant aux Socialistes Internationaux, qui ne présentaient aucun candidat, ils justifiaient leur abstention par le fait que dans le système électoral britannique, qui ne compte qu'un seul tour de scrutin, chaque voix prise au Labour Party par les révolutionnaires pourrait être considérée par les travailleurs comme facilitant la victoire d'un candidat conservateur.

C'est certes là une objection sérieuse, mais qui ne paraît pas insurmontable. En participant activement à la campagne électorale, les révolutionnaires auraient sans doute dû trouver les moyens de s'adresser aux électeurs du Labour pour bien leur faire comprendre qu'il ne s'agissait nullement, en se présentant, de faciliter la victoire des conservateurs. Mais c'était là un problème en partie technique, qu'il aurait été sans doute possible de régler (retrait de candidature, refus de faire campagne localement annoncé à l'avance, choix de circonscriptions ne mettant pas en danger un candidat travailliste, etc.), à condition d'avoir la volonté de ne pas laisser passer l'occasion de s'adresser à des millions de travailleurs par la radio et la télévision et de leur faire connaître ainsi les solutions des révolutionnaires face à la crise.

Il est dommage que les camarades britanniques aient fait preuve d'une carence totale à ce niveau.

Jean LIEVIN.

autres...

militants et des délégués d'atelier (shop stewards) appréciés des travailleurs pour leur combativité.

chères études musicales. (Ph. AFP)

« One nation », une seule nation. Mais surtout pas de luttes de classes pour Wilson, le leader des socialistes de sa majesté.
(Ph. Jean-François Fotolib)

Un capitalisme sénile

La grève illimitée des mineurs, déclenchée après quatre mois de grève des heures supplémentaires, a amené Heath, le Premier ministre du gouvernement conservateur, à dissoudre le Parlement britannique et à recourir à de nouvelles élections.

En fait, ces élections anticipées étaient dans l'air depuis longtemps, les difficultés économiques, politiques et sociales s'accumulant en Grande-Bretagne depuis des années.

Car la Grande-Bretagne connaît des difficultés économiques depuis la fin de la dernière guerre. Et aucun des gouvernements qui se sont succédé au pouvoir n'a réussi à les surmonter. Il faut dire d'ailleurs que cela leur aurait été bien difficile. Epuisée par la guerre, l'économie britannique, naguère la première du monde, n'a pu, privée de son empire colonial sur lequel elle avait bâti sa puissance, reprendre sa place dans l'économie mondiale.

Comme la France, elle est devenue un impérialisme de second ordre, supplanté partout par l'impérialisme américain. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie britannique a été incapable de se moderniser et de se renouveler, subissant ainsi la concurrence des Etats-Unis et du Japon. La livre sterling, remplacée par le dollar comme monnaie internationale, n'a cessé de se déprécier, subissant dévaluation sur dévaluation. La Grande-Bretagne a d'ailleurs été, après les négociations monétaires de décembre 1971, le premier pays à laisser flotter sa monnaie.

Toutes ces difficultés économiques, aucun des gouvernements travaillistes et conservateurs qui ont alterné au pouvoir depuis 1945, n'a réussi à les surmonter.

L'entrée dans le Marché commun, en 1971, n'a rien changé.

Cette situation est aujourd'hui aggravée par la détérioration du système capitaliste mondial : la crise du dollar, la hausse des prix pétroliers ne peuvent manquer d'avoir des répercussions immédiates sur un pays qui est très lié aux Etats-Unis et qui dépend de plus en plus de l'étranger pour son approvisionnement en produits énergétiques. Ces conséquences se font d'ailleurs déjà sentir : le déficit de la balance commerciale de la Grande-Bretagne pour le mois de janvier 1974 a été le plus fort jamais enregistré. L'inflation atteint, elle aussi, un taux record : 12 % l'an, ce qui place la Grande-Bretagne dans le peloton de tête des pays européens dans ce domaine.

Cette situation économique ne peut manquer de provoquer le mécontentement de ceux qui en sont les victimes et en premier lieu des travailleurs : la hausse des prix, et en particulier des prix des denrées alimentaires, est extrêmement rapide, tandis que les salaires sont bloqués.

En même temps, pour tenter de limiter les mouvements revendicatifs, Heath a fait voter par le Parlement une loi antigrève qui permet de jeter en prison et de faire payer de lourdes amendes aux travailleurs qui mènent des grèves non « reconnues » par les syndicats officiels. De même, le gouvernement conservateur a multiplié les attaques contre le droit de grève par tous les moyens possibles, allant récemment jusqu'à faire condamner à de la prison ferme des travailleurs membres d'un piquet de grève en vertu d'une loi de 1875.

Cette politique antiouvrière n'a pas réussi. Depuis l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur, les grèves se sont multipliées : grève des chantiers navals, grève des mineurs en 1972, grève des dockers, grève des métallurgistes, des cheminots. Et les attaques de militants devant les tribunaux en vertu de la loi antigrève ont provoqué des ripostes qui ont, en fait, rendu impossible l'application de cette loi.

Les travailleurs britanniques n'ont cessé de lutter avec une combativité sans cesse croissante contre la hausse des prix, la dégradation de leur pouvoir d'achat et contre le chômage qui touche officiellement un million d'entre eux.

Aussi n'est-il pas étonnant que Heath ait tenté de faire croire à l'électorat britannique que ce sont les travailleurs qui mettent l'économie en péril. La plus grosse ficelle qu'il ait utilisée dans ce domaine a été l'institution de la semaine de trois jours au début de l'année. Alors qu'il s'agit d'une mesure destinée à réduire le déficit de la balance commerciale et l'inflation, Heath a prétendu qu'elle était due à la grève des heures supplémentaires effectuée par les mineurs depuis novembre. En même temps il s'attaquait aux grévistes, qu'il présentait comme des extrémistes conduisant le pays à la ruine.

Mais, quelles que soient aujourd'hui les promesses du Labour Party, les travailleurs britanniques ne pourront compter que sur eux-mêmes pour ne pas faire les frais de la crise déjà présente en Grande-Bretagne et que la situation de l'économie mondiale ne peut qu'aggraver.

André ROUSSEL.

Quelques aspects du système électoral

Aux élections législatives de 1970, les citoyens britanniques eurent à élire 630 députés, qui se répartissaient ainsi selon les différentes régions du pays : 511 représentent l'Angleterre, 71 l'Ecosse, 36 le Pays de Galles et 12 l'Irlande du Nord. Il y en a cette année 635. Le nombre d'électeurs est sensiblement le même dans chaque circonscription, bien qu'il soit un peu moins élevé en Ecosse et en Pays de Galles (respectivement 47 000 et 50 000 en moyenne) et un peu plus fort en Angleterre mais surtout en Irlande du Nord (60 000 et 75 000). Mais la disproportion n'atteint jamais le degré auquel elle a été portée en France avec la Ve République où, du fait de l'inégalité des circonscriptions, il faut trois à quatre fois plus de voix pour élire un candidat communiste qu'un candidat gaulliste.

Le scrutin est majoritaire à un tour, c'est-à-dire que l'on ne vote qu'une fois et que le candidat qui obtient le plus de voix (que sa majorité soit relative ou absolue) enlève le siège. Un tel système défavorise beaucoup l'apparition, sur le plan électoral, de nouveaux partis politiques. En effet une formation nouvelle qui obtiendrait 10 % des voix dans toutes les circonscriptions (c'est-à-dire environ trois millions de voix à l'échelle nationale) pourrait fort bien n'avoir aucun élu, alors qu'un scrutin proportionnel à l'échelle nationale lui donnerait une soixantaine de députés. La petite formation bourgeoise que sont les libéraux, qui obtient en moyenne de 10 à 20 % des voix, n'avait jamais eu, depuis 1945, plus de 12 députés.

Cette fois-ci, elle en a sans doute le double.

Pour être électeur il faut avoir 18 ans, et 21 pour faire acte de candidature. De plus, le candidat doit déposer une caution de 150 livres sterling (1.700 F environ), qu'il perd définitivement s'il n'obtient pas 12,5 % des suffrages exprimés. Les candidatures sont libres et il n'est pas nécessaire de résider dans une circonscription pour y faire acte de candidature. Le remboursement légal des frais électoraux est fixé à un maximum de 8.500 F par candidat et n'est effectif que si le candidat obtient au moins un huitième des suffrages exprimés.

Enfin les chaînes de télévision d'Etat (BBC)) et privée (ITA) donnent la possibilité aux formations politiques présentant au moins 50 candidats d'utiliser leurs antennes.

LA LUTTE SE POURSUIT AU C

PARIS : LES COMITÉS DE GRÈVE ÉTENDENT L

Lundi 25 février, dans les différents centres Siège, Saint-Martin-Boulanger, La Défense, Levallois, la grève de vingt-quatre heures a été reconduite dans les assemblées générales, presque partout à l'unanimité.

Des agences qui avaient fait grève le vendredi n'ont pas repris le travail et sont venues à l'assemblée des grévistes du Siège.

Dans les réunions des différents Comités de grève qui ont suivi, la plupart des grévistes ont exprimé la volonté du personnel de relancer la direction générale afin de lui demander une entrevue.

Au Comité de grève de Saint-Martin, la réunion a été de nouveau houleuse. En effet, des militants CGT ont recommencé à mettre en cause la représentativité du Comité de grève, l'accusant de ne pas être démocratique, car il n'y avait pas une représentation exactement proportionnelle au nombre de grévistes par service. La réponse de l'ensemble du Comité de grève a été claire et simple : tous les problèmes importants seront remis à la décision de l'assemblée générale qui tranchera !

Mais comme certains cégétistes insistaient de nouveau, une camarade leur a demandé s'ils proposaient oui ou non de refaire voter les grévistes sur un nouveau Comité de grève !

Les cégétistes se sont finalement dérobés, sentant sans doute que la plupart d'entre eux verraient leurs candidatures rejetées **par l'assemblée générale. Le lendemain, à l'assemblée générale, le Comité de grève a fait approuver un certain nombre de propositions contestées la veille par la CGT :**

— Donner carte blanche à la commission presse pour faire son travail sans être obligée de soumettre chaque communiqué à l'assemblée générale. Les camarades de cette commission pouvant être remplacés si leur travail était contesté.

— Principe de nouveau retenu de faire accompagner les délégués syndicaux nationaux à la direction par une délégation du Comité de grève, mais sans en faire un préalable.

Les délégués nationaux devant être reçus ce jour, le Comité proposa à l'assemblée générale de se rendre au siège central pour y rejoindre les autres grévistes qui comptaient manifester.

L'entrevue avec la direction fut très brève. La direction générale refusait de recevoir les délégués et le directeur du personnel envoyé à sa place ne sut que répéter : « Nous vous aurions convoqués si nous avions eu quelque chose à vous dire » et « Je suis comme la plus belle fille du monde... » **! Cette petite phrase, rapportée l'après-midi à un meeting d'information à 14 h 30, suscita à la fois l'hilarité et la colère des employés.**

Une nouvelle manifestation eut lieu dans le quartier Richelieu-Drouot. Les employés firent même un sit-in **dans la rue devant les flics qui ne cessent de patrouiller dans les rues alentours.**

Après la manifestation eut lieu la coordination des Comités de grève. Le point le plus important fut consacré à la visite des agences qu'il fallait faire le lendemain pour en entraîner le plus grand nombre dans la grève. Des équipes furent constituées et le lendemain plus de quatre-vingts agences seront visitées par les grévistes. C'était dix fois plus que ne pouvait faire à eux seuls les délégués insuffisamment nombreux... mais cela n'empêcha pas la CGT de contester encore une fois cette initiative des Comités de grève. Pour la CGT, seuls les délégués syndicaux auraient le droit de circuler dans les agences et de populariser la grève !

Le mercredi 27, à la réunion du Comité de grève Saint-Martin-Boulanger, une discussion va s'ouvrir sur l'occupation du siège central au moins pour une journée puisque la direction ne nous y laisse plus entrer. Une déléguée CGT va encore se distinguer en s'y opposant, disant qu'il s'agit d'une « action désespérée » et que de plus il ne faut pas « gêner la clientèle ». Tollé général de la part du Comité qui vote à l'unanimité (moins les voix des trois militants CGT) le principe de l'occupation.

Chaque délégué au Comité doit ensuite en discuter avec le personnel gréviste de son service pour que nous comptions nos forces. Le problème ne peut pas être débattu en assemblée générale à cause de la disposition des locaux qui permettent des « fuites ».

A la coordination du soir, le Comité de Saint-Martin demandera aux autres Comités de discuter d'une occupation éventuelle et de recueillir les noms des volontaires.

Jeudi 28, c'est la journée d'action avec grève de vingt-quatre heures lancée unanimement par CGT, CFDT, FO et SNB au Crédit Lyonnais et par certains syndicats seulement dans d'autres banques. Cent agences du Crédit Lyonnais sont touchées par la grève. Plusieurs dizaines d'entre elles sont fermées. Une manifestation regroupant plusieurs milliers de personnes aura lieu l'après-midi. Parti du Crédit Lyonnais et passant par la Banque de France, le cortège du Crédit Lyonnais rejoindra les autres banques devant l'APB. C'est un défilé unique qui, ensuite, manifestera jusqu'à la BNP où

EN DIRECT DU COMITE DE GREVE DE SAINT-MARTIN

La représentante de la CGT est prise à partie par les grévistes. Motif : n'étant pas d'accord pour l'occupation du Siège, elle était venue dans l'agence centrale répandre des propos alarmistes et tenter d'entraîner les grévistes dehors.

Les grévistes : « *Elle sait plus quoi dire. Elle sait plus quoi dire* ».

La représentante CGT : « *Ce n'est pas vous qui m'empêcherez de parler* ».

Les grévistes : « *Bien sûr, tu parles pendant deux heures pour ne rien dire* ».

La représentante CGT : « *C'est peut-être parce que ce que j'ai à dire, certains ne sont pas assez intelligents pour le comprendre* ».

Les grévistes : « *Hou ! Hou ! C'est pas possible, elle est folle* ».

Un peu après, Hortaut, secrétaire de la CGT, veut prendre la parole.

Un gréviste : « *Il n'est pas de Saint-Martin celui-là* ».

Hortaut : « *Je ne suis pas de Saint-Martin, je vais m'en expliquer, d'abord je suis secrétaire de la CGT* ».

« *...et puis Arlette Laguiller non plus n'est pas de Saint-Martin* ».

Les grévistes (en chantant) : « *Oui mais elle est du Comité de grève, du Comité de grève* ».

Après la réunion, Hortaut discute avec un gréviste « *Les Comités de grève ne sont pas reconnus. Ce sont les syndicats qui négocient et après la grève qu'est-ce qui restera ? les syndicats.* »

Réponse du gréviste : « *Et toi, essaye de négocier sans grève* ».

COORDINATION DES COMITÉS DE GRÈVE DU JEUDI 28 FÉVRIER

Les grévistes d'agence invités à la réunion de coordination des Comités de grève voulaient, pour continuer à passer dans les agences le lendemain, un tract syndical commun appelant à la grève. Un tract commun FO, CFDT, SNB fut rédigé qui se terminait par un appel à la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Sur ces entrefaites, un délégué CFDT vint en médiateur demander le projet de tract car la CGT voulait le voir. Nous répondîmes que « la grande centrale » (comme se nomme elle-même la CGT) n'avait qu'à venir le dire à la coordination des Comités de grève. Quelques instants plus tard, à la grande stupeur de l'assemblée, deux délégués CGT entraient dans la salle « chaudement » accueillis par l'assistance : « La grande CGT vient enfin voir les Comités de grève ! », **etc. Immédiatement, le délégué CGT répond :** « Je viens voir la CFDT ». **Réponse d'un gréviste ;** « J'ai le tract commun, je suis de la CFDT mais ici c'est la coordination des Comités de grève ». **Et la CGT fut alors contrainte de lire le tract devant toute l'assemblée. Elle acceptait de mettre son sigle, mais il fallait remplacer l'appel à la grève jusqu'à satisfaction par un appel à la grève localisée, par agence, par service, par le personnel gréviste majoritaire. Les grévistes présents ne pouvaient accepter cette petite phrase anodine, qui en fait recouvrait toute la politique de la CGT de laisser les gens se battre agence par agence.**

C'est ainsi que le délégué CGT s'adressa à deux grévistes présents : « Combien êtes-vous en grève dans votre agence ? ».

Les grévistes : « Onze ».

CGT : « Onze sur combien ? »

Les grévistes : « Onze sur quarante, le fondé de pouvoir, le directeur et les auxiliaires ne sont pas en grève. »

CGT : « Vous êtes onze sur quarante. C'est extrêmement minoritaire. Il faut convaincre les autres. »

Les grévistes : « Alors d'après vous, la CGT, il faut qu'on reprenne le travail et qu'on attende que tout le monde soit en grève. »

CGT : « Oui, il faut être sérieux. La direction ne cédera que lorsque tout le monde sera en grève. Peut-être à 90 %. »

Explosion de colère des grévistes présents ! Un jeune gréviste : « Avant, je n'avais rien contre la CGT. Mais alors là, vous m'écœurez, soit vous le faites exprès. soit vous êtes de mauvaise foi ! ». **Finalement, la CGT partait à bout d'argument. Et comme l'ordre du jour était épuisé, tous les grévistes de la coordination la suivirent en chantant** « Tous dans l'action avec la CGT, à Pâques ou à la Trinité ! »

L'OCCUPATION DE L'ATELIER IBM

Jeudi matin, dès 6 h 30, une vingtaine d'opérateurs du département Informatique plus des délégués du personnel avaient décidé d'occuper un des étages du département Informatique.

Ils ont occupé leur atelier pour bloquer un grand nombre de travaux et pour empêcher les cadres de faire leur travail.

Environ une heure après, le service Sécurité du CL est intervenu et a coupé un anti-vol qui bloquait une des portes de l'atelier.

Le personnel s'est alors barricadé, remplaçant l'anti-vol par une chaîne.

Jeudi et vendredi, l'occupation s'est bien passée. Le Groupe sportif du CL a fourni des matelas pneumatiques, le réfectoire fournissant pour sa part des repas.

Le personnel s'était muni de jeux de dés, de cartes, de livres, etc.

A l'assemblée générale des grévistes, l'annonce de l'occupation a été chaleureusement applaudie.

Après cette assemblée, tous les grévistes se sont retrouvés sous les fenêtres des locaux occupés d'où les opérateurs du DI ont pris la parole.

Vendredi soir, les grévistes s'apprêtaient à occuper pour une nouvelle nuit...

L'OCCUPATION DE L'AGENCE CENTRALE

Vendredi 1er mars, à l'initiative des Comités de grève, nous nous sommes retrouvés à plus de trois cents grévistes dans l'agence centrale après avoir fait un sit-in **pendant une heure trente sur la moquette rouge de la direction générale.**

Après avoir fait trois ou quatre tours de guichets en chantant et en criant des slogans :

« Les banquiers paieront. »

« On est du Crédit Lyonnais, on est mal payé. »

« Saint-Geours, si tu continues, les employés de banque te botteront les fesses. »

« Les employés sont dans la grève.

« Mais c'est Saint-Geours qu'est dans la merde », **nous nous sommes assis dans l'agence, bloquant l'accès des guichets et obligeant ainsi la direction à les fermer.**

Les clients qui osaient encore s'aventurer dans l'agence devaient enjamber les grévistes.

Une banderole du Comité de grève et une autre banderole : « Le personnel du Crédit Lyonnais est en grève jusqu'à satisfaction de ses revendications », **décoraient les guichets.**

A plusieurs endroits, des affiches reprenaient nos revendications.

Assis devant les guichets, nous entonnions des chants composés par les grévistes et des slogans du genre « les guichets sont fermés, les clients peuvent partir ».

L'ambiance était chaude, certains d'entre nous faisaient des farandoles.

A l'heure du déjeuner, une distribution de sandwiches et de boisson a été organisée.

A 15 h 30, nous avons décidé de quitter les lieux afin que se tienne une assemblée générale et la réunion du Comité de grève.

A LEVALLOIS

Lundi 25, à 8 h 30, un meeting s'est tenu au réfectoire pour décider de la poursuite de l'action.

Devant environ deux cents personnes, CGT et SNB proposent une nouvelle journée d'action pour le 28.

FO et CFDT appellent à la grève de vingt-quatre heures reconductible.

Le vote donnant une majorité pour cette dernière proposition, la CGT décida qu'elle ferait une consultation dans l'ensemble du personnel.

Cette consultation donnant deux cents personnes pour la grève de vingt-quatre heures reconductible et trois cent cinquante pour les propositions CGT et SNB, la CGT n'appellera pas à la grève. Malgré cela, plus de cent

RÉDIT LYONNAIS

A LUTTE AUX AGENCES

se fera la dispersion. Cette manifestation très dynamique donnera bon moral à tous les grévistes qui sentent que le mouvement s'étend de plus en plus.

Le soir, à la coordination des Comités, il y a beaucoup d'enthousiasme. La commission agences rédige un tract signé par la CFDT, FO et le SNB, appelant les agences à continuer dès le lendemain. La CGT refuse de s'y rallier. Le Comité de grève de Saint-Martin, qui a décidé pour le lendemain l'occupation du Siège, donne un rendez-vous aux représentants des autres Comités pour le lendemain à 7 h 45 pour les associer à cette initiative. D'après les sondages, plusieurs services du Siège sont prêts à s'y joindre.

Vendredi 1er mars. Entre 8 h 15 et 8 h 30, individuellement cent grévistes de Saint-Martin entrent dans le siège central où seulement deux portes sont ouvertes. Ils se retrouvent devant la direction générale, rejoints par les grévistes du Siège. Ce sont plusieurs centaines de personnes qui resteront toute la journée dans l'immeuble et occuperont l'agence centrale. Durant ce temps se tient l'assemblée d'agences. Soixante agences sont restées en grève (sans compter les antennes) et vingt sont fermées. Le soir, à la coordination des Comités de grève, l'occupation est à l'ordre du jour. Et les discussions vont bon train sur la possibilité de mettre en place des piquets de grève la semaine prochaine. En effet, la direction du Crédit Lyonnais, ayant renvoyé les délégués nationaux devant la réunion paritaire du 6 mars à l'APB, faisait uniquement une ouverture sur le paiement éventuel d'un forfait d'heures de grève ; la grève continuera la semaine prochaine.

Et les nombreuses agences qui ont rejoint la grève sont un encouragement pour tous ceux qui sont en grève depuis trois semaines et plus.

AGENCES : VERS LA CREATION D'UN COMITE DE GREVE

Depuis le mardi 26 février, tous les matins, le personnel d'agence se retrouve en assemblée générale.

La CGT s'oppose à la création d'un Comité de grève, disant que le personnel présent dans la salle ne représente pas grand-chose.

Vendredi dernier, une déléguée FO (militante de Lutte Ouvrière) fait voter sur le principe de la création de ce Comité : quatre-vingt-deux voix pour soixante-douze contre.

Le principe du Comité d'agence est retenu contre l'avis de la CGT. Alors la CGT s'amadoua et proposa qu'une intersyndicale organise le passage des grévistes dans les agences, alors que quelque temps avant elle s'y opposait violemment. Finalement, les grévistes se sont organisés pour passer dans les agences.

A cette assemblée générale de vendredi cinquante-six agences étaient présentes et l'ambiance était chaude. Certains grévistes racontaient ce qui se passait dans telles ou telles agences. Et l'après-midi bon nombre d'agences étaient visitées. Les grévistes reçurent un bon accueil et davantage d'agences seront en grève lundi.

(Ph. Puech-Fotolib)

employés décidèrent de ne pas reprendre le travail et sont toujours en grève.

Tous les matins, le Comité de grève organise les tâches de la journée : passage dans les services, collages d'affiches, distributions de tracts, visites d'agences et participation aux manifestations du Siège.

Et la CGT peut bien crier à « l'aventurisme », au « gauchisme », cette centaine de grévistes, venant renforcer ceux du Siège et de Saint-Martin, font bien plus pour le succès de la grève que s'ils étaient au travail dans le calme et « l'unité ».

A LA DEFENSE : LA CGT SE RIDICULISE

Mercredi 27, la CGT a distribué un tract à Levallois, au bas duquel on pouvait lire :

« Nous apprenons que le Comité de grève de La Défense projette de venir dispenser ses conseils au personnel de Levallois quant à la meilleure façon de poursuivre l'action. Il ferait mieux de balayer devant sa porte et de mobiliser avec la CGT le personnel de PB 12 (Défense) dont seu's 15 à 20 % sont dans l'action, etc. »

Cela ne manque pas de sel, quand on sait que dans le même temps le secrétaire général de la CGT-Levallois prenait la parole à l'assemblée générale des grévistes de La Défense pour expliciter la position de son syndicat sur la grève.

Les grévistes de La Défense, qui ont pris connaissance de ce texte quelques instants plus tard, se sont promis de recevoir le secrétaire CGT de Levallois, la prochaine fois qu'il viendra prendre la parole à La Défense, en lui remettant un balai, afin qu'il aille à son tour balayer devant sa porte. C'est-à-dire appeler à la grève le personnel et les militants de la CGT de Levallois, qui font actuellement, dans certains coins, le travail de leurs camarades en grève.

LYON :

LES GRÉVISTES TIENNENT BON

Cette semaine, le mouvement s'est étendu à la BNP Ecully et à la Société Lyonnaise de Tassin. Mais il est évident que les syndicats ne font rien pour étendre la grève et qu'ils s'emploient au contraire à freiner l'action le plus possible. Malgré cela, les grévistes du Crédit Lyonnais ont décidé de durcir leur action. Lundi, ils ont manifesté à plusieurs centaines dans le centre de Lyon, autour des banques.

Jeudi, « journées d'actions » dans les banques, tous les grévistes se sont retrouvés devant les portes dès 7 h. 15 et les ont bloquées. Petit à petit, les non-grévistes se sont attroupés devant les portes, gênant la circulation. Profitant de l'entrée des directeurs décidée par les grévistes, le reste de la maîtrise a tenté en vain de forcer le barrage. Comme par hasard, les forces de l'ordre sont arrivées peu après et ont sommé les grévistes de se disperser. Nous sommes donc rentrés dans le Siège et avons réoccupé l'agence centrale et les « points stratégiques » du Siège.

En ce qui concerne nos revendications, la direction nous oppose un refus catégorique. L'ensemble des grévistes est décidé à continuer la lutte jusqu'à satisfaction de nos revendications, mais il est conscient que l'action menée au cours de la semaine prochaine dans les autres banques sera aussi décisive.

Si le Comité de grève, élu depuis le début par de jeunes grévistes, à l'exemple des mécanographes, reflète bien la combativité des employés, qui y tiennent beaucoup, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'hostilité des dirigeants syndicaux contre les Assemblées Générales et le Comité de grève.

Correspondant L. O.

Ceux de la Banque de France à leur tour en grève

Mardi 26 février au matin, le gouverneur de la Banque de France annonçait qu'un trentième *du salaire mensuel serait retenu aux secrétaires comptables et aux agents de service, à la suite d'un débrayage ce jour-là, pour obtenir certaines revendications concernant les conditions de travail, la classification et les salaires.*

A l'annonce de cette mesure, ces deux catégories de personnel décidèrent, puisque la direction ne leur payait pas la journée, de la prendre et de déclarer la grève.

Le lendemain matin, une assemblée générale, convoquée à l'appel des syndicats, regroupait environ deux mille personnes, et décidait d'étendre le mouvement à l'ensemble du personnel du siège. L'atmosphère était au beau fixe et l'ensemble du personnel, trouvant cette mesure inacceptable, était décidé à soutenir les deux catégories touchées par la retenue de salaire. Aussitôt après l'assemblée, des piquets de grève nombreux étaient mis en place, interdisant l'accès de la Banque à d'éventuels clients. Mercredi après-midi, l'intersyndicale revenait devant le personnel pour proposer une série de revendications.

— des mesures concrètes de la bonne volonté du gouverneur à l'égard des agents de service et des secrétaires comptables ;

— réforme sérieuse de toutes les catégories du personnel pour la classification ;

— paiement des heures de grève.

Dès jeudi matin, devant l'ampleur de la protestation, le gouverneur annonçait que seraient retenues seulement les heures réelles de grève et non un trentième du salaire, mais le recul s'arrêtait là. A l'annonce des propositions de la direction, le personnel, par des sifflements, manifestait clairement sa volonté de continuer le mouvement.

D'autant plus que nous apprenions que le centre de fabrication des billets de Chamalières, ville dont Giscard est maire, et l'atelier de Puteaux se joignaient à la grève, suivis par les bureaux de Paris et les succursales de Versailles et Saint-Germain-en-Laye.

Le vendredi, les syndicats proposaient un vote à bulletin secret pour déterminer la poursuite de l'action selon deux propositions :

— poursuite de la grève avec occupation dès lundi ;

— reprise lundi et redébrayage mardi pour une action avec les autres succursales.

84 % du personnel gréviste rejetait la reprise et se prononçait pour la poursuite immédiate de la grève. Le personnel est décidé et n'attend qu'une chose : que gouverneur et gouvernement cèdent et satisfassent les revendications.

Correspondant L. O.

Voir page 12, l'article sur la BNP.

CYNISME PATRONAL

un peu de décence S.V.P.

● *PAULUSTRA (Vierzon)*

La direction reconnaît implicitement qu'il y a des problèmes d'hygiène et de sécurité dans l'usine. Et elle a trouvé les remèdes :

Pour éviter les accidents, il ne s'agira, ni plus ni moins, que de **« communiquer quelques statistiques des accidents survenus dans l'entreprise, statistiques permettant de comparer les résultats par CRB et de procéder à un classement »...** et de permettre d'arborer l'effigie de Monsieur Réuscite et peut-être de recevoir un cadeau, pour ceux qui auront le moins d'accidents, les moins graves (sic) !

La direction voudrait esquiver ses responsabilités dans les accidents : mais, si ceux-ci se produisent, c'est que, fatigués par des journées de travail trop longues, des cadences trop rapides, travaillant sur des machines sans sécurité efficace, nous pouvons avoir un moment d'inattention. Mais, de ces accidents, c'est la direction qui est seule responsable, car c'est elle qui nous impose de travailler dans de telles conditions. Quant à proposer un cadeau à ceux qui n'auront pas d'accidents, c'est ignoble, cynique et scandaleux.

En fait, la direction nous considère comme de la chair à produire et c'est à nous de lui montrer que nous ne permettons pas que notre santé soit en danger !

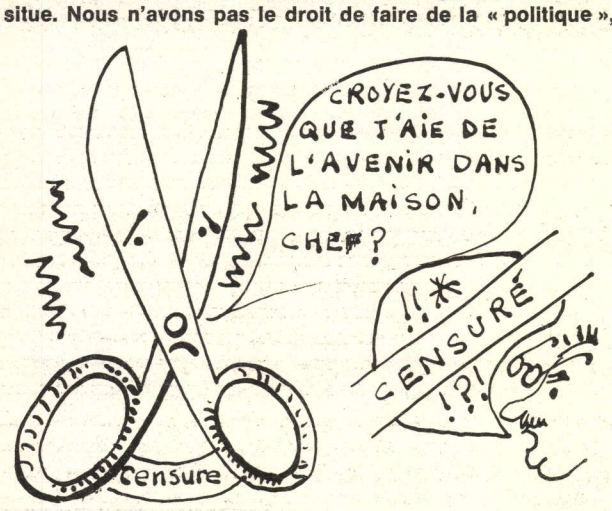
LIBRE EXPRESSION POLITIQUE

la censure aux Chèques

● *CHEQUES POSTAUX (La Source)*

A l'appel des trois organisations syndicales, CGT, CFDT et FO, devait se tenir une permanence au huitième, le jeudi 14 février, pour apporter le soutien au peuple chilien. Mais l'administration mettait son veto et interdisait aux organisations syndicales le droit de recevoir dans les locaux des réfugiés chiliens, hébergés à l'heure actuelle à Chamerolles.

Une fois de plus, l'administration montre son vrai visage et nous prouve, s'il en était besoin, de quel côté elle se situe. Nous n'avons pas le droit de faire de la « politique »,



selon M. Marguin. Mais l'administration se gêne-t-elle pour en faire ? Lorsqu'un ministre UDR se montre au CTA, les portes lui sont grandes ouvertes et il a toute autorisation pour faire sa propagande.

Mais nous entendons bien avoir le droit de nous exprimer, y compris en politique. Il faudra bien que ces manœuvres cessent un jour. C'est à nous tous de défendre la liberté d'expression et de l'imposer.

USINE = DANGER

à bas l'exploitation criminelle

● *FOSSE DECHY (Nord)*

La semaine dernière, au moins sept camarades marocains ont été blessés à la fosse. L'un à la Nouvelle Veine a eu le visage écrasé contre un étançon par un caillou qu'il a reçu derrière la tête.

Un autre, occupé à faire une carrure, a eu la poitrine profondément entaillée par un caillou tombé du toit.

Pour un autre encore, c'est à la main qu'il a été blessé.

C'est tous les jours que les Houillères estropient, mutilent à vie ou tuent ceux qu'elles font travailler dans des conditions d'insécurité criminelles.

Les Houillères intensifient les cadences, nous font travailler avec du matériel plus qu'usé et sans donner la formation professionnelle minimum, surtout à nos camarades marocains. Ce n'est pas un concours de circonstances malheureuses qui fait que nous sommes nombreux à laisser notre santé ou notre vie au travail. La silicose, les accidents, notre usure prématurée, ce sont les Houillères qui en sont entièrement responsables, car leur politique c'est : le maximum de profit sur notre dos, quelles qu'en soient les conséquences pour nous.

Aujourd'hui, les Houillères ont besoin de relancer la production et veulent embaucher du personnel, mais en accentuant encore leur exploitation.

En refusant de travailler dans l'insécurité et le manque d'hygiène, nous devons exiger que cesse cette exploitation criminelle.

une fatalité qui arrive trop souvent

● *SNCF (Paris-Ouest)*

La semaine passée, mardi soir, à Villeneuve-Prairie (région Sud-Est), un de nos camarades de la manœuvre est mort écrasé par une machine.

Pour dégager ses responsabilités, la direction parlera sans doute de fatalité, si ce n'est d'une faute de l'agent. Mais ces cadences qui, à la manœuvre, diminuent nos réflexes, ces conditions de travail harassantes que nous impose la direction, sont-elles du ressort de la fatalité ?

Non, il n'y a pas de fatalité, mais la politique de la direction pour tirer de nous le maximum de production.

Nous avons à dénoncer cette politique qui tue, à lutter pour des conditions de travail qui nous permettent de travailler sans risque. C'est la seule façon pour nous d'éviter qu'à l'avenir de tels accidents tragiques, qui ne frappent jamais les patrons mais toujours les travailleurs, ne se reproduisent.

profits pour les uns, mutilations pour les autres

● *CASE (Vierzon)*

Depuis le début de l'année, on ne compte plus les accidents tellement ils sont nombreux à la Rectif, aux Tours, aux Vérins, au déchargement des camions, à la Peinture, etc.

A chaque fois, le manque de matériel, de sécurité, de personnel sont la cause des accidents. Aux Vérins, par exemple, par manque de personnel, chaque travailleur doit faire le cariste et court toujours le risque d'une fausse manœuvre.

Le plus grave de ces accidents a eu lieu dans la cour du bas, pendant le déchargement d'un camion de fusées arrière.

Pour mettre les palettes, pesant une tonne, au bord du camion, un petit fenwick a été monté sur le camion, légèrement incliné vers l'arrière. Et ce qui risquait d'arriver arriva, le fenwick chargé, arrivant au bord, a glissé dans le vide, projetant le travailleur sur les pièces. Résultat : traumatisme crânien, enfoncement de la cage thoracique.

Dans cet accident, la direction porte toutes les responsabilités, parce qu'elle refuse de mettre à la disposition du personnel du matériel sûr, qui évite toute possibilité d'accident. Pour elle, un travailleur mutilé ne coûte rien ; mais du matériel neuf l'oblige à des sorties d'argent.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que le déchargement n'est pas possible autrement ! Des solutions existent et l'argent aussi.

non aux cadences infernales

● *BERLIET (Vénissieux)*

Berliet prévoit pour 1974 une augmentation de sa production qui passerait de 23.000 véhicules à 28.000, soit 5.000 véhicules en plus.

Pour produire 5.000 véhicules en plus, Berliet augmente les cadences. Mais l'augmentation des cadences entraîne une dégradation de nos conditions de travail : à CDO, plusieurs accidents graves ont eu lieu ; à BC 3, où le nombre d'accidents est déjà élevé, la direction modifie les outils pour baisser les prix auxquels sont payées les pièces, ce qui évidemment nous oblige à travailler plus vite pour faire notre journée.

Si Berliet veut augmenter sa production, il ne faut pas que cela se fasse sur notre dos et au prix de notre sécurité : à bas l'augmentation des cadences !

LA GRANDE MISÈRE DES HOPITAUX

Saint-Jacques : les hauts de hurle-vent

● *CHR (Clermont-Ferrand)*

A l'hôpital Saint-Jacques, c'est avec appréhension que malades et employés voient arriver chaque période de vent.

En effet, particulièrement dans l'aile Est, ses effets se font sentir de façon incroyable. Tantôt pour la façade Nord, tantôt pour la façade Sud, c'est la glacière. Et, toutes fenêtres fermées, il faut s'arc-bouter pour ouvrir les portes des chambres.

C'est dire que le vent passe quand même et il ne faut pas s'étonner si certains malades se font amener des

couvertures de chez eux ou s'habillent comme pour sortir. Et, plus on monte dans les étages, plus c'est terrible, le vent augmentant de violence. Les employées, elles, se rabattent sur les tricots, mais c'est parfois insuffisant.

Pourquoi cette situation ? Parce que les promoteurs de Saint-Jacques ont préféré faire des économies sur les matériaux de construction et leur agencement, quitte à en faire subir les conséquences aux malades et au personnel.

pédiatrie ou camp de réfugiés ?

● *CHR (Troyes)*

En Pédiatrie III (enfants de 2 à 16 ans), il y avait au départ trente lits ; la nécessité y a fait installer progressivement douze lits supplémentaires.

Le service ne comporte pas de salle de jeux : papier et crayons de couleur nous sont même refusés pour les plus petits ! Pour les repas des plus de 5 ans, tables et tabourets sont installés dans le couloir central ! Et pour les toilettes, que ce soit papier W-C, shampooing, savonnettes, bâtonnets à oreilles, tout nous est donné au compte-gouttes !

Dès qu'il y a plus de trente enfants, comme c'est le cas depuis quinze jours, que ce soit pour la toilette, les repas, la visite des parents, le passage des médecins ou les soins, nous travaillons dans une ambiance de camp de réfugiés.

On est loin de l' « humanisation » des hôpitaux dont parle Poniatowski !

Qui s'en préoccupe ? Certainement pas la direction qui, lors des visites d' « officiels » ou d'écoles, se garde bien de les faire venir jusque-là !

Qu'elle trouve rapidement les moyens de donner de meilleures conditions de vie et de soins aux enfants et qu'elle améliore nos conditions de travail ! La direction compte sur notre bonne volonté pour que le travail se fasse, mais nous devons refuser d'être complices de ce scandale !

RATEAU - SOLIDARITÉ

La CGT calcule mais ne se donne guère

Le rassemblement départemental de solidarité avec les travailleurs de Rateau, dans la Seine-Saint-Denis, n'a réuni mercredi 27 février que deux mille personnes sur le stade Géo-André de La Courneuve.

On pourrait être étonné d'un chiffre si faible, ne serait-ce que par rapport aux mille huit cents ouvriers et employés de Rateau. De l'usine même, ils n'étaient guère que deux cents au rassemblement.

Les autres grandes usines de la Seine-Saint-Denis, qui devaient en principe y participer, puisque l'appel s'adressait à tous les travailleurs du département, ne furent qu'à peine représentées.

Alors que tous les syndicats, y compris FO, la FEN, la CGC même, avaient lancé un appel commun, les sections syndicales CGT des entreprises les plus importantes n'ont guère mis d'empressement à répercuter le mot d'ordre à la base. Dans certaines entreprises, comme à Roussel-Uclaf par exemple qui est pourtant menacée de huit cents suppressions d'emploi, elles n'ont même pas diffusé l'appel. Dans les entreprises comme la Polymécanique, Babcock, Norton, Roussel-Uclaf, elles se sont refusées à tout appel commun avec des sections CFDT ou FO pour donner les consignes de débrayages indispensables afin de permettre aux travailleurs d'être au rassemblement à l'heure indiquée : 16 heures.

La CGT appela dans plusieurs usines, à s'y rendre après le travail, seulement pour la « normale », et il y eut effectivement des travailleurs qui arrivèrent un quart d'heure avant la fin vers 17 heures, et même d'autres qui arrivèrent quand les portes du stade étaient déjà fermées...

Le problème de Rateau n'est pourtant pas indifférent aux travailleurs de la Seine-Saint-Denis et les collectes organisées dans les entreprises ont atteint dans plusieurs usines les meilleures chiffres réalisés dans des cas similaires.

Evidemment, les grèves ou les mouvements de solidarité ne mobilisent en général qu'une minorité de travailleurs. Mais il y a minorité et minorité.

Rappelons qu'au rassemblement de solidarité pour Lip à Besançon — le jour où il y eut des heurts avec la police — il y avait quinze mille manifestants. Rateau ce n'est pas Lip, bien sûr, et c'est d'ailleurs ce que tiennent absolument à prouver les dirigeants CGT qui ont lancé le mouvement d'en haut en se gardant bien de toute initiative des travailleurs eux-mêmes.

Pour le rassemblement de La Courneuve, il n'y eut ni l'initiative ni l'enthousiasme des travailleurs, ni la mise en route de cette « grande organisation » qu'est la CGT et dont la seule mobilisation aurait quand même pu permettre de réunir des milliers, sinon des dizaines de milliers de manifestants dans la Seine-Saint-Denis.

Les dirigeants CGT ne l'ont pas voulu. C'est manifeste. Ont-ils eu peur que cela encourage leurs propres militants à entrer en lutte de façon résolue et que cela les entraîne trop loin ?

Tout se passe en tout cas comme si la CGT, après avoir pris l'offensive chez Rateau, voulait se garder de tout emballement et cherchait maintenant à donner à la lutte revendicative un « rythme de croisière ». Il ne faut pas trop déranger leur stratégie, celle qui doit mener, au travers de luttes ne remettant pas le pouvoir en question, à la victoire électorale du « Programme Commun ».

J.L.

Il n'y avait au stade Géo-André ni l'enthousiasme ni les grandes foules. Rateau, ce n'est décidément pas Lip. (Ph. Kagan)

Usine Vachette (Troyes)

GRÈVE CONTRE UN LICENCIEMENT

Vachette est une petite usine située à Troyes même qui compte environ cinq cents ouvriers. Nous y fabriquons des serrures, mais dans quelles conditions !

On est payé au rendement, ce qui a des effets curieux : entre deux revalorisations de la grille, toutes les « augmentations » se traduisent par une augmentation des normes de travail, d'ailleurs personne ne comprend rien aux feuilles de paie. A cela s'ajoutent les brimades des chefs.

Dans cette ambiance, au Décolletage, l'annonce du licenciement d'un camarade a fait éclater le mécontentement. Il avait traité un chef de rigolo : faute grave, licenciement immédiat. Quand nous l'avons su, tout l'atelier (soixante-huit personnes) s'est mis en grève à l'exception de quelques chefs d'équipe. A deux reprises dans la journée, les discussions entre les délégués et la direction ne donnent rien. Le lendemain quelques grévistes iront eux-mêmes discuter, toujours sans résultat : nous votons la poursuite de la grève à main levée, la décision est unanime. Un groupe de grévistes décide de revenir le soir faire débrayer l'équipe de nuit, ce qui sera fait.

En tout cas, tout l'atelier était maintenant en grève, et était bien décidé, avant le week-end, à continuer le mouvement le lundi 4 mars, jusqu'à satisfaction.

Correspondant L.O.

SMIC, 6 ans de retard... et le pouce

Six ans après mai 68, qui avait vu se généraliser la revendication du salaire minimum à 1.000 F, le SMIC n'a toujours pas atteint cette somme : il vient de passer à 5,60 F de l'heure, soit 974 F par mois pour quarante heures de travail par semaine.

Malgré ses petites combines et manipulations des chiffres, qui font apparaître le SMIC à un peu plus de 1.000 F... pour 43 heures par semaine, le gouvernement considère donc toujours que l'on peut vivre en 1974 avec moins de 1.000 F par mois.

Il a ainsi plus de six ans de retard sur une revendication bien dépassée : depuis 1968 les prix ont augmenté de 40 à 50 % et il ne devrait pas y avoir aujourd'hui de salaire inférieur à 1.500 F par mois.

Les DOM-TOM ne sont pas la France

Dans les départements d'outre-mer, où les denrées alimentaires de base sont encore plus chers qu'en métropole, le SMIC passe à 4,57 F de l'heure aux Antilles et en Guyane, et à 3,73 F à la Réunion ; il est encore plus bas pour les ouvriers agricoles.

Ainsi, à chaque réajustement du SMIC, le gouvernement rappelle aux travailleurs de ces pays qu'ils sont en fait des colonisés.

La BNP, à son tour, dans l'action

Le jeudi 28 février, journée d'action dans la profession bancaire, s'est traduite à la BNP-Barbès par un appel de la CGT et de la CFDT à un meeting dans le hall à 14 h 30. Sept cents employés environ ont répondu à cet appel. Il faut dire que depuis une semaine, des cahiers de revendications circulaient et que des débrayages limités ou des assemblées avaient eu lieu sur différents centres sur des revendications catégorielles : points de machines pour les mécanos, points de technicité pour les dactylos et les sténodactylos, points de langue pour les rédacteurs et traducteurs.

L'ambiance était donc chaude à cette assemblée et environ la moitié des présents est partie en cortège rejoindre les employés des autres banques au siège de l'APB où nous nous sommes retrouvés à plus de trois mille.

De là, le cortège entier est reparti vers Barbès chercher nos collègues restés au travail. Mais devant l'entrée de la BNP, nous avons été arrêtés par un cordon de militants de la CGT qui, de peur d'être débordés, ont fait fermer deux portes sur trois. Inutile de dire qu'ils se sont fait huer et siffler par les manifestants.

Nous avons alors attendu la sortie de nos collègues à 17 h 05 et nous avons décidé de nous retrouver devant la porte le lendemain pour décider de la suite.

Le vendredi à 8 heures, nous nous sommes retrouvés à deux cent cinquante. Un délégué CGT, parlant après les délégués CFDT et FO nous assurant de leur soutien, a voulu expliquer en détail pourquoi son syndicat ne pouvait soutenir une grève et une assemblée minoritaires. L'intervention d'un membre du Comité de grève du Crédit Lyonnais a été très applaudie.

Nous décidons alors de passer dans les services appeler le personnel à une nouvelle assemblée à 11 heures. Ce que nous avons fait, et la nouvelle assemblée a regroupé près de six cents personnes. Nous aurions été certainement plus nombreux si les délégués CGT n'étaient pas passés partout après nous expliquer qu'il ne fallait pas participer à un mouvement minoritaire, œuvre de **« gesticulateurs »**.

CFDT et FO proposent de voter la grève pour la journée, ce qui est accepté, et reconvoquent une nouvelle assemblée pour lundi matin.

Nous nous sommes ensuite retrouvés à une centaine dans une salle du Comité d'entreprise de la région parisienne, rejoints par les délégués. Nous leur avons demandé une intersyndicale publique ; CFDT et FO ont accepté, la CGT réservant sa réponse pour consulter son syndicat. En attendant, nous sommes partis coller plus de cent cinquante affichettes appelant à la grève et à l'assemblée de lundi.

L'inter-syndicale publique a eu lieu devant près de deux cent cinquante personnes, tous les syndicats y participant y compris la CFTC et le SNB-CGC.

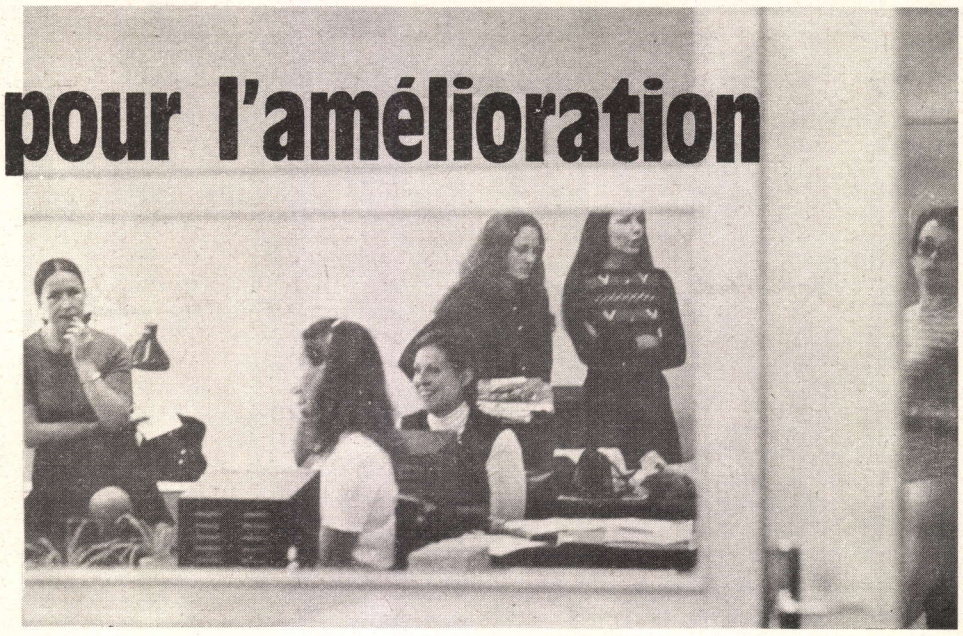
Seules la CFDT et FO étaient pour une grève de 24 heures reconductible, la CFTC et le SNB proposant la grève illimitée... après la commission paritaire du 6 mars, et la CGT reparlant de grève majoritaire par centre.

La journée de lundi sera décisive pour la suite de notre action.

Correspondant L.O.

Groupe Fortune Assurances

Les travailleurs en lutte pour l'amélioration des conditions de travail



La grève des perfos en octobre 1973. (Ph. L.O.)

A l'Europe

Il y a quelque temps, la direction a ouvert les nouveaux locaux des archives. Seulement, il n'y avait aucun chauffage dans ces locaux et il y faisait un froid de canard. Les vingt archivistes concernés décidèrent alors de ne pas y mettre les pieds tant que le chauffage n'y serait pas installé. C'était là un langage que la direction a fort bien compris puisque, le lendemain, elle trouvait le moyen de faire installer le chauffage en quelques heures.

Au Monde

A la Caisse, nous en avions assez : nous étions tassés les uns sur les autres et la climatisation ne fonctionnait pas. Le lundi 11 février, nous sommes donc tous montés à la direction dire ce que nous pensions de nos conditions de travail, tout en laissant entendre au patron que nous étions prêts à aller plus loin si nécessaire. Nous n'avons pas eu besoin de le répéter deux fois, puisque, le lendemain, une partie d'entre nous déménageait pour aller dans un nouveau local et que la climatisation fonctionnait parfaitement. A la Caisse, nous saurons dorénavant ce qu'il faut dire au patron pour lui faire entendre raison.

Au Nord : la grève

Le Sinistre Matériel a la réputation d'être un service « dur ». On y travaille beaucoup et dans des conditions des plus archaïques, du fait, en particulier, des locaux trop exigus. Dans le service, nous en avions depuis longtemps « ras-le-bol » et il fallait que cela éclate.

Aussi, le vendredi 15, devant le refus de la direction de tenir compte de nos problèmes, nous avons décidé la grève jusqu'à satisfaction des revendications :

— personnel supplémentaire ;
— diminution de la quantité de travail imposée par rédacteur ;
— passage en niveau C de ceux qui font un travail de rédacteur ;
— nouveaux locaux.

Depuis ce jour, il y a vingt-cinq grévistes sur les trente et un employés et agents de maîtrise du service. Nous avons fait des tracts et des affiches et l'accueil des autres services a été très sympathique.

Quant à la direction, elle a été abasourdie par notre décision au départ (c'est en effet la première grève d'un service de rédaction depuis 1968), puis elle a commencé à reculer sur les deux dernières revendications. Lundi 25, elle doit nous donner une réponse complète et précise. De toute façon, nous sommes tous bien décidés à tenir le temps qu'il faudra.

Correspondant L.O.

Unelec (Vierzon)

Gains de la CFDT aux élections de délégués du personnel

LES élections de délégués du personnel viennent de se dérouler à l'Unelec (Vierzon). Elles venaient quelques mois après une grève dans laquelle la section CFDT (à laquelle participent des militants de Lutte Ouvrière) avait continué l'action en dépit du lâchage de la CGT. La section CGT avait été depuis agitée de nombreux remous. C'est ainsi que le délégué syndical, porte-parole des plus combatifs, avait été éliminé.

La CGT, contrairement à l'ordinaire, fit une campagne très discrète mais présenta quatre noms nouveaux sur six présentés, quatre travailleurs ayant activement participé à la grève et connus pour leur combativité.

Mais un des candidats présentés s'était rangé ouvertement aux côtés du patron, chargeant même le piquet de grève avec un manche de pioche. Quant à la liste de suppléants CGT, elle était beaucoup moins « nouvelle » et composée, à une exception près, de travailleurs peu combatifs.

Si le nombre d'élus reste quatre pour la CGT et deux pour la CFDT, les résultats reflètent une situation nouvelle dans l'entreprise.

Dans la liste CGT, les travailleurs les plus actifs arrivent en tête, Mais le fait le plus notable est la progression de la CFDT qui passe de 50 voix à 73 en titulaire et de 52 à 85 en suppléant. Soit un gain de 6 % et de 9 %.

Ces résultats tiennent au renforcement de la section CFDT après la grève, mais aussi au fait qu'un certain nombre de cégétistes ont voulu « marquer le coup ». On a pu voir des travailleurs anciens qui avaient toujours voté CGT voter CFDT en déclarant : « Nous votons pour les copains qui sont allés jusqu'au bout dans la grève ».

A l'Unelec, les travailleurs les plus combatifs n'ont pas oublié la grève et en ont tiré les leçons.

Correspondant L.O.

	TITULAIRES						
	Inscr.	Votants	Bl. ou N.	Exprim.	CGT	CFDT	Raturés
73 ...	260	218	58	190	124	50	16
74 ...	326	263	38	225	129	73	28
	SUPPLEANTS						
	Inscr.	Votants	Bl. ou N.	Exprim.	CGT	CFDT	
73 ...	260	218	58	190	125	52	13
74 ...	326	261	37	224	117	85	22

Empalot (Toulouse)

LA SÉCURITÉ SOCIALE FERME UN GUICHET

Depuis que le Conseil d'administration de la Caisse de la Haute-Garonne a pris la décision de fermer le bureau-payeur d'Empalot pour ne laisser à la place qu'un guichet de collectage des dossiers, les usagers d'Empalot n'ont pas manqué d'exprimer leur mécontentement. Mercredi dernier, à la MJC, les organisations du quartier, l'Amicale des locataires, le Comité d'usagers, l'UFF, etc. organisaient une réunion avec des représentants syndicaux au Conseil d'administration de la Sécurité sociale. Ceux-ci firent bien de préciser qu'ils représentaient des syndicats, puisque tout le long de la discussion qui suivit personne n'aurait pu le deviner : le délégué de FO reprit carrément à son compte les prétextes du Conseil d'administration : aucun employé ne voudrait assurer le poste de payeur à Empalot, en raison des risques qu'il y aurait à être responsable d'une somme importante, dans la période de banditisme qui sévit actuellement... A la place, les assurés pourraient toujours aller se faire payer au centre (une journée de queue !) ou attendre le mandat, qui, selon lui, viendrait dorénavant plus vite !

Les assistants, une cinquantaine de personnes, lui déclarèrent qu'il ne s'agissait que de prétextes, et certains lui dirent qu'il ne s'agissait que de sordides mesures d'économies sur le dos des usagers. Finalement, on eut le fin mot de l'histoire : il s'agissait de rationaliser.

Les habitants d'Empalot, en majorité des retraités et beaucoup d'handicapés, n'ont pas l'intention de laisser fermer ce bureau-payeur pour aller faire la queue en ville. A la fin de la réunion, une lettre au ministre a été rédigée. Elle sera communiquée aux journaux, aux partis politiques et aux syndicats des employés de la Sécurité sociale.

L'affaire ne s'arrêtera pas là.

Correspondant L.O.

Peugeot (Sochaux)

Le PC réclame localement 400 F d'augmentation. Pourquoi pas pour l'ensemble de la classe ouvrière ?

Depuis le mois de novembre 1973, à Peugeot-Sochaux, le Parti Communiste mène campagne pour une augmentation de 20 F par jour, ce qui reviendrait à augmenter le salaire mensuel de 400 F. Cette revendication remplissait les pages du numéro de son journal d'entreprise *Le Lion Rouge* et depuis deux semaines environ les militants, pour populariser cette revendication, apposent un peu partout des affichettes auto-collantes.

Certes, ce mot d'ordre de 400 F pour tous mis en avant par la section du PC de Sochaux est loin d'être exagéré et bien des travailleurs, même s'ils n'ont pas manifesté jusqu'à maintenant beaucoup d'enthousiasme, pensent au fond d'eux-mêmes : « Oui, c'est bien ce qu'il nous faudrait pour boucler nos fins de mois ».

Mais, voilà ! outre que cette revendication est lancée dans une période où le climat est pour le moins très calme, il est tout de même étonnant que seule la section de Sochaux la mette en avant. Dans toutes les autres usines de la région, où les salaires sont encore bien plus faibles qu'aux Automobiles Peugeot, il n'en est nullement question.

Et en effet, si la section de Sochaux se permet de revendiquer une importante augmentation de salaire, c'est, comme elle l'explique elle-même dans son journal, « *parce que ces dernières années, la Société des Automobiles Peugeot a fait des profits considérables. Par conséquent Peugeot peut payer !* »

Entièrement d'accord ! Mais, est-ce que par hasard, si les patrons des autres usines non seulement de la région mais encore de France et de Navarre font des profits moins fabuleux que Peugeot, les travailleurs doivent pour autant se serrer la ceinture afin de ne pas compromettre un tant soit peu la marge bénéficiaire de leurs patrons ?

400 F, c'est bien le minimum que peuvent exiger des patrons l'ensemble de la classe ouvrière et cela, sans tenir compte des profits et des aléas de production. Alors, qu'attend le Parti Communiste pour inscrire à son Programme cette revendication ?

Correspondant L.O.

Citroën veut faire payer la "crise" aux travailleurs

MARDI 19 février, la direction annonçait en réunion de Comité d'établissement les nouvelles décisions en ce qui concerne les travailleurs de la production et plus particulièrement des secteurs de fabrications des DS, ID et GS :

— deux nouveaux jours chômés, les 14 et 15 mars ;

— suspension de mille contrats de travail pendant six mois avec embauche dans le Bâtiment pendant cette période ;

— réduction provisoire d'une demi-heure du temps de travail sans perte de salaire.

Ces mesures font suite à celles prises par Citroën depuis décembre au nom d'une prétendue baisse du chiffre des ventes des gros véhicules, DS, ID et GS.

Pour février, les jours chômés indemnisés à 60 % représentent une perte sèche de salaire de 70 à 90 F. Et cela va donc se renouveler en mars pour les mêmes ouvriers. Et rien ne prouve que Citroën s'arrêtera là. D'ici à ce que la direction décide de continuer en avril le système des jours chômés, comme les bruits qui circulent dans l'usine semblent l'indiquer, il n'y a pas loin.

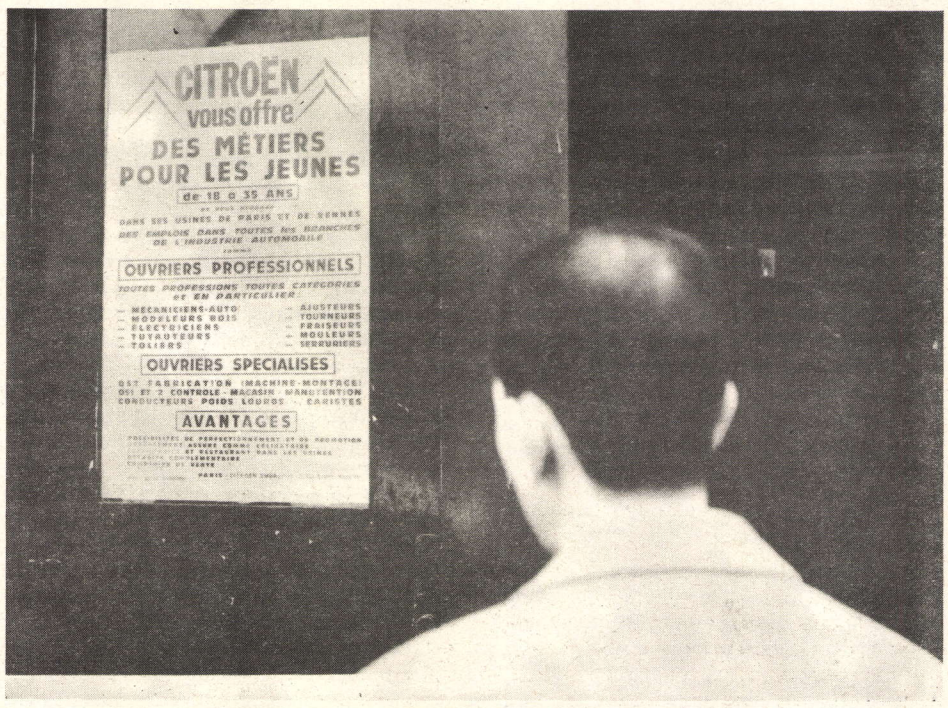
Et ce n'est certes pas la réduction d'une demi-heure du temps de travail sans perte de salaire qui compensera ce manque à gagner. C'est une mesure qui ne coûte pas cher à Citroën puisque son équivalent en augmentation de salaire, représente à peine 20 à 30 F de plus par mois ! En somme, des miettes, mais des miettes qui ne seront même pas accordées à tout le monde puisque la direction précise que ne seront concernés que « certains travailleurs » **de la production. Qui plus est, c'est une mesure « provisoire », c'est-à-dire que Citroën se réserve le droit de revenir en arrière quand bon lui plaira, et de rallonger alors les horaires.**

Ravenel, le P-DG de Citroën. Quand les gens comme lui iront au chômage, ça ira mieux pour les travailleurs. (Ph. AFP)

Quant à la suppression des mille contrats de travail, elle représente incontestablement la menace la plus inquiétante pour beaucoup d'ouvriers. Car même assortie d'une clause de réembauche dans le Bâtiment, il s'agit en fait, au mieux, d'une déqualification accompagnée d'une perte de salaire, et, au pire, d'un licenciement collectif déguisé. Car par cette mesure, les travailleurs, d'OS métallurgie se retrouveront manœuvres dans le Bâtiment et perdront tous les avantages acquis à Citroën au titre de la Convention collective ou de l'ancienneté. De plus, comme le passage de l'Automobile au Bâtiment, du jour au lendemain et sans formation, ne peut se faire sans accroc, il y a de fortes chances pour que les patrons du Bâtiment éliminent certains OS au bout de la période d'essai. Que deviendront alors ces ouvriers ? Devront-ils attendre six mois pour une réembauche hypothétique à Citroën ?

Et les ouvriers qui refuseront de quitter l'usine pour aller dans le Bâtiment ne seront-ils pas de fait licenciés ?

En fait, derrière l'expression « suspension du contrat de travail », **il y a bel et bien un licenciement collectif déguisé. Citroën veut se débarrasser du maximum de travailleurs sans bourse délier. C'est d'ailleurs ce qu'elle a déjà commencé à faire depuis bientôt un mois. En effet, elle convoque systématiquement les ouvriers immigrés pour les inciter à prendre des congés sans solde de deux ou trois mois et, s'ils font mine de refuser, elle affirme alors qu'ils n'ont pas le choix, car de toute façon, il n'y a pas assez de travail pour eux. A d'autres, sous un prétexte quelconque, elle fait signer une feuille qui s'avère être une lettre de démission.**



Citroën n'a rien d'autre à offrir que les licenciements pour les uns, et la surexploitation pour les autres. (Ph. L.O.)

Et ces pratiques sont tellement courantes depuis quelque temps que la queue est constante à la caisse, tandis que sur les chaînes la pagaille règne en maître tellement les vides sont nombreux. Même les régleurs sont obligés d'occuper des postes et de travailler comme des OS.

Contrairement à tous les bruits qui courent, la direction n'a pas diminué la production et les cadences ont encore augmenté.

Elles augmentent d'ailleurs un peu partout dans l'usine, et même dans les secteurs de production de véhicules DS et GS. Les horaires, eux, rallongent aussi dans certains secteurs. C'est ainsi qu'à Saint-Charles (une des usines du XV^e^), Citroën vient d'instituer le travail obligatoire le samedi en soirée ! Et dernièrement, jeudi 7 février, dans un autre secteur de Javel, elle a obligé les travailleurs du Ferrage N, qui soudent des coques de DS, à récupérer une panne du Carrousel jusqu'à 1 h 30 du matin !

On ne peut guère se payer la tête des travailleurs plus ouvertement. En somme, la solution à la crise pour Citroën est simple : licenciement de certains ouvriers et surexploitation des autres.

Correspondant L.O.

Rhône-Progil (Courbevoie)

La direction fait appel à la police contre... 17 grévistes !

Mercredi 20 février, les employés de l'ASERTEC (société chargée de l'entretien des locaux Rhône-Progil) décidaient, à dix-sept sur un effectif de vingt et un, de se mettre en grève et d'occuper la chaufferie de l'immeuble pour faire aboutir leurs revendications portant sur les salaires et les conditions de travail.

Après avoir fait constater par un huissier la « violation de domicile », la direction Rhône-Progil faisait appel à la police. Rapidement trois cars de flics arrivèrent pour expulser les grévistes. Les pompiers de l'immeuble, qui sont là normalement pour assurer notre sécurité, les aidèrent à défoncer la porte à coups de hache.

Après évacuation, la direction ASERTEC promit de négocier pour le lendemain.

Le lendemain, en fait de négociations, la direction ASERTEC licenciait sur-le-champ quatre grévistes que la direction de Rhône-Progil jugeait indésirables. Le motif : les grévistes n'auraient pas assuré la sécurité. Or cela est faux. Et d'ailleurs, la direction n'a pas voulu montrer les bandes témoin (sur lesquelles un chiffre s'inscrit dès que le dispositif de sécurité ne fonctionne plus normalement), comme le lui réclamait un délégué FO.

Ainsi, au siège Rhône-Progil, dont la direction ne cesse de nous vanter les qualités « new-look », on n'hésite pas à faire appel aux flics contre une petite grève.

Il est à noter que la CGT (Rhône-Progil) n'a rien trouvé à dire sinon... que les grévistes avaient enfreint la loi !

FO et la CFDT ont, de leur côté, protesté énergiquement, demandé la réintégration des licenciés et sont décidés à porter l'affaire en justice.

Correspondant L.O.

Renault :

La Régie fait chômer Sandouville, mais... les cadences augmentent à Billancourt

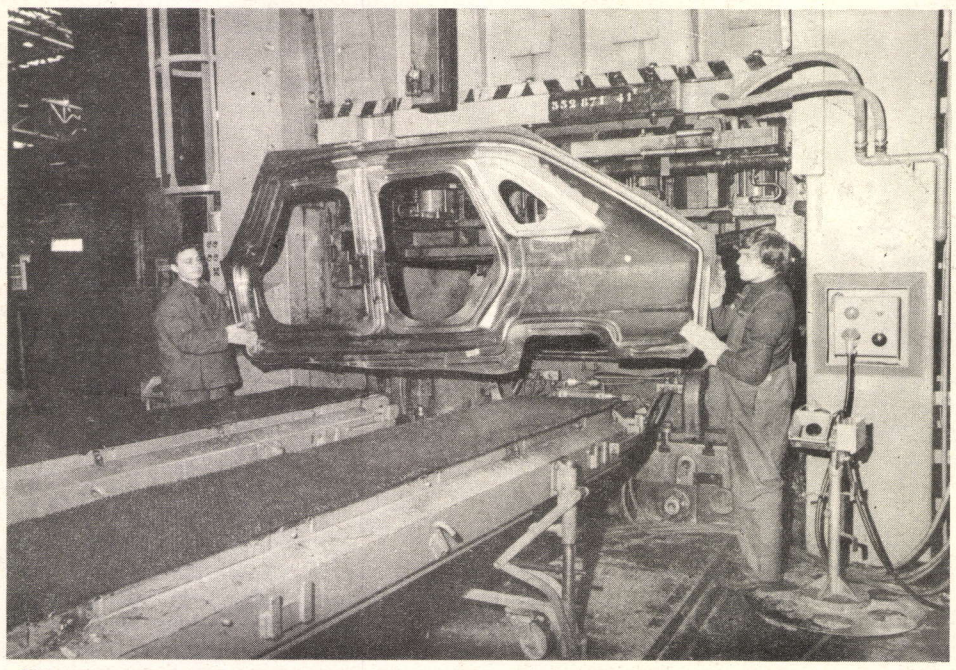
A la Régie Renault (Billancourt), le département 14 est un département où sont faits les moteurs (vilebrequins, carters, bielles, pistons, culasses, etc.). La chaîne des moteurs 4 chevaux et 5 chevaux s'y trouve également.

Actuellement, à Sandouville (chaînes R 15, R 16, R 17), la direction de la Régie va faire chômer deux jours. Mais à Billancourt, au département 14, c'est l'inverse. La direction a augmenté la production de la chaîne, qui est passée de 113 à 118 moteurs à l'heure. Aux vilebrequins et aux bielles, la direction, depuis un mois, fait faire pression par l'intermédiaire de sa maîtrise pour que les travailleurs augmentent la production. Pour certaines machines, la direction exige 20 % de production supplémentaire. Pour d'autres machines, elle exige même plus, sachant fort bien qu'une telle production est infaisable. Elle donne des temps que les machines elles-mêmes ne peuvent atteindre. La direction entend par là faire faire le maximum de production aux travailleurs.

Face à cela, des délégations et des débrayages ont été organisés par la CGT. Ces débrayages ont duré une semaine. Mais le mouvement est retombé, les travailleurs n'ayant pas de perspectives claires.

Pour l'instant, la situation en est là : officiellement, la direction a augmenté sa production, mais dans les faits les travailleurs n'en tiennent pas compte. Mais cet équilibre ne durera pas. Il faudra que les travailleurs du 14 s'organisent afin que la direction revienne sur ses décisions.

Correspondant L.O.



Officiellement la production augmente, mais à Sandouville on va chômer. (Ph. AFP)

La formation professionnelle continue :

Pas de miracle !

L'ACCORD patronat-syndicats du 9 juillet 1970 ainsi que la loi du 16 juillet 1971 ont fixé un certain nombre de règles en matière de formation professionnelle, règles qui contribuent à la développer.

En 1972, deux milliards deux de francs ont été consacrés à cette formation professionnelle ; l'Etat y consacre des crédits importants ; près d'un million de travailleurs, en 1971, ont été concernés par cette formation. Autant de chiffres qui montrent que patronat et Etat lui accordent une certaine importance.

Mais dans quel but ? La philanthropie peut être écartée d'emblée : l'épanouissement des travailleurs n'est pas le souci des patrons.

Les buts de la formation professionnelle continue sont explicités dans le rapport d'une commission du VI[e] Plan :

— corriger certaines inadaptations de la formation scolaire ;

— faciliter les changements d'activités correspondant à la diminution prévisible des effectifs dans certains secteurs et à l'expansion d'autres secteurs ;

— favoriser la promotion dans les fonctions déficitaires (techniciens, techniciens supérieurs) ;

— « garantir la sécurité de l'emploi ».

C'est-à-dire que deux grands problèmes se posent au patronat : d'une part, combler les déficits existants en main-d'œuvre qualifiée, voire très qualifiée ; d'autre part, faire en sorte que le chômage dû à la reconversion d'un certain nombre d'industries ne pose pas de trop gros problèmes.

Schématiquement, on peut dire que le but de la formation professionnelle continue est de résoudre les deux problèmes ensemble : apprendre aux chômeurs les métiers dont les patrons ont besoin.

En effet, si les patrons tiennent à leurs prérogatives, en particulier celle qui consiste à pouvoir fermer leur usine « comme on ferme sa tabatière », ils savent bien que jeter des centaines de travailleurs à la rue peut leur poser des problèmes, de gros problèmes, quand ce n'est pas poser au gouvernement un problème politique.

Autant faire, si cela est possible, les choses en douceur. C'est dans ce but, par exemple, que les travailleurs qui effectuent un stage de conversion, en cas de licenciement collectif, bénéficient de leur salaire antérieur.

Mais la formation professionnelle continue a ses limites. En effet elle coûte cher. Et pourtant, en 1971, il n'y a eu que quatre vingt quatorze mille personnes bénéficiaires d'un stage de conversion ou adaptation-prévention (les stages qui coûtent le plus cher du point de vue des indemnités).

C'est dire qu'en cas de crise, avec des centaines de milliers de chômeurs, la FPC serait impuissante, et pas seulement au niveau des crédits. Mais, surtout, à quoi servirait d'apprendre un métier à des gens qui ne pourraient pas l'exercer ?

La FPC est viable lorsque les choses vont bien. Elle permet de faciliter ce que les patrons appellent la « mobilité » de la main-d'œuvre, en adoucissant les rigueurs des licenciements pour les travailleurs, ou en leur permettant de se maintenir quand leur travail change.

Mais elle ne saurait en aucun cas garantir les travailleurs contre le chômage massif qui résulterait d'une éventuelle crise.

Michel VARNAL.

Ce n'est pas la formation professionnelle qui créera des emplois. (Ph. L.O.)

QU'EST-CE QUE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE (FPC) ?

LES DIFFERENTS TYPES DE STAGES

— Les stages de conversion qui s'adressent aux travailleurs licenciés.

— Les stages de prévention *pour les travailleurs menacés de licenciement.*

*— Existent aussi des stages d'*adaptation *(concernant uniquement les travailleurs titulaires d'un contrat de travail), des stages de* promotion *(pour acquérir une qualification plus élevée) ou d'*entretien des connaissances.

LE CONGE FORMATION

L'accord de juillet 1970 permet aux ouvriers de demander à s'absenter de l'entreprise pour suivre un stage de formation, sous certaines conditions. En principe, le pourcentage de travailleurs absents simultanément ne doit pas dépasser 2 %. Mais, d'une façon générale, un employeur ne peut pas empêcher indéfiniment un employé de suivre un stage.

LE FINANCEMENT

Il est assuré à la fois par l'Etat et par les entreprises qui versent, à l'heure actuelle, 1 % du montant des salaires (cela doit être porté à 2 % en 1976).

QUE PEUT-ON APPRENDRE ?

En fait, pour espérer bénéficier d'une rémunération (à part les cas de licenciement), il faut suivre un stage intéressant pour l'entreprise à laquelle on appartient. (Il ne faut guère espérer du côté des cours de piano...).

Des salariés qui ont acquis une qualification supérieure grâce à la FPC ne sont pas forcément promus par leur patron ; à plus forte raison ne le sont-ils pas si le stage suivi n'était pas de ceux qui intéressent le patron.

D'autre part, il est extrêmement difficile de s'inscrire individuellement : pour certains stages, il faut parfois s'inscrire, dans ce cas, un ou deux ans à l'avance.

En outre, dans le cas d'une formation ne figurant pas sur la liste des formations homologuées, on ne peut prétendre qu'à un congé sans solde.

La FPC n'a pas pour but de satisfaire les aspirations des travailleurs mais les besoins des patrons. Et, pour celui qui, tout en poursuivant son travail, voudrait changer totalement de métier, rien n'a vraiment changé depuis la loi de 1971 : il lui faudra toujours prendre sur ses loisirs.

Dunkerque : un foyer-caserne

Foyer ou stalag ? Ici, le foyer du Bâtiment à Maisons-Alfort. (Ph. L.O.)

IL existe dans la région dunkerquoise un certain nombre de foyers, de « centres d'hébergement pour célibataires », où les entreprises de la région logent une partie des travailleurs qu'elles ont fait venir.

Celui de la rue Branly, à Grande-Synthe, en héberge près d'une centaine, immigrés pour la plupart.

Les chambres sont si minuscules (guère plus de deux mètres sur deux) que les deux lits qu'elles contiennent doivent être d'un modèle particulièrement étroit pour laisser un passage au milieu.

L'humidité pénètre partout et le bruit y est permanent puisque presque tout le monde travaille en 3x8 et que, bien sûr, les bâtiments sont très sonores. Le sommeil est, dans ces conditions, particulièrement difficile à trouver et cela encore plus pour les occupants de la chambre qui se trouve juste à côté de la cuisine. Encore heureux si votre compagnon de chambre est de la même équipe que vous.

Cette cuisine, une pour dix, comporte un nombre insuffisant de feux et, aux heures des repas, il faut y faire la queue. Les placards à provisions sont si minuscules qu'un pot de café et un kilo de sucre les remplissent complètement. Les réfrigérateurs brillent par leur absence.

S'il y a bien une télévision, il faut souhaiter qu'elle ne tombe pas en panne car, alors, elle reste des semaines sans être réparée. Inutile de chercher une salle de jeux ou de détente quelconque : il n'y en a pas. Toutes les visites sont formellement interdites, le gardien y veille avec une vigilance de chien de garde. Il prend son rôle très au sérieux : il ne peut supporter de voir une lampe allumée et, quelle que soit la température, il ne met le chauffage en route que le 1[er] octobre. Cet ancien militaire de carrière a gardé les manières de la caserne : grognements, aboiements, coups de gueule et réflexions racistes sont ses seuls moyens d'expression. De plus, il s'arroge le droit de visiter nos chambres. Enfin, il réserve un traitement tout particulier à ceux qu'il a « dans le nez » : chargé de recevoir le courrier, il refuse les feuilles d'impôts des travailleurs qui lui déplaisent avec la mention « inconnu à cette adresse », au risque de faire payer 10 % de plus à ses victimes, si celles-ci ne vont pas récupérer leur feuille à la perception.

Ce sont là les conditions que doivent supporter les travailleurs les « plus favorisés », ceux qui sont logés car, pour les autres, il ne reste plus que l'hébergement dans une caravane (plus de 500 F par mois) ou des baraquements en bois, quand ce n'est pas carrément le bidonville ou le blockhaus abandonné.

Correspondant L.O.

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

Giovanni Germanetto

VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, **édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.**

Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.

Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.

La Première Guerre mondiale éclate bientôt.

Tandis que Germanetto milite dans les rangs du PSI, les mouvements ouvriers se développent. C'est ainsi qu'il assiste au soulèvement de Turin.

Puis il participe au Congrès du Parti Socialiste à Florence, où il se rend compte des faiblesses de ce parti.

C'est alors qu'éclate la révolution russe qui, d'emblée, attire la sympathie des travailleurs. Quelque temps plus tard, l'armistice est enfin signé. Mais si les affres de la guerre s'éloignent, le combat pour la libération sociale, lui, restait encore à mener.

Germanetto se rend de village en village défendre les idées du Parti Socialiste. Partout, l'espoir, la volonté d'en finir avec la misère et l'exploitation se fait jour.

A Turin, se fonde l'Ordine Nuovo **ayant pour rédacteurs Gramsci, Togliatti, Tasca. D'emblée, le groupe, exprimant la combativité ouvrière montante, se heurte à la bureaucratie syndicale et politique du PSI.**

Dès avril 1920, nombre de mouvements préludent à la vague de grèves avec occupation d'usines qui, dès août, va déferler sur toute l'Italie.

Après que le Parti Socialiste eut bradé le mouvement et laissé la réaction reprendre espoir et organiser ses bandes fascistes, les révolutionnaires italiens se séparent, à Livourne, en 1921, des réformistes et fondent le Parti Communiste d'Italie, section de la III^e^ Internationale. Germanetto est secrétaire de la fédération de Coni et, à ce titre, mène la lutte contre les fascistes et la police qui les couvre.

(25)

— Combien de détenus, brigadier, demanda le cocher.

— Vingt.

— Sacredieu ! où vais-je les mettre ? Avec les gendarmes ça fait vingt-trois, et je n'ai que seize places... Et puis il faut encore en prendre d'autres dans les commissariats.

— On s'arrangera bien, on les serrera un peu ; c'est pas des demoiselles, plaisanta le brigadier.

Des murmures se firent entendre.

— Qui est-ce qui parle là ? Qui proteste ? Aie donc le courage de te montrer, cria le brigadier.

Personne ne bougea.

Notre tournée à travers la ville commença. A chaque arrêt on nous ajoutait de nouveaux compagnons. Nous étouffions ; nos poignets étaient déjà enflés, et chaque secousse de la bagnole nous causait une douleur. Le vieillard au pinson se lamentait :

— Jamais il n'arrivera vivant, mon pauvre petit oiseau.

Un autre tremblait pour sa souris blanche. Presque tous les vieux réclusionnaires sont autorisés à avoir des animaux, pour lesquels ils nourrissent une tendresse maternelle. J'ai connu dans la prison d'Ancône un vieux forçat qui pleurait comme un enfant parce que son sansonnet s'était cassé une patte. Il le soigna si bien qu'il arriva à le guérir...

Nous arrivâmes enfin à la gare. Alignés sur le quai, nous attendîmes que le train fût formé. Puis on nous délia et on nous fit entrer un à un dans le wagon cellulaire. De chaque côté du corridor qui divise le wagon par le milieu sont disposées des cellules minuscules, où un homme a juste la place nécessaire pour s'asseoir. L'été on y étouffe, l'hiver on y gèle. Les portes des cellules sont percées d'une petite ouverture grillagée donnant sur le corridor. Pas de portière à la paroi extérieure. Au plafond, un carreau de dix à douze centimètres de diamètre, mais toujours si sale qu'on ne voit rien à travers.

Dès que le train s'ébranla, le chef du convoi entra dans ma cellule.

— Maintenant, vous n'avez pas besoin de marcher, dit-il en ricanant.

Et il me mit lui-même les menottes aux poignets. Ensuite on distribua la pitance. En voyage la soupe est supprimée ; les détenus ne reçoivent que du pain. On ne leur enlève les menottes ni pendant qu'ils mangent, ni en aucune autre circonstance. Quand il leur faut faire leurs besoins, un carabinier les aide.

Ordinairement les wagons cellulaires sont accrochés à des trains mixtes. Souvent on les détache aux gares d'embranchement, où ils stationnent un temps indéterminé. Il nous fallut dix heures pour faire les soixante kilomètres qui séparent Turin d'Alexandrie. Là, nous descendîmes de wagon, et un fourgon nous emmena à la prison de la ville. Ce fut alors le *cérémonial* habituel : fouille, immatriculation, empreintes digitales, pérégrinations dans les bureaux et les magasins et, enfin, la « salle de passage ». Cette salle est incroyablement malpropre et délabrée, mais chaque détenu se console en se disant qu'il en sortira le lendemain.

Dans celle où l'on nous parqua, toutes les vitres étaient brisées. C'était l'hiver ; le temps était froid et humide. Toute la nuit nous grelottâmes, couchés sur de mauvaises paillasses étendues par terre, avec des couvertures déchirées, fourmillant de vermine.

Nous passâmes ainsi trois jours à Alexandrie. Puis ce fut de nouveau le lever à deux heures du matin les menottes, le fourgon, les pérégrinations par les commissariats et, enfin, la gare.

Alignés sur le quai, nous attendions le moment de monter dans le train, quand un gardien de prison accourut et aborda le chef de notre détachement, l'air exagérément ému.

— Monsieur le brigadier, cria-t-il, savez-vous ce que ces coquins ont fait ? Ils ont cassé tous les carreaux de la salle.

Protestation générale.

— Il n'y avait pas un seul carreau quand nous sommes arrivés, déclarai-je.

— Silence, vous ! hurla le brigadier.

Et, s'adressant au gardien :

— Combien cela coûtera-t-il pour les faire remettre ?

FEUILLETON

— Pas moins de cinquante lires, répondit le gardien.

Malgré nos protestations, le brigadier donna la somme, qu'il préleva sur notre argent qu'il avait en garde.

Plus tard, en 1926, je me trouvai dans la prison de Milan avec un détenu qui venait d'Alexandrie. Il me raconta que ses compagnons et lui avaient dû également payer pour les carreaux inexistants de la même salle...

Plaisance. Quatre jours de « salle de passage » avec tout ce qui s'ensuit. Là, je trouvai quelques « politiques », des ouvriers et des paysans, condamnés pour organisation de détachements armés.

Dans ce local sale, souillé de crachats, mal éclairé par une lampe fumeuse, je passai quatre nuits de suite à parler de la révolution russe. Tous les détenus, politiques et autres, m'écoutaient attentivement, me posant parfois les questions les plus saugrenues :

— Est-ce qu'il y a des voleurs en Russie ?
— Les églises sont ouvertes là-bas ?
— Tu as vu les bolchéviks ?
— Tu n'as pas eu peur ?
— Est-ce qu'il y a à manger en Russie ?

Au bruit des pas de la ronde, qui, toutes les trois heures, passait pour vérifier les grilles, mes auditeurs regagnaient chacun leur place, mais ils revenaient dès que les gardiens s'éloignaient.

XXX

RENCONTRES DE PRISON

Le matin de notre départ de Plaisance, dans l'attente du train qui avait un retard de trois heures, on nous parqua dans un des entrepôts de la gare. Tout en mangeant et en fumant, nous causions entre nous. Le vieillard au pinson, bien qu'il fût emmeLes bolchéviks, dit-il, ont commis les pires forfaits ; tout le monde civilisé est contre eux.

Un autre détenu intervint :

— Qu'en sais-tu ? Alors, tu crois tout ce qu'on imprime dans les journaux ? Tu ferais mieux de la fermer. Lui, il a été en Russie.

— Assez pour aujourd'hui ! dit le maréchal, arrêtant la dispute.

Le soir de ce même jour nous arrivâmes à Bologne.

Je n'avais encore jamais vu une « salle de passage » aussi vaste. Soixante-dix personnes pouvaient y tenir à l'aise ; aussi les jeunes, pour se dégourdir les jambes après le trajet, se mirent-ils à jouer et à courir. C'était une pièce rectangulaire à plafond bas, soutenu par des colonnes. L'humidité de la voûte et la disposition des fenêtres, petites et placées très haut, montraient que nous étions dans un sous-sol.

Quand nous arrivâmes, tous les châlits étaient déjà occupés par d'autres détenus, et il ne restait plus pour nous que des paillasses disposées sur le sol. Je commençais à m'installer dans un coin, lorsque mon voisin, un jeune homme qui lisait **Rocambole,** se leva et m'offrit son lit.

— Prends ma place. Il ne sera pas dit que le Rouquin a laissé un infirme coucher par terre. Allons, viens ! Je suis jeune, tu n'es pas vieux non plus, mais tu as une jambe malade.

Et il m'installa presque de force sur son châlit. Nous nous mîmes à causer.

— J'ai tué un type dans une rixe. Mais j'étais en état de légitime défense. On m'a collé huit ans, parce que je ne pouvais pas payer un bon avocat. Les pauvres ont toujours tort... Seulement j'ai de la peine à cause de ma pauvre mère.

Et il se replongea dans sa lecture.

Deux autres détenus, mes voisins, se mirent également à parler de leurs avocats.

notté, s'efforçait de nettoyer la cage de son oiselet. Je l'aidais de ma main libre, de même que j'aidais les autres, soit à allumer une cigarette, soit à rompre leur pain. Le chef du détachement, un maréchal de carabiniers, grand gaillard blond, nous laissait faire. Bon garçon, il allait de l'un à l'autre, demandant aux détenus combien de « lunes d'août (1) » ils avaient encore à tirer, s'intéressant au sort de chacun.

Presque tous ceux qu'il interrogeait se déclaraient victimes d'une erreur judiciaire ou d'une vengeance.

— Et vous, qu'avez-vous fait ? me demanda le maréchal quand il arriva à moi.

— Moi, j'ai commis un crime affreux : je suis accusé de complot contre la sûreté de l'Etat, répondis-je.

— Ah, vous êtes communiste ? Peut-être êtes-vous de ceux qu'on a arrêtés à leur retour de Russie ?

Je répondis affirmativement.

— Racontez-nous donc quelque chose sur la Russie, me dit-il.

Je commençai à parler. Les détenus firent cercle autour de moi. Les carabiniers aussi s'approchèrent. Comme les autres, le maréchal écoutait attentivement. Je parlais déjà depuis un bon moment lorsqu'un réclusionnaire, condamné pour vol et blessures, m'interrompit :

— Evidemment, je suis coupable, disait l'un. Mais j'ai eu tort d'avoir pitié d'un blanc-bec qui sortait de l'université et qui voulait à toute force assurer ma défense. Il me suppliait presque et, comme j'ai bon cœur au fond, j'ai accepté. Cet animal-là s'est troublé devant les juges, il a embrouillé tous les articles du code et, naturellement, on m'a salé. Voilà, faites du bien aux gens...

— Moi, dit l'autre d'un ton important, je ne me laisse jamais prendre aux prières de ces apprentis. Une fois, un débutant m'a offert cent lires pour que je lui permette de me défendre. Hein, tu t'imagines ! Avec mon nom et mon passé... J'ai, naturellement, refusé.

Plus loin, un homme d'un certain âge racontait à un nombreux auditoire rassemblé autour de son châlit comment il avait cambriolé une banque. A côté du groupe, deux détenus jouaient aux dames. Le damier était dessiné au charbon sur le sol, et les pions étaient figurés par des boutons. Plus loin, un homme élégamment vêtu déclamait du Carducci. Quelques détenus se promenaient par la salle. D'autres dormaient.

— Et toi, le barbu, qu'est-ce que tu fais ? me demanda celui qui avait eu « pitié » du jeune avocat.

— Moi ? Je fume ma pipe, comme tu vois.

— Il y a déjà longtemps que je te zyeute et je n'arrive pas à te ranger dans une catégorie...

— ??

— Oui ! Tu ne ressembles pas à un cambrioleur, encore moins à un pickpocket ; à un voleur de grand chemin, inutile d'en parler. Tu as peut-être zigouillé ta maîtresse,... à moins que tu ne te sois cassé les poignets sur la caisse de ton patron ?

Je me taisais.

— Abruti ! fit son ami. Tu ne vois pas que c'est un « politique » ? N'est-ce pas ? dit-il en s'adressant à moi.

Sans retirer ma pipe de la bouche, je fis un signe de tête affirmatif.

Un jeune homme taillé en hercule, qui jusqu'alors lisait un fragment de journal, descendit vivement de son châlit et s'approcha de moi.

— Qu'est-ce que tu es : anarchiste, socialiste, communiste ?

— Communiste.

L'hercule se jeta sur moi et m'embrassa à m'étouffer.

— Moi aussi, je suis communiste. Je suis de Massa. Je connais Bibolotti, Ambrogi et les autres... Tu les connais ?

— Je les connais tous, répondis-je.

Transporté de joie, le visage rayonnant, il s'assit à côté de moi et, quand il eut appris que j'étais parmi les accusés du « procès de Rome », il se mit à m'assaillir de questions. On sentait en ce colosse aux yeux d'enfant un véritable camarade, un homme animé d'une foi inébranlable. Je lui parlai de la Russie, de Lénine, des Soviets, des usines, de l'Armée rouge, qui, je le remarquai, l'intéressait plus que tout le reste. Puis il se mit à raconter son histoire :

— Vois-tu, je ne sais pas parler, mais, peu importe, je fais mon devoir, tu peux le demander à Bibolotti (2). Pauvre Bibolotti ! Je l'ai vu avec sa femme et son enfant dans la rue devant sa maison en feu. Les « chemises-sales » — c'est ainsi qu'on appelle chez nous les « chemises-noires » — l'avaient incendiée. Ça, je ne l'oublierai jamais. Il était blessé, le gosse pleurait... Putain de Madone, ce que j'en ai rossés cette nuit-là ! Quand mon gourdin s'est cassé, j'y suis allé avec ça.

Et il me montra ses poings énormes. Les détenus, qui avaient fait cercle autour de nous, le regardaient avec admiration.

— Après, naturellement, continua-t-il, j'ai dû me sauver. Je me suis mis à errer par la campagne, comme un chien galeux...

« Avant, j'allais toujours aux réunions avec Bibolotti. Comme il parlait bien ! Et si simplement ! Je comprenais tout, mais, **dio boia** (3), pour le dire j'aurais pas su... Un jour qu'il parlait dans un village, j'étais parmi la foule. Quelques fascistes faisaient du bruit. Je les pris comme ça — et le colosse, secoua légèrement deux de ses voisins — et aussitôt ils s'arrêtèrent.

« Je dis donc qu'après cette nuit où il y avait eu l'incendie à Massa j'errais par la campagne. Une fois seulement, je suis retourné chez ma mère — pauvre maman ! — pour prendre du linge. Les fascistes en ont eu vent et ont entouré la maison. Alors, pour qu'ils ne tuent pas ma mère, je décide de m'enfuir. Je saute par la fenêtre dans le jardin, je file droit devant moi et j'en abats deux qui me barraient le chemin. Les autres tirent sur moi, mais ils me manquent et je leur échappe. »

L'homme s'arrêta. Les criminels qui étaient là, gens habitués à toute sorte d'aventures, l'avaient écouté avec une attention profonde.

On entendit une rumeur dans le corridor, un tintement de clés. C'était l'inspection habituelle. Un gardien se mit à vérifier les grilles en jouant sur les barreaux un air connu — nous sommes un peuple de musiciens, je l'ai déjà dit — ; les autres se mirent à fouiller les paillasses, puis on procéda à l'appel. Il manquait un homme.

— Il manque un détenu, cria le chef. Recomptez !

On recompta ; il en manquait deux. Les gardiens étaient dans tous leurs états.

— Les grilles sont intactes ? demanda le chef au « musicien ».

— Oui, monsieur.

On recompta de nouveau. Cette fois le compte y fut. Deux détenus, pour jouer un tour au chef, s'étaient dissimulés pendant l'appel.

A suivre

---

(1) Une **lune d'août :** une année dans l'argot italien.

(2) Bibolotti, ex-secrétaire de la fédération communiste de Massa-Carrara (Toscane). Actuellement au bagne.

(3) Juron italien : Dieu bourreau !

livres

LA GRÈVE

de Isabel Alvarez de Toledo

SIGNALONS dans la collection du « Livre de Poche » la réédition du roman de la « duchesse rouge » La grève. L'auteur, qui avait pris, il y a quelques années, la défense de la population de Palomarès, petit village espagnol, à la suite de l'accident d'un bombardier nucléaire américain dans cette région d'Espagne, a été condamnée par le grouvernement franquiste à vingt ans de prison pour ses écrits et paroles, et vit actuellement en exil en France.

Dans ce roman, elle décrit de manière particulièrement vivante et attachante une grève de journaliers agricoles dans le sud de l'Espagne, grève qui ne va pas sans difficultés et au cours de laquelle se révèlent la pourriture du régime, la complicité non déguisée de l'Eglise, de la justice, de la police et des riches propriétaires fonciers.

Les provocations, les assassinats, les pots de vin ne brisent pas la grève mais réussissent seulement à donner un relief saisissant à l'arbitraire et à la corruption qui font peser leur joug sur les travailleurs espagnols.

Il faut lire et faire lire ce récit, fait dans un style simple et empli de chaleur humaine, du déroulement difficile d'une grève finalement victorieuse — avec son cortège de peurs, d'hésitations et de moments de grand courage.

L.P.

La grève, de Isabel Alvarez de Toledo - Livre de Poche n° 3838 - 4,50 F.

Travailleurs du Bâtiment en grève à Grenade en juillet 1965. Parmi eux, la répression policière a fait trois morts et de nombreux blessés. (Ph. UPI)

cinéma

LE PERMIS DE CONDUIRE

Le permis de conduire, au travers de l'histoire d'un banlieusard qui cherche à résoudre ses problèmes de transports en commun en passant son permis de conduire, prétend traiter les problèmes que posent les transports en commun aux habitants de la lointaine banlieue.

Le film se veut humoristique, mais il laisse en fait le spectateur complètement froid, car il manque de la générosité, de la bonhommie, de la chaleur humaine qui avaient fait le succès de *Elle court, elle court la banlieue* qui traitait le même sujet.

P.R.

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 5 mars

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

Rouges et Blancs, le film du réalisateur hongrois Miklos Jancso (1967), retrace les combats des rouges et des contrerévolutionnaires à l'époque de la révolution soviétique hongroise de 1919.

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

Mandrin, bandit gentilhomme, un film de J.-P. Le Chanois.

L'histoire de Mandrin, le brigand défenseur des pauvres et des opprimés, a servi de prétexte à plusieurs productions à l'eau de rose. Espérons que le débat entre divers historiens, qui suivra le film, retracera la réalité des conditions de l'ancien régime et la vérité sur le personnage de Mandrin.

TROISIEME CHAINE (20 h 35) :

Copernic, film en trois épisodes, retrace la vie du célèbre astronome polonais. A l'époque de la toute-puissance du clergé, et des superstitions moyenâgeuses, prétendre que la terre tourne autour du soleil n'était pas sans risque. Le 5 mars, on pourra voir le premier épisode, **Le ciel.**

Mercredi 6 mars

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

Le grand échiquier, spectacle de variétés, avec Georges Brassens, Raymond Devos et bien d'autres.

Jeudi 7 mars

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

MAGAZINE DE GRAND REPORTAGE, consacré au problème de l'Irlande du Nord et d'autre part aux futures élections en Belgique prévues pour le 10 mars.

Dimanche 10 mars

PREMIERE CHAINE (20 h 50) :

La vingt-cinquième heure, un film tiré du roman de Virgil Gheorgiu, retrace les aventures d'un paysan roumain emprisonné puis enrôlé de force dans les SS durant la dernière guerre. Un film amer qui dénonce l'absurdité de la guerre et ses conséquences tragiques chez un être simple, ballotté au gré des événements.

Lundi 11 mars

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

La 317e section, film de Pierre Schœndœrffer.

Une patrouille de l'armée française tente de rejoindre ses bases au milieu du territoire contrôlé par le Vietminh au cours de la guerre d'Indochine que mena l'impérialisme français. Un réquisitoire contre la guerre coloniale.

POUR SOURIRE UN PEU

Il nous parvient parfois des lettres assez surprenantes, comme celle-ci, que nous n'avons pas résisté au plaisir de publier :

LETTRE OUVERTE à M. Alexandre Sanguinetti
secrétaire général de l'UDR
123, rue de Lille
75007 PARIS

et M. Pierre Debizet
secrétaire général du Service
d'Action Civique
5, rue de Solférino
75007 PARIS.

Messieurs,

Sur plainte d'un homosexuel passif, membre de l'UDR et repris de justice, Claude Guimberteau, et sur le rapport aux multiples exagérations de M. Maurice Lassabe, commissaire divisionnaire, chef de la DST de Bordeaux, mes installations d'écoute radio (non autorisées, mais d'une incontestable utilité publique et en service depuis onze années) ont été saisies et je serai traduit devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, le 6 mai, pour « infraction à l'article L 42 du Code des PTT ».

Compte tenu que :

1. Après avoir obtenu personnellement vingt adhésions à l'UDR, je méritais un minimum de considération de mes « amis » politiques.

2. Que les amis en question avaient tous les moyens de me faire incorporer dans les cadres de réserve de la Protection Civile comme spécialiste en télécommunications... et qu'ils ont rien fait pour cela !

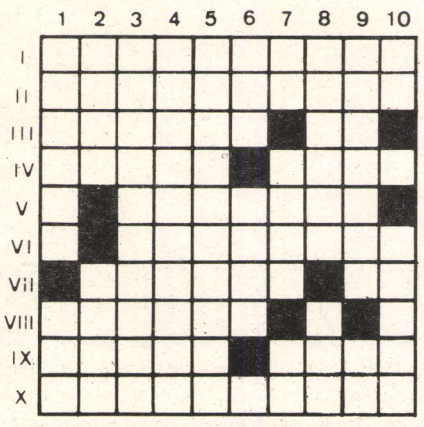
3. Que M. Georges Pompidou, président de la République et M. Pierre Messmer, Premier ministre, sollicités à temps par moi-même pour tenter d'éviter l'humiliation d'une comparution en correctionnelle, n'ont répondu que... par un silence méprisant cautionnant hautement l'exploit de la DST de Bordeaux croyant neutraliser un « ennemi intérieur ».

4. Que M. Pierre Debizet, très au courant de l'aide importante apportée aux services officiels sur le plan des transmissions, ait cru indispensable d'interdire la délivrance de ma carte 1974 au SAC.

Pour ces raisons, si je resterai toujours fidèle à la mémoire du général De Gaulle, j'ai l'honneur de démissionner de l'UDR et du SAC et de vous renvoyer mes cartes de membre.

Profondément déçu, mais en paix avec ma conscience, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Jacques DUPUY
journaliste professionnel indépendant,
ancien combattant d'Indochine et d'Algérie,
donneur de sang bénévole,
casier judiciaire vierge.



HORIZONTALEMENT. — I. Non spécialiste. — II. Privé de télé. — III. Marchait au crottin - Unit. — IV. Remontée par la marée - Sortie d'œuf. — V. En raison de la gastronomie locale, remplace le chou en Alsace. — VI. Synonyme de patrons. — VII. Prendre à la lettre - Connu. — VIII. Prénom féminin. — IX. Pour aller se faire cuire un œuf - Eminence à Jérusalem. — X. Borderaient.

VERTICALEMENT. — 1. Toute la paëlla - Agence gauchiste. — 2. S'usa les rotules - De quoi devenir rouge. —3. Mineures satisfaites. — 4. Bête à pois. — 5. Franctireur. — 6. Cri de jouissance du masochiste - Enlevée. — 7. Sigle dissous - C'est mieux que de causer - Conjonction. — 8. Le Nain en désordre - Couleur flic. — 9. Sises - N'importe qui. — 10. Pronom - Ont travaillé.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	R	L	E	M	E	N	T	S
II	E	■	■	E	M	U	L	E	■	E
III	T	R	I	N	I	T	E	■	O	C
IV	I	N	C	I	S	I	V	E	■	R
V	T	■	E	N	■	N	E	T	T	E
VI	I	N	C	I	N	E	R	A	I	T
VII	O	U	■	S	■	R	■	■	T	A
VIII	N	E	T	T	O	I	E	R	A	I
IX	S	E	V	E	R	E	M	E	N	T
X	■	S	A	S	■	S	U	A	S	■

Mutinerie militaire en Ethiopie :

LA MONARCHIE ÉBRANLÉE PAR SON PRINCIPAL SOUTIEN

Haïlé Sélassié : le chef couronné d'un ordre féodal. (Ph. AFP)

APRES une semaine de mutinerie qui avait entraîné la majeure partie de l'armée éthiopienne, cette dernière semble retourner dans ses casernes. La question est de savoir pour combien de temps.

La mutinerie s'achève — si elle s'achève — sur un succès indéniable des mutins. Non seulement les militaires ont obtenu satisfaction sur un certain nombre d'exigences d'ordre corporatif, comme le relèvement des soldes par exemple, mais ils ont contraint l'empereur Haïlé Sélassié à sacrifier son Premier ministre. Y a-t-il eu d'autres engagements de la part de l'empereur pour obtenir le retour des militaires à leurs bases, ces engagements suffisent-ils pour calmer l'armée et pour combien de temps, on l'ignore. Ce qui est certain, c'est que l'armée vient de faire irruption sur la scène politique éthiopienne et que cette irruption a secoué l'immobilisme traditionnel d'un régime autocratique, où tous les pouvoirs sont entre les mains d'un empereur, et où la vie politique se réduit à des intrigues de cliques dans les couloirs du palais impérial.

L'immobilisme politique repose sur l'immobilisme de l'ensemble de la société. L'autocratie d'Haïlé Sélassié couronne un édifice social et féodal ; elle s'appuie sur les grands propriétaires terriens et les chefs religieux, dont la prépondérance économique et sociale repose sur une effroyable exploitation de la paysannerie. Les structures foncières féodales obligent les paysans à donner près de trois quarts de leur récolte à leur propriétaire terrien — temporel ou religieux, puisque l'Eglise accapare, avec l'empereur, la part du lion dans la répartition des terres — et constituent un véritable carcan empêchant toute possibilité d'évolution de l'économie.

Cette Ethiopie-là, dominée par une poignée de grands féodaux accaparant tout le surplus et même le nécessaire des campagnes, engluée dans le Moyen-Age, enfermée dans un système rigide de castes, entourée par les filets d'une Eglise omniprésente et pléthorique, est incapable d'engager le moindre pas qui mène vers le XX^{e} siècle. Et les quelques couches citadines, la petite-bourgeoisie estudiantine en particulier, qui se font les porte-parole d'un changement de la société éthiopienne, se consumment en révoltes sporadiques, invariablement réprimés. Récemment encore, Addis Abeba était secoué d'une série de manifestations auxquelles avaient participé, outre les étudiants et les enseignants, des chômeurs protestant contre les hausses de prix comme des chauffeurs de taxi révoltés par l'augmentation du prix du carburant.

La famine effroyable qui a ravagé l'Ethiopie l'année dernière en faisant cent mille morts, en rayant de la carte des villages entiers, a brutalement résumé le prix payé par la société éthiopienne à la domination des féodaux. Non seulement parce que le gouvernement était totalement incapable d'y faire face, hostile même à l'idée de faire appel à l'aide étrangère pour des raisons de prestige, mais surtout parce que, de toute évidence, si les conséquences de la sécheresse étaient si catastrophiques, si les méthodes et les techniques agraires sont les plus primitives, si les paysans n'avaient pas même la moindre réserve, c'est en raison de l'exorbitant tribut prélevé par les seigneurs terriens et l'Eglise.

La famine a été un réquisitoire contre cette société moyenâgeuse en plein XX^{e} siècle ; une accusation contre l'autocratie barbare. Elle fut en même temps le catalyseur de tous les mécontentements, y compris des couches citadines qui n'en furent pas directement touchées.

Dans cette société éthiopienne, travaillée par des forces internes de changement et en même temps maintenue dans l'immobilisme, l'armée constitue la seule force organisée à l'échelle de l'ensemble du pays. Dans une société de castes immobile, elle est un des rares corps sociaux un peu plus ouvert, permettant aux membres des classes plébéiennes, des castes inférieures, des ethnies opprimées par la minorité dominante amhara, de « monter » dans la hiérarchie sociale.

Sa fonction est de défendre l'ordre social et, accessoirement, de servir de garde prétorienne à l'empereur — mais, de par son recrutement, de par sa composition, elle ne peut pas rester à l'écart de l'influence des forces sociales aspirant à un changement de la société éthiopienne. Chargée de défendre une société moyenâgeuse, elle le fait avec les moyens du XX^{e} siècle et avec un encadrement formé dans les écoles militaires modernes d'Occident.

Or le poids de l'armée s'est considérablement accru au cours des dernières années. D'une part, du fait de la guerre qu'elle doit mener en Erythrée, pays intégré de force dans l'empire éthiopien en 1962 et où se développe un mouvement de résistance puissant ; mais aussi, du fait que l'agitation dans les villes oblige l'empereur à faire de plus en plus souvent appel à ses services pour réprimer.

Poussée à l'avant par la caste féodale et leur chef couronné pour défendre un ordre social séculaire contre tout changement d'où qu'il vienne, l'armée est tout naturellement tentée de jouer son propre jeu politique. La logique de son rôle de gardien de l'immobilisme féodal avec les moyens du XX^{e} siècle l'entraîne à devenir une force menaçant à son tour cet immobilisme. Après quelques putschs avortés, c'est la première fois qu'elle parvient à faire prévaloir ses exigences face à l'empereur. Pour autant qu'on puisse le savoir, ces exigences ne sont pas allées bien loin cette fois-ci, et l'empereur a pu rétablir la situation moyennant un certain nombre de concessions, significatives car elles furent arrachées, mais mineures par leur portée directe. Mais un processus est engagé.

La presse a fait état d'arrestations de propriétaires terriens, de hauts fonctionnaires impériaux par des mutins dirigés par des officiers subalternes ici ; de revendications de réformes profondes là. L'accroissement du rôle de l'armée dans la vie politique conduit naturellement dans un pays où il n'y a pas la moindre vie démocratique, où n'existe aucun parti, pas même gouvernemental, à ce que certaines aspirations, notamment des couches petites-bourgeoises urbaines, passent par le canal de l'armée. L'Egypte n'est pas loin de l'Ethiopie, et pas seulement sur le plan géographique.

Rien ne permet d'affirmer que l'armée éthiopienne est déjà engagée sur le même chemin que l'armée égyptienne naguère, lorsqu'elle a mis fin à la domination du roi Farouk. De par sa direction et ses cadres supérieurs, l'armée est profondément liée aux propriétaires terriens, à la structure féodale de la société et au symbole de celle-ci : l'empereur. Mais en prenant l'habitude d'intervenir dans la vie politique, d'empiéter sur les domaines réservés jusqu'ici aux fonctionnaires impériaux, l'armée crée des précédents dangereux pour la monarchie et pour son immobilisme traditionnel.

Georges KALDY.

L'armée éthiopienne : elle apparaît aujourd'hui sur la scène politique. (Ph. UPI)

ARGENTINE

A Cordoba, l'épreuve de force est engagée

HIER, l'armée intervenait en Argentine contre une manifestation de grévistes faisant plusieurs morts, aujourd'hui, c'est la police qui se soulève dans la province de Cordoba et destitue le gouverneur de cette province et ses collaborateurs appartenant à la gauche du mouvement justicialiste pour le remplacer par un homme de droite.

Depuis la déclaration de guerre de Peron aux opposants, « aux « marxistes » infiltrés dans le mouvement péroniste, le gouverneur de la province de Cordoba était en butte aux attaques de la droite du mouvement péroniste et surtout des syndicats orthodoxes. Ils avaient depuis des semaines multiplié les tentatives pour l'éliminer, mais celui-ci pouvait compter sur le soutien des jeunesses péronistes et d'une partie des syndicats cordobais. Aussi, la police de cette province, assurée du soutien de la droite et de la direction des syndicats péronistes, a-t-elle dans le plus pur style militaire arrêté et retenu en otages le gouverneur et ses collaborateurs, éliminant **« la clique des bolchéviques et des traîtres au mouvement justiciable qui avait usurpé le pouvoir au détriment des péronistes authentiques ».**

Et, pour parachever son putsch, pour tenter de retirer toute possibilité de résister à la classe ouvrière de Cordoba dont la combativité en 1969 et en 1971 avait été le symbole de la montée de la classe ouvrière argentine qui a conduit l'armée à aller rechercher Peron, la police a fait élire de nouveaux responsables locaux de la CGT en remplacement de l'ancienne équipe appartenant à la gauche du mouvement syndical. Si jusqu'à présent le général Peron a prudemment refusé d'arbitrer ce conflit disant qu'il s'agissait d'un problème interne de la province — se réservant ainsi la possibilité de faire des responsables locaux de l'opération les boucs émissaires éventue's de son échec, le cas échéant — il est évident que cette intervention de la police a reçu son approbation.

Ainsi donc, se poursuit en Argentine la tentative de mise au pas de la classe ouvrière. C'est pour faire cette politique que la bourgeoisie a eu recours au vieux « Bonaparte » Peron, l'homme le plus capable grâce à son prestige passé de gouverner avec les syndicats contre la classe ouvrière et, si cela ne suffisait pas, le plus capable de préparer la voie à une politique consistant à noyer dans le sang toute tentative de résistance de la part des travailleurs argentins.

Mais cette provocation contre Cordoba, forteresse de la classe ouvrière argentine, n'a pas encore réussi. Depuis le putsch, Cordoba est paralysé par la grève générale. L'épreuve de force est engagée et la droite ne l'a pas encore gagnée.

Sylvie FREJUS.